

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 30 janvier 2017

SOUS RÉSERVE DE SON APPROBATION EN SÉANCE DU 20 FÉVRIER 2017

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. ~~V. BRAECKELAERE~~, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, ~~M.-G. LECLERCQ~~, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE~~, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 19 janvier 2017.

2. Communications.

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE entre en séance.

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 42 et dépose sur le bureau du conseil communal les procès-verbaux des séances publiques du 28 novembre et du 19 décembre 2016, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, ils seront considérés comme adoptés en fin de séance.

Le conseil communal prend ensuite connaissance des documents suivants :

- la liste des subsides en nature accordés en 2016;
- la liste des marchés publics passés en 2016 par le directeur général pour les dépenses relevant du budget ordinaire et limitées à 2.000,00€ hors TVA;
- la liste des marchés publics passés en 2016 par le collège communal pour les dépenses relevant du budget extraordinaire et limitées à 60.000,00€ hors TVA;
- la liste des marchés publics passés en 2016 par le collège communal pour les dépenses relevant du budget ordinaire et supérieures à 8.500,00€ hors TVA.

Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que 6 questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

- 1) "Commission cycliste", déposée par Monsieur le Conseiller communal, Xavier DECALUWE
- 2) "Avenir de la caserne Ruquoy", déposée par Monsieur le Conseiller communal, Simon LECONTE
- 3) "Situation actuelle du dossier du plateau de la gare et de la rue Royale", déposée par Madame la Conseillère communale, Marie-Christine LEFEBVRE
- 4) "Liquidation de la coopérative Tournai Expo", déposée par Monsieur le Conseiller communal, Benoît MAT
- 5) "Demande de permis d'urbanisme pour un mât de 120m", déposée par Madame la Conseillère communale, Monique WILLOCQ
- 6) "Maison de village de Thimougies", déposée par Monsieur le Conseiller communal, Guillaume DENONNE

Il y sera répondu en fin de séance publique par, respectivement, Messieurs les Echevins Armand BOITE, Paul-Olivier DELANNOIS, Madame l'Echevine Laetitia LIENARD, Messieurs les Echevins Robert DELVIGNE et Philippe ROBERT.

**3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Rumillies, rue de la Liberté, 83.
Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue de la Liberté, 83 à 7540 Rumillies;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de la Liberté à Rumillies, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées, du côté impair, le long du n°83.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante de "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il

entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Warchin, Vieux chemin d'Ath, 34. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM entre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile du Vieux chemin d'Ath, 34 à 7548 Warchin;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : au Vieux chemin d'Ath à Warchin, face au n°34, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Gaurain-Ramecroix, rue Wirie, n°269 et 271. Création d'une zone de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il y a lieu de délimiter le stationnement face à un commerce situé aux n°269 et 271 rue Wirie à Gaurain-Ramecroix;

Considérant que le service de police estime que cette mesure évitera le stationnement intempestif dans la zone concernée;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Wirie à Gaurain-Ramecroix, le stationnement est délimité au sol :

- perpendiculairement à l'axe de la chaussée, le long du n°269
- parallèlement à l'axe de la chaussée, le long du n°271.

Ces mesures seront matérialisées par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Tournai, parvis de la gare. Système de carsharing. Création d'un emplacement de stationnement pour voiture partagée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries de la commune;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 28 novembre 2016 approuvant les termes de la convention avec la société OPTIMOBIL Wallonie relative à la mise en place d'une station de carsharing sur le territoire de Tournai;

Considérant que, dans l'attente de l'approbation d'un règlement complémentaire communal et de façon à pouvoir matérialiser rapidement cet emplacement, une ordonnance a été prise par le collège communal en date du 9 décembre 2016;

Considérant le plan d'implantation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : sur le plateau de la gare, boulevard des Nerviens à Tournai, à la 1ère place du stationnement en épi (à gauche dans le sens de circulation), un emplacement de stationnement est réservé pour une voiture partagée (véhicule CAMBIO) conformément au plan d'implantation joint. Cette mesure sera matérialisée par le signal E1 avec un panneau additionnel portant la mention "voiture partagée". S'agissant d'une zone payante, cet emplacement sera exonéré de la redevance.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Douai, 11.
Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 26 février 2001 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n° 11 de la chaussée de Douai à Tournai;

Considérant que, vu le déménagement du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : à la chaussée de Douai à Tournai, face au n°11, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée d'Antoing, 6.
Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu la décision du conseil communal du 22 septembre 1997 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°6 de la chaussée d'Antoing à Tournai;
Considérant que, vu le déménagement du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus de raison d'être;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : à la chaussée d'Antoing à Tournai, face au n°6, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Tir à la Cible.
Suppression du stationnement alterné. Interdiction de stationnement côté pair.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu la décision du conseil communal du 17 décembre 1984 instaurant le stationnement alterné dans la rue du Tir à la Cible à Tournai;
Considérant les doléances des riverains de cette rue qui sollicitent la suppression du stationnement alterné;
Considérant, en effet, que vu ce stationnement alterné, le manque d'emplacement de stationnement se fait particulièrement sentir lorsque le stationnement est autorisé du côté pair où il existe de nombreux garages;
Considérant qu'il n'est pas possible d'autoriser le stationnement des deux côtés de la voirie compte tenu de son étroitesse et du double sens de circulation;
Considérant que le service de police propose de supprimer le stationnement alterné et d'interdire le stationnement du côté pair, là où se trouve le plus grand nombre d'entrées carrossables;
Considérant le plan de localisation;
Considérant que cette mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue du Tir à la Cible à Tournai, le stationnement alternatif est supprimé.

Article 2 : dans la rue du Tir à la Cible à Tournai, le stationnement est interdit du côté pair.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E1.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, place de Kain centre.
Interdiction de stationnement.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que les conducteurs des bus TEC éprouvent des difficultés à manoeuvrer au carrefour formé par la place de Kain centre avec la rue du Troisième Age;
Considérant que le service de police estime qu'effectivement, pour les manoeuvres, les chauffeurs de bus sont fortement gênés par les véhicules en stationnement place de Kain centre, à l'approche du carrefour avec la rue du Troisième Age à Kain;
Considérant qu'il propose, dès lors, d'interdire le stationnement à cet endroit sur 15 mètres, le long du n°9;
Considérant le plan de localisation annexé au présent dossier;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : place de Kain centre à Kain, le stationnement est interdit sur une distance de 15 mètres, le long du n°9.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E1 avec flèche montante "15 mètres".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié, conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

11. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Georges Rodenbach. Interdiction de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que les conducteurs des bus de la société régionale wallonne du transport (SRWT - TEC) éprouvent des difficultés à manoeuvrer au carrefour de la rue Georges Rodenbach avec la rue Saint-Eleuthère à Tournai;
Considérant que le service de police estime qu'effectivement, pour les manoeuvres, les chauffeurs de bus sont fortement gênés par les véhicules en stationnement, rue Georges Rodenbach, à l'approche du carrefour avec la rue Saint-Eleuthère;
Considérant qu'il propose, dès lors, d'interdire le stationnement sur 10 mètres, rue Georges Rodenbach, côté pair, à partir du carrefour formé avec la rue Saint-Eleuthère;

Considérant qu'un second avis a été sollicité auprès du service de police et de la société régionale wallonne du transport (SRWT - TEC) pour réduire cette distance d'interdiction de stationnement de 10 à 8 mètres;

Considérant l'avis favorable du service de police pour réduire cette distance d'interdiction de stationnement à 8 mètres;

Considérant l'avis défavorable de la société régionale wallonne du transport (SRWT - TEC) qui souhaite maintenir la distance d'interdiction de stationnement à un minimum de 10 mètres;

Considérant le plan de localisation annexé au présent dossier;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : dans la rue Georges Rodenbach à Tournai, le stationnement est interdit sur une distance de 10 m, côté pair, à partir du carrefour formé avec la rue Saint-Elleuthère. Cette mesure sera matérialisée par une ligne discontinue de couleur jaune.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié, conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Sept Fontaines. Interdiction de stationnement.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'un riverain domicilié 27 rue Saint-Elleuthère à Tournai éprouve des difficultés pour sortir de son garage donnant dans la rue des Sept Fontaines, suite au stationnement de véhicules de part et d'autre de la voirie;

Considérant que la police propose de créer une zone d'interdiction de stationner (ligne jaune discontinue) à droite de la sortie du garage, s'agissant d'une rue à sens unique;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue des Sept Fontaines à Tournai, en partie face au n°36, le stationnement est interdit sur 3m du côté droit en sortant de l'accès carrossable du n°27 de la rue Saint-Eleuthère. Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

13. Police de roulage. Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière. Barry, chaussée de Mons (N50). Arrêté ministériel. Limitation de vitesse à 70 km/heure.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P. S.T) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries régionales;

Vu la décision du conseil communal du 31 janvier 2005 limitant la vitesse à 70 km/heure sur la chaussée de Mons à Barry, entre les PK 34300 (immeuble n° 1) et 35600 (immeuble n° 41);

Considérant le courrier recommandé émanant du service public de Wallonie (direction des routes de Mons) concernant un projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire sur la police de la circulation routière sur le territoire de la Ville de Tournai, relatif à la limitation de vitesse à 70 km/heure sur la chaussée de Mons (N50) à Barry;

Considérant qu'il s'agit de prolonger la limitation de vitesse à 70 km/heure sur la chaussée de Mons entre le n° 41 et le carrefour avec la Grand Route;

Considérant qu'actuellement, conformément à la décision du conseil communal du 31 janvier 2005, cette limitation de vitesse à 70 km/heure est réglementée entre le n° 1 et le n° 41 de la chaussée de Mons;

Attendu qu'en application des dispositions de l'article 3 précité, ce projet d'arrêté ministériel doit être soumis pour avis au conseil communal;

Attendu que cet avis doit parvenir, en trois exemplaires originaux dûment revêtus des signatures du directeur général et de l'échevin délégué à la fonction maïorale ainsi que du sceau communal sur extrait du registre aux délibérations du conseil communal, au service de la direction des routes de Mons, par lettre recommandée, au plus tard à l'expiration du délai légal de soixante jours prenant cours à dater de la présente demande;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Considérant les termes de ce projet d'arrêté ministériel, à savoir :

«Le ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'action sociale et du Patrimoine.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1, X;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et les lois modificatives;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement sur la police de la circulation routière et les arrêtés royaux modificatifs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 12,7 °,

Vu l'arrêté du Gouverneur wallon du 22 juillet 2014, article 3, fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et les arrêtés modificatifs;

Vu l'avis favorable émis par le conseil communal de en séance du;

Vu qu'aucune suite n'a été donnée dans le délai légal de 60 jours à la demande d'avis adressée à la, en date du

ARRÊTE:

Article 1er : sur le territoire de la ville de Tournai (section Barry), la vitesse est limitée à 70 km/heure le long de la route régionale n° N50 dénommée "Chaussée de Mons" soit entre les PK 34300 et 35920.

Article 2 : la disposition reprise à l'article 1er est portée à la connaissance des usagers au moyen de la signalisation prévue à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 3 : le règlement communal du 31 janvier 2005 est abrogé.

Article 4 : les charges résultant du placement, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent au service public de Wallonie.

Tous les signaux contraires aux dispositions du présent règlement doivent être immédiatement enlevés.

Article 5 : copie du présent arrêté est transmise aux greffes des tribunaux de première instance et de police à Tournai.»;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

de remettre un avis favorable sur ce projet d'arrêté ministériel relatif à la limitation de vitesse de 70 km/heure sur la chaussée de Mons (N50) à Barry, entre les PK 34300 et 35920.

14. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Mont-Saint-Aubert, rue Guerbion. Limitation du tonnage à 3,5 tonnes sauf desserte locale.
--

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient d'emblée comme suit :

"J'ai vu sur le plan le panneau qui se situe au carrefour. Est-ce qu'un panneau sera posé à l'opposé, en venant de Molenbaix ? Cette route est très étroite. Je souhaiterais également qu'on revoit la circulation à partir de la chaussée d'Audenarde vers Obigies dans la traversée du Mont Saint-Aubert jusqu'au chemin du Vieux Comté. Beaucoup de camions y passent. Les accotements sont dans un état lamentable. Je crois qu'il faut revoir la circulation dans le carrefour."

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"Il est logique de placer un panneau dans chaque sens. Notre échevin de la mobilité y veillera."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu sa décision du 1er juillet 2016 de prendre une ordonnance du collège communal, par laquelle celui-ci établit une interdiction temporaire de la circulation des véhicules dont la masse en charge excède 3,5 tonnes, à l'exception de la desserte locale;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la rue Guerbion à Mont-Saint-Aubert menant vers le village de Molenbaix est une rue étroite située en milieu exclusivement rural;

Attendu que du charroi lourd transite par cette voie pour rejoindre l'entité de Celles plutôt que d'emprunter la route provinciale RN48;

Considérant la quasi-impossibilité de croiser de tels engins et le danger que cela représente;

Considérant l'avis du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : dans la rue Guerbion à Mont-Saint-Aubert, au départ du chemin du Vieux Comté, l'accès est interdit à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 3,5 tonnes, sauf desserte locale.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (3,5 tonnes) avec panneau additionnel reprenant la mention «Sauf desserte locale».

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

15. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Vaulx, pont de Chercq. Limitation du tonnage à 3,5 tonnes sauf desserte locale.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voirie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2012 statuant sur le permis unique visant à implanter et exploiter un centre logistique bimodal rue d'Antoing - rue du Canon à Vaulx par SODEMAF SA et reprenant l'imposition suivante: *«les camions auront l'obligation d'accéder et de quitter le site via la RN 501 (route Industrielle) située face au site. Seuls les camions desservant les entreprises locales pourront emprunter les voiries locales»*;

Considérant les doléances des riverains qui constatent le non-respect du permis unique contraignant l'exploitant à prendre les mesures nécessaires afin que le charroi entrant dans le port autonome et le quittant emprunte uniquement la Route industrielle (N501);

Attendu que le permis unique n'est contraignant que pour l'exploitant et qu'il semblerait que les conducteurs entrant sur le site et le quittant ignorent les recommandations liées au permis;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE :

Article 1 : l'accès au pont de Chercq au départ de la rue de Calonne à Vaulx est interdit à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 3,5 tonnes sauf desserte locale. Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (3,5 tonnes) avec panneau additionnel reprenant la mention «sauf desserte locale».

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**16. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Vaulx, rue du Canon (N500).
Limitation du tonnage à 3,5 tonnes sauf desserte locale.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voirie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2012 statuant sur le permis unique visant à implanter et exploiter un centre logistique bimodal rue d'Antoing - rue du Canon à Vaulx par SODEMAF SA et reprenant l'imposition suivante: *«les camions auront l'obligation d'accéder et de quitter le site via la RN 501 (route Industrielle) située face au site. Seuls les camions desservant les entreprises locales pourront emprunter les voiries locales»*;

Considérant les doléances des riverains qui constatent le non-respect du permis unique contraignant l'exploitant à prendre les mesures nécessaires afin que le charroi entrant dans le port autonome et le quittant emprunte uniquement la Route industrielle (N501);

Attendu que le permis unique n'est contraignant que pour l'exploitant et qu'il semblerait que les conducteurs entrant sur le site et le quittant ignorent les recommandations liées au permis;

Considérant que cet important trafic entraîne chez les usagers un sentiment d'insécurité, provoque des nuisances sonores et détériore l'état de la voirie;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE :

Article 1 : partant de la Route industrielle (N501), l'accès à la rue du Canon (N500) à Vaulx est interdit à tout conducteur de véhicules dont la masse en charge excède 3,5 tonnes sauf pour la desserte locale.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (3,5 tonnes) avec panneau additionnel reprenant la mention «Sauf desserte locale».

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

17. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Quais Dumon et Saint-Brice, rue et place du Becquerelle à Tournai. Réglementation de la circulation et du stationnement.

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, prend la parole comme suit :

"On peut descendre le pont de Fer en rive droite par la droite ou par la gauche. Ma question est la suivante : est-ce qu'il n'est pas dangereux de pouvoir continuer à descendre vers la gauche comme on pouvait le faire pendant les travaux ? Venant du quai Andreï Sakharov, lorsqu'on emprunte la rampe, il faut se déporter légèrement vers la gauche pour tourner vers le pont car c'est un angle droit. C'est dangereux, surtout quand il y a des bus. Pourront-ils tourner à gauche en venant de la rue du Cygne ? C'est un tournant à angle droit et il est difficile de se croiser à cet endroit. Ce serait moins dangereux si la descente du pont de Fer n'était autorisée que vers la droite, en direction du quai Saint-Brice."

Monsieur l'Echevin de la mobilité **Armand BOITE** lui répond comme suit :

"La possibilité de tourner à gauche et à droite sera maintenue. Les services de police ont laissé un délai avant de pouvoir réglementer par un arrêté. Interdire de tourner à gauche revient à déporter la circulation pour ceux qui veulent aller sur le quai Sakharov vers le quai Dumon. La difficulté réside là. Le rond-point placé en bas de la rampe, du côté du quai Sakharov, donne finalement satisfaction et facilite le transit. A l'heure actuelle, la décision est de le maintenir. Les bus TEC iront d'office vers la droite. Ce qui pourrait créer des problèmes, ce sont les autres bus qui tourneraient vers la gauche. Mais jusqu'à présent, tout s'est bien passé. Il n'y a pas eu d'accident ni d'accrochage durant les travaux."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, conclut comme suit :
"Si je comprends bien, quand on quitte la rue Joseph Hoyois, on doit obligatoirement tourner à droite."

Monsieur l'Echevin de la mobilité, **Armand BOITE**, confirme.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les quais Dumon et Saint-Brice ainsi que les rue et place du Becquerelle ont fait l'objet de travaux d'aménagement dans le cadre d'un projet de revitalisation;

Considérant que ces rues seront rouvertes à la circulation et au stationnement;

Considérant les mesures antérieures relatives à la circulation et au stationnement;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan joint;

Considérant que les mesures s'appliquent à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : à Tournai, sur le quai Dumon, le quai Saint-Brice partie comprise entre la rue Royale et le quai Dumon, rue du Becquerelle et place du Becquerelle, les mesures antérieures relatives à la circulation et au stationnement, excepté le stationnement payant, sont supprimées.

Article 2 : à Tournai, dans le quartier formé par le quai Dumon, le quai Saint-Brice partie comprise entre la rue Royale et le quai Dumon, la rue du Becquerelle, la place du Becquerelle et la rue de la place du Becquerelle, la circulation et le stationnement sont organisés conformément au plan ci-joint et de la manière suivante:

1. sur le quai Saint-Brice, partie comprise entre la rue Royale et le quai Dumon:
 - la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis le quai Dumon à et vers la rue Royale
 - des passages pour piétons sont établis à son entrée côté rue Royale et à sa sortie côté quai Dumon
1. sur le quai Dumon:
 - la circulation est interdite à tout conducteur au niveau de la rampe du pont de Fer depuis le quai Dumon vers le pont de Fer
 - la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, entre le n° 6 et la rue du Château depuis la rue du Château à et vers le quai Dumon
 - un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées face au n°1/4
1. dans la rue du Becquerelle:

- deux emplacements de stationnement sont réservés aux personnes handicapées face au n° 5
- des passages pour piétons sont établis à son entrée côté rue des Jardins et au niveau de la placette
- 1. sur la place du Becquerelle:
 - la circulation est interdite à tout conducteur depuis le quai Dumon à et vers la rue du Becquerelle
 - un passage pour piétons est établi au niveau de la placette
- 1. dans "la rue" de la place du Becquerelle:
 - la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la place du Becquerelle à et vers la rue de l'Epinette
 - l'accès est interdit à tout conducteur de véhicules dont la masse en charge excède 3,5 tonnes, sauf desserte locale.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux B1, C1 avec additionnel M2, C21, C31, D1, F19 avec additionnel M4, E9a, F99B ainsi que par les marques appropriées au sol.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**18. Stationnement. Règlement-redevance. Modèle de disque "un quart d'heure gratuit".
Modifications. Approbation.**

Des questions sont posées par plusieurs conseillers communaux. Elles concernent la validité des anciens disques, le délai laissé aux usagers pour se procurer un disque réglementaire et la communication à propos de la conformité des disques aux dispositions réglementaires.

Monsieur l'Echevin de la mobilité, **Armand BOITE**, se veut rassurant :

"Je crois que c'est indiqué sur le site internet de la Ville. Et la presse a déjà communiqué la photo du bon disque. Je vérifierai quand même sur le site internet."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le modèle de disque "un quart d'heure gratuit" actuellement distribué ne contient aucune référence commerciale et reproduit comme seul logo celui de la Ville;

Considérant, cependant, que ce modèle diffère de celui qui figure dans le règlement communal en vigueur;

Considérant que le disque repris dans le règlement-redevance comporte la mention : "Tournai Commerces et la Cci (chambre de commerce et d'industrie) Wallonie Picarde soutiennent le commerce tournaisien" ainsi que les sigles de "Tournai commerces" et de "Wallonie picarde";

Considérant que, s'agissant d'un disque réglementaire, il apparaît opportun d'adopter le disque "un quart d'heure gratuit" qui ne contient aucune référence commerciale ou de soutien et sur lequel ne figure que le logo de la Ville;

Considérant que, pour ce faire, il est nécessaire de modifier le règlement-redevance susvisé et plus particulièrement l'annexe 1 reproduisant le modèle de disque "un quart d'heure gratuit" et de remplacer la disposition du règlement qui stipule :

"Le premier quart d'heure sera également gratuit pour les usagers des emplacements payants de stationnement qui ont apposé le disque de stationnement spécifique à la Ville de Tournai (dont le modèle est joint en annexe 1 du présent règlement) de manière visible derrière le pare-brise de leur véhicule."

par : *"Le premier quart d'heure sera également gratuit pour les usagers des emplacements payants de stationnement qui ont apposé le disque de stationnement spécifique à la Ville de Tournai correspondant au modèle reproduit en annexe 1 du présent règlement et ce de manière visible derrière le pare-brise de leur véhicule.";*

Vu les articles L1122-30 et L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que ces disques réglementaires de stationnement "un quart d'heure gratuit" sont disponibles gratuitement à l'administration communale rue Saint-Martin, dans les districts et à l'office du tourisme;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 janvier 2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'apporter au règlement-redevance relatif au stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue adopté en séance du 10 novembre 2014, modifié par les délibérations des 27 avril 2015 et 25 janvier 2016, les modifications suivantes :

1. Le remplacement du modèle de disque figurant à l'annexe 1 du règlement-redevance relatif au stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue applicable pour les exercices 2015 et suivants, par le modèle figurant en annexe 1 du présent rapport, lequel ne contient aucune mention relative à des tiers et comporte comme seul logo celui de la Ville de Tournai.

2. A l'article 3, point 1, sous le petit a), de remplacer la phrase :

"Le premier quart d'heure sera également gratuit pour les usagers des emplacements payants de stationnement qui ont apposé le disque de stationnement spécifique à la Ville de Tournai (et dont le modèle est joint en annexe 1 du présent règlement) de manière visible derrière le pare-brise de leur véhicule."

par : *"Le premier quart d'heure sera également gratuit pour les usagers des emplacements payants de stationnement qui ont apposé le disque de stationnement spécifique à la Ville de Tournai correspondant au modèle reproduit en annexe 1 du présent règlement et ce de manière visible derrière le pare-brise de leur véhicule.".*

19. Règlement général de police. Récidive. Arrestation administrative. Approbation.

Avant que l'assemblée ne débattenne de ce point, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, en reprecise les contours :

"Avant de passer au débat, il me semble opportun d'en repreciser les tenants et les aboutissants. Dans notre règlement général de police, figurent actuellement trois éléments : le premier a trait à l'ivresse publique, le deuxième à la problématique des chiens et le troisième à la mendicité.

Ces faits ne sont pas permis, sauf la mendicité.

S'agissant d'ivresse publique, à l'heure actuelle, il est interdit de consommer des boissons alcoolisées dans des lieux précis. Par ailleurs, il est interdit de laisser divaguer sans laisse et de promener sans

muselière des chiens réputés dangereux. Tout cela existe déjà. La mendicité est autorisée à certains endroits conformément au règlement général de police et interdite à d'autres. Il s'agit, en règle générale, des abords des commerces et des lieux publics.

Tout ceci existe depuis toujours.

Que constate-t-on aujourd'hui ? On constate que ces mesures ne sont pas toujours efficaces.

Fréquemment, on appelle la police, pas une fois, mais 50 fois. Les rapports quotidiens de la police en témoignent. La police intervient. Souvent, la personne se déplace ou remet le chien en laisse.

En matière d'ivresse publique ou de mendicité, c'est la même chose.

Lorsque la police arrive et que la personne en question est devant un commerce, le policier lui demande de se déplacer, ce qu'elle fait en règle générale. Et puis, on se rend compte que 10 minutes plus tard, c'est rebelote.

De nombreux Tournaisiens se plaignent. J'ai reçu énormément de lettres en un mois me demandant d'intervenir dans cette problématique. Il s'agit ici d'intervenir uniquement lorsqu'il y a récidive. On pourrait donner la possibilité à la police d'avoir un outil complémentaire en lui permettant, si elle le juge utile, de procéder à l'arrestation administrative.

A propos de mendicité, je peux vous garantir que, chaque fois, nous essayons de trouver des solutions. Le CPAS et le SAIS interviennent. A titre personnel, quand je rencontre un mendiant, je lui dis qu'il y a des règles à respecter, la première étant de ne pas rester devant un commerce. Je lui demande aussi s'il souhaite me rencontrer pour faire le tour de la situation et peut-être lui ouvrir des portes auxquelles il n'aurait pas nécessairement pensé.

Chacun fait ce qu'il veut. Je l'ai proposé 50 fois. Une seule personne est venue me voir.

La situation est délicate, j'en suis conscient. Mais je ne peux pas non plus rester sourd, ni aveugle face à certaines situations. Chaque année, je reçois des jeunes de l'enseignement officiel ou de l'enseignement libre, qui répondent à mon invitation. Souvent, cela se fait à l'hôtel de ville. Ce sont des jeunes de 15 à 16 ans. Je discute avec eux. Je leur présente l'administration communale, le budget, les différentes problématiques liées à la commune. Cela se termine par un jeu de questions réponses. Libre à chacun de poser la question qu'il souhaite.

A chaque fois, la même problématique est soulevée. C'est : "Monsieur DELANNOIS, parfois nous avons peur, car nous nous faisons accoster par des personnes qui nous demandent des cigarettes". Je ne peux pas rester sourd à tout cela. Je ne peux pas non plus ne pas entendre quand certaines personnes me disent que lorsqu'elles vont au GB express de la rue Royale, certains leur demandent une cigarette. Si elles ne s'exécutent pas, ils exhibent un couteau.

Souvent ces personnes - cela figure également dans le rapport de police - n'ont même plus le réflexe de déposer plainte. Ce n'est pas normal que nous ne puissions pas nous rendre dans un magasin sans devoir nécessairement donner une pièce ou une cigarette et, si on ne s'exécute pas, craindre une réaction violente.

Je ne peux pas rester insensible à tout cela.

Je ne suis pas en train de stigmatiser qui que ce soit, ni de dire que toutes les personnes, qui sont dans la rue, créent des problèmes. Je veux simplement dire que les dispositions contenues dans le règlement général de police sont claires et précises en matière d'ivresse publique, en matière de mendicité, en matière de chiens. Je demande simplement que ces règles soient respectées, comme je le demande dans toutes les autres matières. Ce sont des règles de bien vivre en société.

Est-ce que cela signifie que je suis aveugle et que je ne sais pas que la mendicité cache d'autres problèmes d'ordre social ? Je ne suis pas non plus stupide. Mais sachez aussi que, dans certains cas, je ne suis pas psychologue, ni assistant social, ni psychiatre. Il faudrait peut-être se poser d'autres questions à propos des personnes qui sont actuellement sur le trottoir et qui sont en souffrance. On

pourrait se dire que ce sont des personnes en danger et qu'il y a donc non-assistance à personne en danger.

Je suis désolé, mais déposer 50 cents dans une casquette, c'est se donner bonne conscience et éviter d'aborder le problème.

La mesure, qui vous est proposée, ne règlera pas tous les problèmes. Mais elle règlera les problèmes que j'ai évoqués au début."

Le **président** d'assemblée intervient ensuite :

"Avant de vous céder la parole, je voudrais vous dire que je donnerai également mon appréciation sur ce dossier qui, pour moi également, revêt une haute valeur éthique. Mais je ne ferai mon commentaire qu'après avoir entendu l'ensemble des groupes parce que je ne veux pas le faire indépendamment des avis qui seront exprimés.

Je donne d'emblée la parole aux chefs de groupes de la majorité en vue de la présentation d'une proposition de modifications au texte de base."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, intervient comme suit :

"Il s'agit d'un dossier très sensible. Il ne faut pas croire qu'au sein des partis de la majorité, on n'a pas entendu les critiques qui étaient émises. Nous avons relu ce texte. Nous avons tous convenu que des éléments devaient être éclaircis et remaniés. C'est la raison pour laquelle nous proposons un amendement. Celui-ci permet d'éviter des termes malheureux dans le texte qui vous a été soumis, comme par exemple "oisif" ou d'autres termes qui, selon nous, sont stigmatisants pour une partie de la population. Nous avons éliminé tout ce qui faisait référence à un groupe particulier d'individus. La sanction figure toujours dans le texte qui va vous être soumis. Mais nous voulons également introduire deux modifications sur le fond.

Première proposition : nous voulons insister, tout d'abord, sur le fait que nous ne renonçons pas à la prévention, mais que la sanction prévue en cas de récidive sera un ultime recours en cas d'ivresse, dans la problématique des chiens dangereux et dans le cadre de non-respect de la réglementation sur la mendicité.

Nous proposons également de prévoir une période transitoire, car adopter ce texte aujourd'hui sans laisser aux personnes auxquelles il va s'appliquer, le temps d'en prendre connaissance, nous paraît disproportionné. Une période transitoire serait instaurée jusqu'au 15 mai 2017 afin que ces personnes puissent prendre connaissance des nouvelles dispositions et que la police puisse les informer des risques encourus.

La mesure de privation de liberté est une mesure que nous souhaitons éviter. Mais nous souhaitons qu'elle soit disponible dans l'arsenal pour les personnes qui ne veulent pas comprendre que la réglementation existe et qu'elle doit s'appliquer à tous, même si on est insolvable.

Deuxième proposition : la rédaction d'un cahier de recommandations avec les acteurs de terrain, cahier qui nous permettra également de mettre en œuvre des mesures de prévention et de les évaluer. Ceci pour que l'aspect répressif ne soit jamais dissocié de l'aspect préventif. Voici les modifications qui vous sont proposées ce soir."

Le **président** d'assemblée invite ensuite le chef de groupe de l'autre parti de la majorité, le conseiller communal MR, **Jean-Louis CLAUX**, à s'exprimer sur cette proposition de modifications :

"Effectivement, le nouveau texte, qui a été discuté entre nous, paraît beaucoup plus souple. Nous avons veillé à ce que les termes considérés comme trop agressifs n'y soient plus repris. Comme l'a expliqué le Conseiller communal, Geoffroy HUEZ, il y a une période de transition avant la mise en application réelle du règlement proposé. Cela reste une mesure d'exception. Nous faisons confiance à

la police. Elle ne va pas en abuser. Quelque part, cela restera une mesure d'exception qui sera appliquée lorsqu'il y aura une menace réelle. Cette disposition ne sera utilisée que dans les cas les plus extrêmes."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient ensuite :

"J'ai l'habitude de préparer mes interventions avant le conseil communal. Mon intervention ne tiendra évidemment pas compte de ce qui vient d'être dit ici. Nous examinerons, néanmoins, la proposition de modifications et d'assouplissement qui est faite par la majorité.

J'ai lu dans la presse la position d'ECOLO concernant le point que nous abordons maintenant. J'en ai pris bonne note.

Cependant, j'ai été plus interpellé par l'intervention de la société civile à travers le communiqué de presse provenant d'une série d'associations s'offusquant de la proposition débattue ce soir. Je l'ai été d'autant plus que je connais beaucoup de ces associations dont je suis proche. Je partage d'ailleurs régulièrement leurs combats pour plus de justice sociale.

Leurs interventions concernent essentiellement l'aspect «mendicité», alors que le texte proposé, si je l'ai bien lu, est bien plus général que focalisé sur cet aspect.

Mais restons-en à l'aspect «mendicité» qui a été mis en exergue, notamment dans la presse et les réseaux sociaux.

Je suis (nous sommes) entièrement d'accord avec «la volonté de soutenir et de privilégier les dispositifs d'action sociale existants». Nous sommes également convaincus que la véritable solution ne peut être trouvée que par la prévention et dans la volonté de lutter en amont contre la pauvreté. A plusieurs reprises, nous avons fait le constat que la pauvreté est croissante à Tournai également. Cela a encore été rappelé récemment par la présidente du CPAS lors des vœux au personnel. Et on sait que la mendicité en est une conséquence.

Mais chacun en conviendra, la mendicité ne fait pas partie des solutions dignes et acceptables face à cette paupérisation. Continuons donc à rechercher d'autres solutions plus structurelles. A ce propos, on peut regretter les mesures déplorables du gouvernement fédéral, notamment en ce qui concerne la sécurité sociale qui va aggraver cette situation. En matière de soins de santé, par exemple, domaine dont je suis un peu plus proche, je puis vous assurer que cela fera très mal. Mais je referme la parenthèse.

«Mendier et vagabonder ne sont pas des délits». Pas de problème là-dessus, c'est inscrit dans la loi. Mais c'est la manière dont cela se passe parfois qui pose cependant problème.

Comme conseillers communaux, nous devons être à l'écoute de ce que vit parfois au quotidien une partie de la population. Ce serait, d'ailleurs, se mettre la tête dans le sable de prétendre que tout se passe bien. Et on est au-delà de cas exceptionnels. Le nier serait de l'angélisme. Il suffit pour s'en convaincre d'interroger les habitants et les commerçants de certains quartiers.

Alors que faire ? La prévention ? L'avertissement ? La sensibilisation ? Le déploiement sur le terrain d'intervenants et autres services sociaux ?

Mais si cela ne suffit pas ?

La Conseillère communale, Monique WILLOCQ, et moi-même, sommes membres du conseil de police. A plusieurs reprises, nous avons entendu le manque de moyens efficaces d'intervention pour nos policiers dans les cas où certains comportements devenaient problématiques. Lorsqu'ils intervenaient, la situation se reproduisait avec les mêmes personnes quelques heures plus tard ou quelques rues plus loin...

Alors oui, nous souhaitons agir par des solutions plus structurelles. Oui, nous sommes prêts à soutenir toutes les initiatives de prévention. Oui, il faut renforcer l'action de notre CPAS et d'autres services sociaux. Oui, il faut reconnaître l'action également des organismes de la société civile (Croix Rouge,

Assiette pour tous. Banque alimentaire. Maison du Pichou, etc. Mais, en même temps, il ne nous semble pas honteux de se donner certains moyens répressifs et dissuasifs lorsque que l'on constate certains comportements problématiques, qu'ils soient en rapport avec le vagabondage, la mendicité, les chiens dangereux ou errants...

Rappelons aussi que ces mesures concernent les cas de récidive et figurent déjà dans le règlement général de police. Mais on y donne plus de poids.

Nous pensons, face à ces situations difficiles, qu'il faut dépasser le côté émotionnel. Il ne s'agit pas de partir à la chasse aux SDF et à la mendicité. Mais il faut bien reconnaître que certains comportements, et ils ne sont probablement pas majoritaires, posent de réels problèmes. Il suffit, d'ailleurs, de parcourir le rapport de police de novembre 2016 et qui fait partie du dossier qui nous a été transmis. Nous voterons donc ce point avec les modifications qui sont proposées, persuadés qu'il sera mis en application avec intelligence et en espérant même qu'il ne devra jamais être appliqué ou, en tout cas, le moins possible.

Les conseillers communaux cdH seront attentifs aux résultats et conséquences de cette modification du règlement.

Ce n'est certainement pas une prise de position facile, mais elle nous semble responsable."

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, prend ensuite la parole :

"Il s'agit d'un sujet à haute charge émotionnelle, qu'on le veuille ou non. Cela nous interpelle sur le plan de l'éthique, mais aussi sur le plan des règles à respecter en société.

Le respect d'une règle en société fait partie de l'éthique. Il n'est pas étonnant que ces deux éléments soient mêlés. Je ne doute pas, connaissant l'action de notre CPAS d'une part et, d'autre part, d'autres associations qui sont sur le terrain de la prévention au quotidien, qu'un ensemble de mesures soient prises régulièrement et puissent être reprises aussi. Même à l'endroit de personnes qui, ayant fait l'objet d'une mesure de prévention, récidivent en quelque sorte, en poursuivant dans une voie qu'elles savent bien être une voie problématique au niveau de l'entente sociale et qui dépassent parfois la limite en utilisant la menace d'une arme comme vous l'avez expliqué. C'est ce qui ressort des rapports de police que vous recevez, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale. Cela devient inadmissible. Cela doit faire l'objet d'un marqueur, d'une réaction qui montre que la règle, qui est là pour faire en sorte que l'ensemble de la société vive le plus en harmonie, soit respectée. La règle n'est pas gratuite. Elle existe pour faire la frontière entre ce qui est acceptable en société et ce qui ne l'est pas. Pour cette raison et étant donné l'amendement qui est déposé sur notre banc et qui adoucit et rappelle encore le côté fondamental et indissociablement lié de la prévention, le groupe MR votera ce texte en toute confiance, sachant aussi la façon dont les forces de l'ordre dans cette ville interviennent. C'est une tâche très difficile. Ils utilisent la persuasion. Ils ne sont pas invasifs dans la façon d'intervenir. Ce texte donnera probablement la possibilité à certains moments de rappeler utilement, avec la force qui leur est attribuée dans notre démocratie, la règle que nous devons tous respecter pour une vie harmonieuse en société."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à son tour :

"Des différentes interventions qui ont été faites et surtout de celle de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, je voudrais dire que mon intervention ne sera pas sur le mode émotionnel, mais sur le mode pragmatique.

Je vais relire la note qui nous a été transmise au sujet de l'arrestation administrative. Celle-ci repose sur l'article 133 de la nouvelle loi communale qui charge le bourgmestre de la police administrative et elle peut être définie comme une mesure purement administrative en vue du maintien de l'ordre, de la sécurité et de la paix publics. C'est la loi et, pour nous, c'est le respect de la loi. Plus loin, il est

question des motifs de l'arrestation administrative. Ils sont au nombre de 4. L'obstacle à l'accomplissement de la mission, pour les forces de l'ordre, d'assurer la liberté de circulation. Quand la circulation est entravée, on peut procéder à une arrestation administrative. La perturbation de la tranquillité publique et l'existence de motifs raisonnables de croire qu'une personne se prépare à commettre une infraction qui met gravement en danger la tranquillité, par exemple, exhiber un couteau. On est déjà dans la loi qui permet l'arrestation administrative.

J'ai fait rapidement une comparaison entre ce que reprend la loi sur l'arrestation administrative et ce qu'on nous propose en plus aujourd'hui pour pouvoir utiliser l'arrestation administrative. Selon moi, l'article 36 du règlement général de police qui prévoit que les personnes qui, sous le couvert de mendicité, compromettent la sécurité, la tranquillité, la salubrité publiques, et qui sont accompagnées d'un animal agressif et qui exhibent un objet de nature à intimider des personnes, perturbent la tranquillité publique.

Il est interdit de harceler les passants, les automobilistes, de perturber la circulation, de sonner aux portes pour importuner les habitants et d'entraver d'une quelconque manière la circulation piétonne. Tous ces comportements peuvent faire l'objet d'une arrestation administrative.

Il est interdit aux détenteurs d'animaux de les laisser divaguer sur la voie publique, qu'ils soient propriétaires ou gardiens d'animaux. Ils doivent en toute circonstance en conserver la maîtrise. Nous sommes toujours dans la non-perturbation de la tranquillité publique.

Le seul élément que j'ai retrouvé, qui me semble ne pas figurer dans les quatre motifs, est le suivant : il est interdit, sauf autorisation de l'autorité administrative (article 36 §2 de notre règlement général de police) ou motif valable à faire valoir, de s'asseoir sur les trottoirs de manière telle que le cheminement des piétons en soit entravé. Cela voudrait dire qu'on ajoute aux motifs de la loi le fait d'être assis sur le trottoir et donc de mendier. Tout le reste est prévu par la loi et tout le reste permet donc à la police d'intervenir selon la loi sur l'arrestation administrative.

On stigmatise des gens qui sont assis sur les trottoirs et qui, de cette manière, pourraient entraver le cheminement normal des piétons. Tout cela procède d'une analyse pragmatique des textes.

Un mot à présent sur notre vision de la situation.

Le constat, que vous faites aujourd'hui, est un constat de faillite. C'est la faillite d'un système mis sur pied depuis plusieurs années : vouloir à tout prix résoudre les problèmes d'incivilité et de dégradation de l'espace public à Tournai par des sanctions financières.

A plusieurs reprises, les écologistes ont marqué leur désapprobation face à ce système qui ne fonctionne pas et ont demandé que d'autres mesures soient prises pour améliorer «le vivre ensemble». Aujourd'hui, Tournai est plus sale qu'hier. Aujourd'hui, Tournai est aussi plus déprimée qu'hier, car les habitants, les commerçants, les personnes mal logées ou sans logis, nous tous, nous ne voyons pas comment améliorer la situation. Il n'y a pas que ceux que vous appelez «oisifs et SDF» (quand on commence à parler des humains en abréviation, cela en dit long!), mais bien d'autres aussi qui contribuent à façonner cette ville moins gaie, moins propre où règne l'impression «qu'il ne fait plus bon vivre».

Monsieur le Président, quand cela ne fonctionne pas, il faut s'arrêter, se poser les bonnes questions et se repositionner.

Aujourd'hui, c'est l'inverse que vous nous proposez : persister dans l'erreur en allant une étape plus loin dans la répression qui ne fonctionne pas.

Tournai sort aujourd'hui d'une «merveilleuse semaine qui dérange», mais sur écran seulement ! Par contre, dans les rues de Tournai, au quotidien, nous sommes tous dérangés. Dérangés parce qu'il fait sale, dérangés parce qu'il y a des gens «qui traînent en rue», dérangés parce qu'il y a des gens qui nous dérangent en nous accostant. Mais, heureusement, dérangés aussi parce qu'il y a des gens

dehors et qu'il fait froid, qu'il fait humide; dérangés parce qu'on sait que la petite pièce, qu'on donne, ne va rien changer à leur vie, ni changer notre vie et notre regard sur eux.

Alors, la réaction la plus immédiate, c'est de passer à autre chose : on en a marre d'être dérangés.

Alors, débarrassons-nous de ce tableau qui nous dérange. C'est un peu cela qu'on nous propose aujourd'hui. L'espoir secret étant qu'en dérangeant un maximum ces gens «qui envahissent» notre espace public, ils partiront. Ils iront ailleurs «squatter l'espace public» d'autres citoyens pour que nos vies reprennent un cours qu'on pense plus normal à Tournai. Pourtant, la saleté en ville, les petites bastons sur les quais, le bruit qui dérange la nuit à Tournai, ce ne sera pas terminé parce que ces gens auront quitté le pavé tournaisien.

Aujourd'hui, Monsieur le Président, nous vous invitons à ne pas aller plus loin dans une voie sans issue. Nous vous proposons de nous arrêter, de nous questionner pour mieux comprendre comment vit notre Ville : ce qui ne va pas, mais aussi ce qui va mieux et ce qui pourrait aller mieux par quelques mesures simples ou plus élaborées.

Pour avancer vers des améliorations du vivre ensemble, pas vers LA solution, car ce qui est trop simple en devient simpliste, nous devons d'abord comprendre ce qui se passe aujourd'hui à Tournai. Certains nous disent qu'il y a plus d' "oisifs" (comme vous les appelez) à Tournai que dans d'autres centres-villes. Beaucoup affirment qu'il fait bien plus sale à Tournai qu'ailleurs. D'autres disent le contraire. D'autres veulent croire qu'il fait bon vivre à Tournai sans trop de certitude.

C'est donc le moment d'approfondir l'analyse de la situation et de mettre tout le monde ensemble pour comprendre la situation, mais aussi pour «découvrir» ensemble des pistes d'amélioration : le SAIS, qui effectue un travail de rue, l'accompagne d'une réflexion sur la situation en ville; le relais social urbain a fait un travail d'enquête afin de déterminer les besoins en accueil de jour et de nuit à Tournai. On peut donc partir de ces travaux et élargir la réflexion à tous les acteurs de terrain, en réalisant de véritables états généraux du social, comme on l'a déjà fait pour la culture. ECOLO a fait cette proposition à plusieurs reprises.

Ce travail nécessitera l'aide d'experts extérieurs pour donner une méthode de travail et accompagner ceux qui s'engageront dans cette démarche.

Et l'analyse, qu'on ferait chez nous, pourrait aider d'autres villes à avancer vers des améliorations du vivre ensemble sur l'espace public car, après tout, la situation tournaissienne n'est pas si différente de la situation dans d'autres villes."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient à son tour :

"Nous sommes favorables à cette mesure. Nous pensons qu'elle fait partie d'un arsenal qui doit avoir un côté social, un côté préventif mais aussi répressif. A un moment donné, on ne peut pas laisser tout faire autour de nous. Nous sommes convaincus que les forces de police mettront cette mesure en application avec une grande intelligence. Administrativement, cela va être lourd pour eux de sortir ces gens de la rue et les enfermer pendant quelques heures.

Nous proposons qu'une évaluation soit portée à la connaissance du conseil communal un an après son application. Ce serait intéressant d'avoir un retour et de voir si oui ou non, cette mesure doit être renforcée ou complètement abandonnée parce qu'elle ne porterait pas ses fruits.

Ensuite, de manière plus pratique, au sujet des personnes qui ont un chien et qui ne respectent pas le port de la laisse et celui de la muselière, on va les arrêter administrativement parce qu'il y aura récidive. Elles seront mises "au cachot" pendant quelques heures et les chiens iront en fourrière. Que va-t-il se passer une fois que la personne sortira (maximum de 12 heures) ? Comment va-t-elle pouvoir récupérer son chien ? Il va aller à la fourrière. Là, on va vérifier s'il a une puce, s'il est vacciné, s'il a un passeport selon les différentes réglementations, selon la loi. Si ce n'est pas le cas, le propriétaire va devoir payer ces traitements. Il ne faudrait pas assommer ces gens avec une somme

qui leur serait imposée pour récupérer leur chien, mais leur appliquer un forfait en fonction du nombre d'heures passées à la fourrière. Il faut que ce montant forfaitaire soit raisonnable. Je voudrais qu'il y ait un suivi à ce sujet.

D'autre part, il faudrait aussi mettre en place des mesures pour donner une certaine liberté à ces gens, en mettant à leur disposition un "jardin pour chiens". Cet espace clôturé serait mis à disposition pour les gens qui n'ont pas de chez eux. Ils auraient la possibilité d'y laisser courir leur animal de compagnie. Ce serait un endroit clôturé. Sous leur propre surveillance et leur responsabilité, ils pourraient y laisser courir leur chien. Il faudrait trouver un endroit sûr et agréable."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, intervient ensuite :

"Je suis rassuré qu'on puisse débattre d'un sujet qui me paraît important sur la question des libertés civiques.

Dans ce vote, on a non seulement proposé un amendement au texte, mais il y a aussi des réflexions au sein de notre parti. Les votes ne seront pas uniformes au sein du parti socialiste sur cette question. Dans notre parti, qui est un grand parti, il y a toujours eu des tendances différentes qu'on veut trop souvent résumer dans un souci de simplification. Certains d'entre nous estiment que ce n'est pas forcément la meilleure méthode, même si tout le monde convient qu'il faut s'intéresser aux gens et ne pas les laisser sur le bord du chemin. Cela vaut pour ceux qui vivent dans une grande précarité ou ont des problèmes de santé mentale. Mais il ne faut pas non plus laisser au bord du chemin les gens qui sont victimes d'incivilités.

Vous le verrez, la plupart vont certainement appuyer cette mesure. D'autres vont s'abstenir en espérant que cette mesure sera appliquée avec la plus grande modération pour des raisons parfois différentes. Pour ma part, je m'abstiendrai pour la raison suivante : je ne trouve pas que le pouvoir communal doit se substituer au pouvoir judiciaire dans la privation de liberté. Mais c'est un avis personnel et pas l'avis du parti socialiste dans son ensemble.

Pour d'autres qui travaillent avec des personnes dans une très grande précarité, il s'agit avant tout d'une question éthique. Néanmoins, une réponse doit être apportée au problème des incivilités en général. Cette réponse ne doit pas non plus être une réponse totalement neutre. La répression est un élément de la réponse. J'invite en âme et conscience chaque socialiste à voter dans le sens qu'il souhaite sur ce dossier qui touche au plus profond de nos consciences."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, s'étonne de l'attitude du parti socialiste, partenaire de la majorité, qui se dit un "grand parti". "Sur quoi va-t-on voter ?" interroge-t-il. Il rappelle que les dossiers complets doivent être mis à disposition des conseillers communaux 10 jours avant la séance.

Le **président** d'assemblée prend alors la parole :

"Méthodologiquement, j'ai annoncé la couleur tout à l'heure. J'ai dit que j'allais laisser chacun s'exprimer. J'interviendrai in fine. Je donne encore la parole à Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale. Je répondrai à ta question à ce moment-là."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, reprend alors la parole :
"Monsieur le Président,

Avec le retour de l'été, on voit de plus en plus de gens qui se promènent avec leur fidèle compagnon dans les parcs, sur les trottoirs, le long du chemin de halage. Mais les chiens restent des animaux au comportement parfois imprévisible et il est donc important de respecter le règlement de police qui stipule que ceux-ci doivent être tenus en laisse sur la voie publique.

Certaines personnes m'ont avoué qu'elles n'osaient plus passer à certains endroits à cause de la présence de chiens qui ne sont pas attachés, sans muselière pour des races dites dangereuses. Pouvez-vous me préciser quelles mesures préventives et répressives vous comptez prendre face à un tel comportement dangereux sur la voie publique ? La question date du 21 juin 2016. Elle émane de la conseillère communale, Marie-Christine LEFEBVRE. La réponse arrive peut-être un peu tard. Mais ce que je vous propose aujourd'hui, c'est une réponse à la question que vous m'avez posée au mois de juin dernier. Au mois de juillet, dans un journal, on pouvait lire en première page : «pour ne plus subir le comportement de certaines personnes devant leur porte, ils fuient la ville» et j'avais lu sur facebook une série de choses telles que : "mais que font-ils à la Ville de Tournai ? Ils laissent faire tout et n'importe quoi !"

Il fallait donc trouver des solutions. Est-ce que c'est la solution idéale ? Je n'en sais rien.

Comme le conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, l'a demandé, on évaluera cela dans un an. Mais, par contre, je reviens sur ce qu'a dit le conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, et pour répondre également à la conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, je ne suis pas du tout d'accord lorsque vous dites que c'est la faillite du système des sanctions administratives. Le système des sanctions administratives - on ne sera à mon avis jamais d'accord à ce sujet - fonctionne dans certaines villes. Je vous entends dire que la Ville de Tournai, c'est probablement la plus sale de Wallonie etc. Je ne suis pas d'accord avec cela.

Les sanctions administratives ont déjà permis pas mal de choses en matière de propreté et en matière d'incivilités. On a fait exploser le nombre de sanctions administratives et le Tournaisien, qui ne respecte pas le règlement général de police, se voit sanctionné. Souvent, il s'agit d'une sanction financière. Mais ce n'est pas toujours le cas. Cela peut être une mesure de prévention etc.. Le système de sanctions administratives, c'est un système mis à disposition des communes. Si elles l'utilisent, c'est peut-être parce qu'à d'autres niveaux, on ne fait pas le travail. Ou qu'à d'autres niveaux, on rejette la responsabilité sur les autorités communales. Mais soit on se dit que l'outil est là et qu'on l'utilise, soit on ne veut pas l'utiliser. Mais dans ce cas, il ne faut pas se plaindre si n'importe qui fait n'importe quoi. Il y a des règles à respecter. Le problème, qui se pose en matière de sanctions administratives, c'est qu'il s'agit d'un dispositif répressif. Infliger une amende de 25,00€ à une personne qui mendie devant un commerce, cela n'a pas de sens. Mais d'un autre côté, ne pas essayer de sanctionner celui qui ne respecte pas les règles, crée des situations inévitables.

J'en reviens à l'intervention du conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE. Il a dit : «j'espère que l'application sera faite avec intelligence». Quand j'avais 20 ans, j'avais un regard un peu dur vis-à-vis des forces de l'ordre. En vieillissant, je vois les choses différemment. Pour avoir fréquemment rencontré la police ou les pompiers, je constate que nous avons toujours devant nous des personnes au grand cœur.

Hier matin, j'étais présent sur le site de l'incendie qui s'est déclaré à la rue Frinoise. Pompiers et policiers étaient là. Je peux vous garantir que c'est avec les larmes aux yeux qu'ils ont réagi.

Le nombre de rapports de police dont je ne fais jamais état ici, le nombre de rapports de pompiers que je reçois dans lesquels des situations sociales catastrophiques me sont signalées, je les transfère systématiquement au CPAS pour qu'il y ait un suivi. La police joue également un rôle de prévention. L'outil que nous allons mettre à leur disposition, j'espère que nous n'aurons pas à l'utiliser. Le but n'est absolument pas de faire du chiffre, de produire des statistiques."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, précise à nouveau que son groupe votera ce point, persuadé qu'il sera mis en application de manière intelligente, comme il l'a déclaré plus tôt.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, poursuit :

"J'ai bien compris. Mais j'aime aussi le rappeler. Certains considèrent, en effet, que les policiers ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Certains sont beaucoup plus intelligents et préventifs que d'autres qui se reconnaîtront, peut-être même ici dans cette salle.

A propos de la problématique des chiens et des grands espaces, je ne suis pas opposé au principe. Encore faut-il trouver le bon endroit et les règles pour savoir qui peut faire quoi. Mais je peux soumettre cette idée aussi à la police.

Concernant les chiens, lorsque quelqu'un est conduit au commissariat de police, son chien est conduit au refuge Veeweyde. Parfois, quand le chien arrivait, on le nourrissait et quand son propriétaire venait le récupérer, si son propriétaire devenait menaçant, on le lui rendait sans rien réclamer. J'ai dit aux responsables de Veeweyde que cela n'était pas acceptable. C'est la même règle pour chaque Tournaisien. Il ne suffit pas de menacer pour récupérer gratuitement son chien. Cela se sait très vite."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à nouveau :

"Il n'a pas été répondu à ma question. La loi sur l'arrestation administrative, pour moi, prévoit presque tout. Je rappelle aussi que nous avons voté le règlement de police. Celui-ci interdit aux détenteurs d'animaux de les laisser divaguer sur la voie publique. Nous sommes d'accord avec cela. Nous l'avons d'ailleurs voté.

Je ne vois donc pas pourquoi on doit prendre des mesures additionnelles sauf en ce qui concerne l'interdiction de s'asseoir sur les trottoirs de manière telle que le cheminement normal des piétons soit entravé. Il n'y a que cet élément qui ne s'y trouve pas."

Le **président** d'assemblée prend alors la parole :

"Ce que cela signifie en clair, c'est que la loi dispose de la possibilité d'arrestation administrative dans les cas qui sont décrits. Mais pour que cette loi mise en oeuvre, il faut qu'elle soit intégrée dans le règlement de police.

Je reviens aux questions de méthode, à commencer par les modifications proposées.

Ces amendements ne modifient pas le texte en profondeur sauf sur deux choses qui ont été clairement exprimées à la fois par le conseiller communal Geoffroy HUEZ et par le conseiller communal Jean-Louis CLAUX.

En clair, les attendus sont nettoyés des scories de vocabulaire qui susciteront de ma part un commentaire sur le fond dans quelques instants. On parle notamment au début de l'inefficacité de ces amendes administratives pour des infractions visant la plupart du temps un public marginal, insolvable,.... Il y a une stigmatisation d'un public clairement défini.

Comme cela a été répété par plusieurs d'entre vous, on peut considérer qu'à priori, ces amendements répondent à vos demandes. Il ne s'agit pas ici de stigmatiser un public en particulier, sachant que les dispositions, dont on parle, ont trait à des problèmes d'ordre public en général :

- 1) la question de la divagation des animaux dans les conditions que la loi détermine et les infractions qualifiées dans le texte;
- 2) les comportements sous l'effet de l'alcool sur la voie publique qui ne touchent pas ici que les personnes qui sont en situation de précarité sociale extrême; on peut être un notable tournaisien, un bourgeois bien mis et être totalement en infraction avec ces réglementations.

A priori, il y a peu de chance que ces personnes-là n'aient pas payé les amendes prévues. De ce fait, on peut dire que la loi autorise le riche comme le pauvre à coucher sous les ponts. Mais il est clair aussi que celui qui a de l'argent paiera plus facilement les montants pénaux qui sont inscrits dans nos dispositions.

Deuxième modification toujours dans les attendus, en fin de délibération : on reprend l'idée que préalablement à l'application de ladite mesure, dans les cas de récidive à l'infraction de l'article 36 bis

du règlement de police, l'amélioration des mesures préventives est nécessaire. On ajoute l'obligation d'agir sur le préventif afin de ne pas appliquer une sanction sans avoir tout mis en oeuvre en matière de prévention et d'avertissement. Les acteurs sociaux institutionnels, les partenaires associatifs, les représentants de la justice et de la police, rédigeront ensemble des recommandations dans un cahier visant à améliorer - on dit bien améliorer - et à compléter les mesures de prévention en matière de lutte contre la précarité et la mendicité.

Ces mesures permettront le cas échéant d'agir en amont des sanctions administratives. C'est également une demande formulée par tous les intervenants.

Il faut aussi du temps pour mettre en oeuvre la rédaction de ce cahier qui contiendra des propositions concrètes. L'entrée en vigueur de l'arrestation administrative en cas de récidive de la violation de l'article 36, celui qui concerne spécifiquement la mendicité, est réécrite. Pour rendre cette disposition plus claire, on la sépare en deux morceaux : une partie concerne les articles 94§3, 236bis et ter, en l'occurrence ce sont les problèmes d'alcoolisme sur la voie publique, d'ivrognerie et de chiens errants et un deuxième alinéa concerne les dispositions relatives à la mendicité, pour qu'on ne confonde pas tout. On termine par un élément essentiel du dispositif, celui où le conseil communal demande que soient réunis les acteurs sociaux, institutionnels et associatifs, les représentants de la justice et de la police en vue de la rédaction dudit cahier dont je viens de parler."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, ajoute ce qui suit :

"Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE, l'arrestation administrative ne fait pas partie actuellement des sanctions applicables aux articles du règlement général de police. Par contre, en matière d'alcool, actuellement seule l'ivresse permet l'arrestation, pas la consommation."

Le **président** d'assemblée intervient à nouveau :

"Le règlement général de police voit les dispositions qu'on veut mettre en exergue.

Je voudrais à ce stade vous dire que, de manière générale, j'ai un réel problème avec la disposition relative aux mesures de sanctions pénales appliquées au plan communal et singulièrement par rapport à la mendicité.

Si le texte n'avait pas été amendé, je ne pouvais absolument pas l'accepter. Je sais qu'un certain nombre d'entre nous m'en ont fait part également.

Nous vivons des temps violents. Ce sont des temps où la parole est violente. Souvent les actes et parfois même la pensée sont violents. Les réseaux qui n'ont de virtuel que le nom, car ils deviennent des réseaux concrets dans la mise en oeuvre d'appel à la haine, sont devenus des déversoirs. Lisez les commentaires sur les forums à propos des "punks à chien", à propos de la détestation d'un certain nombre de personnes, et vous verrez que nous sommes devenus les membres d'une société qui exacerbe les différences culturelles, sociales, de classe, comme autant de points qui seraient irréconciliables et qui seraient aussi une entrave majeure à la capacité de vivre ensemble.

Le vote que nous allons émettre n'est pas pour moi un vote anodin ou ordinaire. Ce n'est pas le vote d'un simple règlement de police. Ce n'est pas un acte administratif que seuls des partis peuvent dicter, ne fût-ce que par discipline de groupe.

Il s'agit d'un vote qui mobilise des questions de valeur, un vote clivant qui affronte deux visions, dont les légitimités sont différentes même si elles sont démocratiquement discutées et dans ce cadre, compréhensibles. La pauvreté n'est pas le fait du pauvre. La pauvreté n'est pas la volonté de Dieu ou une punition de la fainéantise. La précarité sociale n'est pas de la seule responsabilité de l'individu, qui aurait fait de mauvais choix. L'exclusion n'est pas le produit du déterminé par la faute personnelle, le mauvais chemin emprunté.

Il y a toujours une part d'individualisation dans tout. Mais il y a d'abord une responsabilité bien plus grande, celle de la société qui permet que des fossés sociaux deviennent aujourd'hui de plus en plus abyssaux, celle d'un monde où la richesse accumulée par 8 individus équivaut à celle de 3,7 milliards d'autres, une société où la sécurité sociale et la solidarité, où l'engagement collectif en faveur de la solidarité, se délitent devant le puissant marché et l'omnipotent capital; au bout de la chaîne, des violences liées précisément aux écarts de richesse. Comment s'étonner de ce cocktail explosif, de cette bombe humaine à retardement, des guerres, la lutte des classes, les flux migratoires, les murs physiques, les murs mentaux pour se protéger les uns des autres, la peur qui confine au rejet et à la dénégation de l'autre. Au bout de cette chaîne, les réfugiés, les RIS, et au bout du bout de cette chaîne, après les sous-prolétaires du 19ème siècle, les SDF, les marginaux, ceux qu'un terme impropre qualifie de "oisifs" comme s'il s'agissait d'un choix de loisir inactif.

J'ai lu bien des raccourcis, pas seulement dans le cadre de ce débat mais qui présentent l'insécurité comme étant le fruit de la présence de ces personnes-là en rue, de ces personnes qui obstruent nos trottoirs, polluent la vue, indisposent nos bonnes consciences. Et les commentaires sur facebook raillent ou conspuent la marge de la marge ressentie comme la lie de la société. Une démarche qui ignore les causes, racines même de la détresse, qui a conduit l'homme, la femme à ces conditions d'extrême dénuement. La stigmatisation et l'incrimination qui font des victimes sans remettre en cause les mécanismes mêmes qui les ont fait sombrer en tant qu'individus. Des mécanismes qui auraient dû pourtant nous amener à tendre la main mille fois, même au-delà de notre patience. La pauvrophobie, la phobie des pauvres, c'est bien une nouvelle forme de violence contre laquelle je m'élève avec la même virulence que toutes les théories qui ne s'inquiètent que d'ordre au mépris de la condition humaine, comme si le *vae victis* des romains, malheur aux vaincus, restait 2.000 ans après l'adage inchangé.

Bien sûr je ne vais pas nier sans ambages qu'il y a un besoin d'un arsenal équilibré en droit entre les mesures incitatives, la prévention mais aussi la répression. Ne soyons pas bisounours. Dès lors qu'on contrevient à des normes, dès lors qu'elles sont elles-mêmes des normes socialement acceptables et j'ajouterai lorsqu'elles sont justes et équitables.

En l'espèce, je respecte les lois, les règlements comme j'invite tous les citoyens à le faire. Mais je mesure aussi que nous n'avons pas toujours affaire à des personnes qui ont le souci de la quiétude et des règles. Le monde associatif lui-même, dans son interpellation, fait ce constat. Mais ma conscience qui s'appuie sur une éthique qui a tout d'abord le souci des plus faibles parmi les faibles, mon engagement de progressiste, ma fibre sociale, me donnent le sentiment que nous n'avons pas encore suffisamment entrepris pour repêcher celles et ceux qui sont aujourd'hui soumis à l'étau de la précarité.

Et ma conscience comme celle de beaucoup, j'en suis sûr d'une majorité d'entre vous, me dicte de me concentrer encore plus que ce que nous avons fait, pour bâtir en amont de la misère une disposition qui permette de la traiter et de ne plus considérer la misère comme un vice et les comportements des désœuvrés comme des actes répressibles.

En âme et conscience, vous dire que si j'avais eu à voter demain de manière segmentée, ce que nous ne ferons pas, j'aurais voté non. Puisqu'il y a aujourd'hui un équilibre reprenant des dispositions qui sont acceptables et que surtout nous avons ouvert la porte au dialogue avec le monde associatif, les acteurs sociaux, que l'idée est de conclure un pacte par lequel nous définissons à nouveau les modes d'intervention, que l'échéancier nous donne trois mois pour mettre en œuvre ses premiers pas de compréhension l'un vers l'autre, cette ébauche de dialogue social me permet effectivement de dire que je peux m'abstenir sans être pour autant dans une position qui fait taire mon indignation. C'est mon objection de conscience par rapport à cette disposition. Je voudrais dire aussi, ayant entendu les arguments des uns et des autres, que je ne peux pas accepter le terme qui a été utilisé tout à l'heure,

du refus d'être dérangé. Je pense qu'il est bon de l'être, parce que l'inverse du dérangement, c'est l'ordre. L'inverse du désordre, c'est l'ordre, le rangement et je pense qu'il est bon que de temps en temps les principes soient bousculés, même dans nos certitudes, mais pas au détriment de l'intérêt général. Et c'est là que précisément nous devons jouer de dialectique. Tournai n'est pas cette ville peu sûre, cette ville sale que d'aucuns essaient parfois de faire prendre pour telle. C'est une ville qui est composée de populations aux statuts différents, dans des parcours différents et qui méritent a priori que nous ayons conscience de ces parcours pour les appréhender et y apporter les justes réponses.

Les états généraux de la précarisation devraient selon moi faire suite aux états généraux de la culture. Je terminerai en insistant sur le besoin d'évaluation, comme cela a été demandé par deux intervenants. Effectivement les conseillers communaux Xavier DECALUWE et Benoît MAT ont chacun à leur manière dit qu'il était utile de procéder à une évaluation. Et lorsqu'ECOLO parle de temps d'arrêt, c'est bien d'une évaluation dont il s'agit également.

D'ici un an, lorsque nous examinerons les rapports notamment du conseil de police, il sera utile de voir ce que nous pourrons tirer comme enseignement de ce qui aura été réalisé dans le concret. Voilà pourquoi je me joins aux voix de ceux qui non pas par lâcheté, non pas par refus de choix, mais par souci d'équilibre s'abstiendront. Je le répète tout en n'étant pas d'accord sur le fond parce qu'on ne pénalise pas la pauvreté et encore moins l'exclusion absolue."

Par 25 voix pour, 3 voix contre et 8 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :
Ont voté pour : MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale.
Se sont abstenus : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, Mme S. LIETAR, MM. G. HUEZ, A. MELLOUK, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, M. V. BRAECKELAERE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.
Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

Considérant que ces mêmes communes doivent prendre les mesures nécessaires afin de combattre toute forme de dérangement public lors de rassemblements de personnes à l'occasion de foires, de marchés publics, d'évènements, de cérémonies publiques, de spectacles dans un lieu privé ou public, devant les lieux de culte et à l'intérieur de tout établissement accessible au public;

Considérant le rapport de police de la zone de police du Tournaisis référencé 807537/16 du 22 novembre 2016, dont il ressort que le dispositif des amendes administratives ne permet pas de répondre à une série de situations particulières d'infractions au règlement général de police et dont la récurrence porte atteinte à l'ordre public ;

Considérant que les comportements infractionnels contre lesquels il est extrêmement difficile de lutter en raison, notamment, de l'effet non dissuasif d'une sanction financière, sont visés par les dispositions suivantes :

l'article 36 du règlement général de police de la Ville de Tournai rédigé en ces termes :

« §1er : Les personnes se livrant sur le territoire communal à toute forme de mendicité, même sous le couvert de l'offre non professionnelle d'un service quelconque, ne peuvent troubler l'ordre public, ni compromettre la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique. Plus particulièrement, le mendiant

ne peut être accompagné d'un animal agressif et il ne peut exhiber aucun objet de nature à intimider les personnes qu'il sollicite. La mendicité est interdite sur toute la longueur de la façade des bâtiments abritant des commerces et autres activités accessibles au public.

§ 2 : Il est interdit de harceler les passants ou les automobilistes, de perturber la circulation, de sonner aux portes pour importuner les habitants, d'entraver d'une quelconque manière la circulation piétonne notamment en s'installant aux entrées d'immeubles. Il est interdit, sauf autorisation de l'autorité administrative ou motif valable à faire valoir auprès des services de police, de s'asseoir sur les trottoirs de manière telle que le cheminement normal des piétons en soit entravé. »

l'article 94 § 3. : Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées dans les lieux publics tels que définis à l'article 1er du présent règlement en dehors des terrasses et autres lieux autorisés spécialement affectés à cet effet. Le bourgmestre peut accorder des dérogations motivées à l'interdiction visée à l'alinéa 1er. Il peut assortir sa dérogation de toute condition qu'il jugera bon de poser en fonction des circonstances. La détention ou la possession de récipients ouverts contenant des boissons alcoolisées est assimilée à la consommation visée à l'alinéa 1er. Le constat d'une infraction entraîne la confiscation ou la destruction immédiate des boissons alcoolisées constituant l'infraction;

l'article 236 bis : Il est interdit aux détenteurs d'animaux de les laisser divaguer sur la voie publique (y compris dans les parcs et jardins publics) et dans les lieux accessibles au public. Les propriétaires et gardiens d'animaux doivent en toute circonstance conserver la maîtrise de ceux-ci et prendre toutes les mesures utiles pour éviter les accidents et autres nuisances. Les chiens promenés sur la voie publique (y compris dans les parcs et jardins publics) et dans les lieux accessibles au public doivent être tenus en laisse. La longueur de la laisse ne doit pas dépasser 1,50 m. Leur gardien doit pouvoir démontrer qu'il est en mesure de ramasser les déjections de son animal (notamment par la détention de sacs à déjections...). Les chiens dangereux doivent non seulement être tenus en laisse, mais également porter une muselière et plus particulièrement les chiens appartenant à l'une des races suivantes :

Akita Inu

American Bully

American Staffordshire Terrier

Bandog

Bull Terrier

Dogo argentino (Dogue argentin)

Dogue de Bordeaux

English Terrier (Staffordshire Bull Terrier)

Fila Brasileiro (Mâtin brésilien)

Mastiff (toute origine)

Pitbull Terrier

Ridgeback de Rhodésie

Rottweiler

Tosa Inu

- les chiens ayant déjà provoqué des morsures ayant justifié le dépôt d'une plainte

- les chiens croisés avec au moins l'une des races citées ci-avant

- les chiens ayant fait l'objet d'un avertissement suite à la manifestation de signes d'agressivité. Pour les chiens précités dits dangereux et ceux dont la hauteur au garrot dépasse 40 cm et/ou dont le poids dépasse 20 kg, la laisse doit obligatoirement être tenue par une personne majeure capable de maîtriser le chien;

l'article 236 ter : La circulation sur la voie publique des chiens appartenant ou croisés avec au moins l'une des races énumérées à l'article 236bis est interdite en tout temps :
dans le piétonnier de la croix du centre comprenant les rues Gallaix, du Puits Wagnon, de la Cordonnerie en ce compris la rue des Chapeliers et la rue Soil de Moriamé;
dans les parcs et jardins publics;
pendant le déroulement du champ de foire : sur l'esplanade de l'Europe et le long de la bande du boulevard réservée à la circulation piétonne;
Considérant que la violation de ces dispositions est sanctionnée d'une amende administrative en vertu de l'article 253 du règlement général de police;
Considérant, toutefois, qu'une sanction financière s'avère souvent inefficace en vue de lutter contre la récidive desdites infractions en raison de l'insolvabilité du contrevenant;
Considérant qu'il s'avère opportun d'assortir la récidive en la matière de la mesure d'arrestation administrative et d'adapter en conséquence les dispositions reprises dans l'actuel règlement général de police;
Considérant, toutefois, que préalablement à l'application de ladite mesure dans les cas de récidive à l'infraction de l'article 36 du règlement général de police, le renforcement et l'amélioration des mesures préventives sont nécessaires;
Considérant qu'il convient que les acteurs sociaux institutionnels et associatifs, de concert avec les représentants de la justice et de la police, rédigent un cahier de recommandations visant à améliorer et compléter les mesures de prévention en matière de lutte contre la précarité et mendicité;
Considérant que ces mesures permettront, le cas échéant, d'agir en amont des mesures de sanctions administratives;
Considérant qu'il convient, à cet effet, de postposer l'entrée en vigueur de l'arrestation administrative face à la récidive de la violation de l'article 36 du règlement général de police;
Vu les articles 133 et 135 §2 de la nouvelle loi communale;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement son article L1122-30;
Sur proposition du Collège communal;

Par 25 voix pour, 3 voix contre et 8 abstentions;

DECIDE:

1/ d'ajouter l'arrestation administrative à titre de sanction de la violation des articles 94 §3 et 236 bis et ter du règlement général de police, lorsqu'il y a récidive dans le chef du contrevenant;

2/ d'ajouter l'arrestation administrative à titre de sanction de la violation de l'article 36 du règlement général de police, lorsqu'il y a récidive dans le chef du contrevenant, mais de postposer l'entrée en vigueur de cette mesure au 15 mai 2017;

3/ de réunir les acteurs sociaux, institutionnels et associatifs, et les représentants de la justice et de la police, en vue de la rédaction d'un cahier de recommandations visant à améliorer et compléter les mesures de prévention en matière de lutte contre la précarité et mendicité.

20. Règlement général de police. Permis d'exploitation du train miniature touristique. Modifications. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courriel du 30 décembre 2015 adressé à la Ville par la zone de police visant à attirer son attention sur le fait que les conditions imposées aux conducteurs de trains miniatures touristiques n'étaient plus adaptées au regard des critères légaux et réglementaires en vigueur;
Considérant la modification de la législation applicable aux trains touristiques miniatures circulant sur la voie publique parue au moniteur belge du 18 janvier 2016 (loi du 6 décembre 2015) et entrée en vigueur le 28 janvier 2016;

Considérant que pour reprendre l'analyse de l'Union des villes et des communes de Wallonie (UVCW), les changements intervenus sont les suivants :

«La dispense aux prescriptions de l'arrêté royal portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques pour les trains miniatures touristiques utilisés comme attraction est sensiblement modifiée. Ces derniers se voient désormais appliquer une liste limitée des dispositions techniques précitées pour autant qu'ils circulent à une vitesse maximale de 25 km/heure et non plus de 10 km/heure comme auparavant. Toutefois, la condition fixée par le texte stipulant que ces transports doivent être admis par les autorités communales comme "divertissement public" et répondre aux dispositions de l'autorisation communale demeure toutefois présente dans la loi.

Enfin, le code de la route prévoit qu'un véhicule à moteur ne peut tirer qu'un seul véhicule. Cette règle ne s'applique toutefois plus aux trains miniatures touristiques, à la condition que ces transports soient admis par les autorités communales comme "divertissement public" et qu'ils répondent aux dispositions de l'autorisation communale pour autant que leur vitesse soit de maximum 25 km/heure tout comme en matière de prescriptions techniques. Cet article du code a été modifié également par la loi du 6 décembre 2015. La version précédente du texte prévoyait simplement cette dispense pour les trains miniatures circulant à l'intérieur des localités touristiques.»;

Considérant qu'il y avait lieu, dès lors, de répercuter ces modifications dans le règlement général de police communal;

Considérant qu'un groupe de travail (office du tourisme - patrimoine - service juridique) s'est constitué afin de revoir la section V du chapitre IV du règlement général de police consacrée au permis d'exploitation du petit train touristique;

Considérant que parmi les changements à apporter à cette section, figurent :

- de simples changements terminologiques : «collège communal» au lieu de «collège échevinal», «train miniature touristique» au lieu de «petit train touristique»...
- des modifications dans la structure de la section, certains articles ayant été rassemblés pour n'en former plus qu'un seul consacré au même thème. Exemple : article 223 relatif au tarif.
- des suppressions d'articles dont le contenu n'était plus nécessaire ou ayant été incorporé à d'autres articles;
- des modifications plus substantielles ont été apportées aux dispositions relatives :
 - à la durée de délivrance de l'autorisation (nouvel article 218): portée de 1 an à 3 années civiles.
 - aux modalités de publication de l'appel à candidatures ainsi que d'introduction d'une candidature (nouvel article 219).
 - au titre d'autorisation et au certificat de conformité (nouvel article 225).
 - aux conditions requises pour pouvoir être conducteur de train miniature touristique (nouvel article 226).
 - à l'admission par les autorités communales en qualité de «divertissement public» et à la vitesse maximale de 25 km/heure (nouvel article 227).

- à la contenance maximale du train miniature touristique, conformément à la réalité pratique (nouvel article 230).
- aux situations qui peuvent donner lieu à la suspension ou au retrait de l'autorisation d'exploiter (nouvel article 235);

Considérant qu'en séance du 10 novembre 2016, le collège communal a marqué son accord de principe sur ces propositions et qu'il revient au conseil communal de les approuver;

Vu les articles L1122-30 et L1122-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les modifications apportées à la section V du chapitre IV du règlement général de police consacrée au permis d'exploitation du petit train touristique :

«SECTION V : PERMIS D'EXPLOITATION DU TRAIN MINIATURE TOURISTIQUE EN TANT QUE DIVERTISSEMENT PUBLIC

Article 218 : le permis d'exploitation du train miniature touristique sur le territoire de la Ville est soumis à autorisation du collège communal. Celui-ci agréé ce mode de transport comme divertissement public dans le cadre de la délivrance du permis.

La demande est introduite par écrit par le candidat-exploitant dans le cadre de la procédure exposée à l'article 219 (ci-après).

Le nombre de permis est limité à un maximum pour le territoire communal.

L'autorisation est délivrée pour trois années civiles et détermine le lieu de stationnement.

Article 219 : tous les 3 ans au plus, ou lorsqu'il est mis anticipativement un terme au permis d'exploitation en cours, l'appel à candidatures pour l'obtention du permis d'exploitation est annoncé par publication d'un avis aux valves communales et par tout autre moyen approprié.

Les candidatures doivent être introduites soit par lettre déposée contre accusé de réception, soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception, soit sur support durable contre accusé de réception, dans le délai prévu par l'appel à candidatures, et comporter les informations et les documents requis par celui-ci.

Si aucun candidat ne s'est manifesté dans le cadre d'un appel à candidatures, toute candidature spontanée pourra à tout moment être prise en considération.

À la réception de la candidature, un accusé de réception est immédiatement communiqué au candidat.

Article 220 : la candidature mentionne l'identité du candidat. Le candidat-exploitant doit annexer à sa demande écrite d'autorisation, un extrait de casier judiciaire datant de trois mois au plus pour lui-même et pour l'ensemble des conducteurs, ainsi que la preuve de la couverture de sa responsabilité civile. Si le candidat est une personne civile, un extrait de casier judiciaire doit être présenté au nom de la personne responsable de la gestion journalière de l'entreprise.

Article 221 : l'autorisation obtenue est personnelle. Elle ne peut être cédée à un tiers, sauf à un conjoint ou parent (jusqu'au 2ème degré) et sur accord écrit et préalable du collège communal.

Article 222 : le collège communal peut interdire l'usage d'un train miniature touristique dont la construction et/ou l'apparence peuvent être considérées comme inadaptées.

Article 223 : les tarifs pour le transport en train miniature touristique sont agréés par le collège communal, sur proposition de l'exploitant.

Une carte de ces tarifs officiellement agréés sera apposée à l'extérieur du train, à un endroit visible du public.

Ils sont respectés strictement. Aucun pourboire ne peut être demandé ou imposé.

Dans le petit train, toute allusion ou geste qui, directement ou indirectement, pourrait provoquer le don d'un pourboire est interdite.

À la demande du passager, un reçu sera délivré.

Article 223bis : un extrait du présent règlement et l'acte d'autorisation doivent également figurer de façon visible à bord du véhicule.

Aucune publicité quelconque ne pourra être fixée sur le véhicule.

Article 224 : le train miniature touristique sera en bon ordre de fonctionnement et présentera les conditions de sécurité et de propreté nécessaires.

Article 225 : pour chaque train miniature, le titre d'autorisation ainsi que le certificat de conformité du véhicule seront exhibés sur toute réquisition des services de police ou de toute autorité compétente.

Article 226 : tout conducteur de train miniature touristique doit :

- respecter les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de permis de conduire et de circulation routière;*
- offrir des garanties morales suffisantes;*
- être âgé de 21 ans minimum.*

Article 226 bis : tout train miniature touristique exploité sur le territoire communal ne dépassera pas la vitesse de 25 kilomètres/heure.

Article 227 : des explications touristiques seront données aux passagers; celles-ci se référeront à un texte mis au point par l'administration communale, quelle que soit la langue utilisée.

Article 228 :

- 1) le conducteur doit se comporter correctement et être proprement vêtu;*
- 2) il ne peut interpellier les passants ou touristes ni les inciter à effectuer une promenade;*
- 3) le petit train ne peut être laissé à l'abandon ou confié à des tiers.*

Article 229 : la contenance maximale d'un petit train est de 80 personnes (3 wagons).

Article 230 : les objets oubliés dans le petit train et qui ne sont pas immédiatement réclamés par leur propriétaire seront rapportés par l'exploitant ou son délégué soit au bureau de police, soit à l'administration communale de Tournai (hôtel de ville).

Article 231 : les itinéraires des promenades sont établis en accord avec l'office du tourisme communal, les départs et arrivées s'effectuant au même endroit lorsqu'il s'agit de transports d'individus. Le collège communal se réserve la faculté d'apporter des modifications au(x) circuit(s) proposé(s) pour de justes motifs.

Article 232 : les horaires sont fixés en accord avec l'office du tourisme communal, étant entendu que le collège communal se réserve le droit de les modifier pour de justes motifs.

Article 233 : le conducteur se conformera aux instructions données par la police destinées à assurer la sécurité sur la voie publique.

Article 234 : abrogé.

Article 235 : abrogé.

Article 236 : l'autorisation d'exploiter peut être suspendue ou retirée à tout moment par l'autorité communale si son détenteur ne se conforme pas aux règles imposées ci-avant ainsi qu'aux dispositions légales et réglementaires d'application en matière de permis de conduire et de circulation routière.».

21. Académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Règlement des études. Amendements. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Claude MICHEZ sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts et, plus particulièrement, son article 16 prévoyant que le conseil de gestion pédagogique élabore un règlement particulier des études;

Considérant que le conseil communal a approuvé, en séance du 15 janvier 2007, le premier règlement particulier des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai puis ses modifications en séance des 29 juin et 4 décembre 2009 et du 1er juillet 2013;

Considérant que, suite à la parution le 7 novembre 2013 du décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur, un nouveau règlement a été instauré;

Considérant qu'en séance des 27 avril 2015 et 22 février 2016, le conseil communal a approuvé ce nouveau règlement et ses amendements;

Considérant que, suite à la parution du décret du 13 juin 2016 portant sur diverses mesures dans l'enseignement supérieur, ce règlement a de nouveau été modifié puis accepté par le conseil de gestion pédagogique le 17 octobre 2016 et par la commission paritaire locale (COPALOC) le 21 novembre 2016;

Considérant que le règlement particulier des études a été renommé et qu'il s'intitule désormais "règlement des études";

Considérant les amendements apportés audit règlement (ajouts en gras et retraits barrés) soit :

Page 1

Le règlement ~~particulier~~ des études fixe les règles de fonctionnement particulières de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai, en application du décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études du gouvernement de la fédération Wallonie-Bruxelles (décret du 7 novembre 2013, paru au Moniteur belge le 18 décembre 2013, **tel que modifié et selon ses différents arrêtés**).

Le règlement ~~particulier~~ des études a été approuvé par le conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) les 24 octobre 2006, 22 avril et 30 septembre 2009, 18 mars 2013, 29 janvier et 27 octobre 2015 et **17 octobre 2016**.

Il a été approuvé par la commission paritaire locale les 21 novembre 2006, 4 mai 2009, 25 avril 2013, 30 mars 2015, 28 janvier **et 21 novembre 2016**.

Il a été approuvé en séance du collège communal les 14 décembre 2006, 4 juin et 10 décembre 2009, 19 avril et 24 mai 2013, 3 avril et 20 novembre 2015 **et 23 décembre 2016**.

Il a été adopté en séance du conseil communal les 15 janvier 2007, 29 juin et 14 décembre 2009, 1er juillet 2013, 27 avril 2015, 22 février 2016 **et 30 janvier 2017**.

~~Les décret et règlement particulier des études sont des documents publics fournis par le directeur ou son représentant à toute personne, sur simple demande, et aux étudiants au plus tard lors de leur inscription. Ils sont~~ **est** consultables sur le site de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), www.actournai.be ou sur le réseau ~~intranet~~ **extranet** de l'école.

Par son inscription, l'étudiant reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et y adhérer.

Les enseignants, le personnel administratif et les étudiants de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont supposés avoir pris connaissance du présent règlement.

Page 2

L'emploi dans le présent règlement **des études** des noms masculins est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métiers.

Page 5

Les programmes des études pour toutes les options organisées par l'académie des Beaux-Arts de (école supérieures des arts) figurent sur le site internet (www.actournai.be) et sur le réseau ~~intranet~~ **extranet** de l'école.

Chaque cours fait l'objet d'un descriptif reprenant contenus, objectifs, méthodes pédagogiques, méthodologie et modes d'évaluation, fiches "european credits transfer system" (ECTS) **disponibles sur le site de l'ESA et sur le réseau extranet de l'école.**

Page 6

L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique (article 79 § 1 du décret).

Pour des raisons pédagogiques, certaines unités d'enseignement des cours artistiques sont réparties sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique.

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre ~~et les activités d'apprentissage débutent le premier lundi du quadrimestre;~~ le deuxième quadrimestre débute le 1er février.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluation complète (évaluations artistiques et examens) à l'issue du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études à laquelle tous les étudiants de première année du premier cycle d'études sont obligés de participer (article 150, §1 du décret et article ~~12~~ **14**, TITRE I du présent règlement).

~~Les activités d'apprentissage sont suspendues~~ **Congés annuels :**

- **le 27 septembre (fête de la Communauté française)**
- **le 11 novembre, le 1er mai, le jeudi de l'ascension et le lundi de Pentecôte.**

Les activités d'apprentissage sont suspendues :

- **pendant cinq jours coïncidant avec les vacances de Toussaint en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire;**
- **pendant cinq jours coïncidant avec les vacances de carnaval en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire.**

Page 7

Il revient aux enseignants et aux étudiants de prendre connaissance des horaires et de toutes informations relatives aux cours et autres activités d'apprentissage en consultant les valves et/ou le réseau ~~intranet~~ **extranet** de l'école.

Les enseignants restent à disposition de l'école pendant les périodes de suspension des activités d'apprentissage.

4. soit d'un ~~certificat~~ ou diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement de promotion sociale;

5. soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les établissements supérieur ou un jury de la Communauté française. **Cette attestation donne accès aux études des secteurs, des domaines ou des cursus qu'elle indique;**

9. soit d'une décision d'équivalence de niveau d'études délivrée en application de l'article 93 du décret. Par voie de mesures individuelles ou générales, le gouvernement statue sur l'équivalence

du niveau d'études réalisées à l'étranger au niveau des études sanctionnées par l'octroi d'un grade académique générique de brevet d'enseignement supérieur, de bachelier ou master. Le gouvernement fixe les conditions et la procédure d'adoption des décisions portant équivalence de niveau d'études.

Page 8

Attention : s'il est inscrit pour la première fois dans l'enseignement supérieur, l'étudiant devra se soumettre à un bilan de santé individuel. Une attestation d'une visite médicale antérieure passée dans l'enseignement supérieur ou actuelle provenant d'un service de promotion de la santé à l'école (SPSE) agréé devra figurer au dossier. ~~Dans le cas contraire, l'étudiant ne sera pas autorisé à participer aux évaluations (article 16 du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur).~~

Une demande d'inscription est introduite en complétant une fiche d'inscription auprès du secrétariat de l'école.

L'inscription entraîne automatiquement l'adhésion au règlement des études.

L'étudiant s'engage à fournir au secrétariat de l'école :

- un extrait d'acte de naissance ~~original~~;

Page 9

- une photocopie de la carte d'identité recto/verso en cours de validité (**le document d'identification Digipass sera réalisé au moment de l'inscription**);
- deux photos d'identité

Pour les étudiants mineurs à la date de leur inscription, ~~la photocopie de la carte d'identité recto/verso de leurs parents en cours de validité~~, **au moins un des parents devra avoir signé la fiche d'inscription.**

A défaut de pouvoir produire des documents probants pour justifier ces cinq dernières années d'activités et, uniquement dans ce cas, une déclaration sur l'honneur sera demandée (**un modèle de déclaration peut-être fourni sur demande au secrétariat de l'ESA**).

Page 10

Un recours contre une décision d'irrecevabilité d'une inscription peut être introduit, **de préférence par courrier électronique**, auprès des **M. Bernard COBUT**, délégué-s du gouvernement, qui, pour des raisons motivées, ~~peuvent~~ invalider cette décision et confirmer la demande d'inscription de l'étudiant (article 95, §1 alinéa 2 du décret). **Adresse : bernard.cobut@cfwb.be ou rue de la Rivelaine, 7 à 6061 Montignies-sur-Sambre.**

Page 11

ARTICLE 6 - DE L'ACCES AUX ETUDES PAR VALORISATION DES ACQUIS ACADEMIQUES

La commission d'admission interne visée à l'article 5 peut, en vue de l'admission aux études, valoriser les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Les étudiants, qui bénéficient de ces crédits, sont dispensés des parties correspondantes du programme d'étude.

Lorsqu'elle valorise des crédits acquis dans le cadre d'études préalables, la commission d'admission ne peut valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par l'école où les enseignements correspondants ont été suivis, évalués et sanctionnés.

ARTICLE 6 7 - DES DROITS D'INSCRIPTION

Ces montants comprennent l'inscription au rôle, l'inscription à l'année académique et l'inscription aux épreuves et examens organisés durant l'année académique considérée (article 105, §1 du décret).

Rappel ARTICLE 4 : 10% du montant des droits d'inscription doivent être payés au plus tard le 31 octobre suivant le début de l'année académique.

Annuellement, une commission de concertation est chargée d'établir la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants (~~droits frais~~ administratifs supplémentaires DAS).

En ce qui concerne les étudiants bénéficiant d'une allocation octroyée par le service d'allocations d'études de la communauté française (loi du 19 juillet 1971), il ne peut être réclamé aucun droit d'inscription (article 105, §2 du décret).

Page 12

Les candidats boursiers sont invités à fournir la preuve qu'ils ont introduit une demande d'allocations d'études afin d'être exonérés du paiement des droits d'inscription et des droits administratifs supplémentaires.

Toutefois, l'étudiant, qui a sollicité une allocation d'études et qui, pour le 4 janvier, ne l'a pas encore perçue, continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédits. Si l'allocation d'études lui est refusée, l'étudiant dispose de 30 jours à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la communauté française pour payer le solde du montant de son inscription.

À défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique (article 102, §1, alinéa 3 du décret).

Attention : ~~les demandeurs de ce type d'allocation en attente de la circulaire certifiant l'acceptation de leur dossier par les services ad hoc de la Communauté française, doivent s'acquitter du paiement dans les délais indiqués. Les montants versés seront remboursés intégralement dès réception d'une copie de la circulaire par le secrétariat de l'école.~~

Un recours contre une décision d'annulation d'inscription pour non-paiement du solde du montant des droits d'inscription peut être introduit, **de préférence par courrier électronique**, auprès de **M. Bernard COBUT**, des délégués du gouvernement qui, pour des raisons motivées, peuvent invalider cette décision et confirmer l'inscription de l'étudiant **conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant sur les recours, articles 95 et 96. Adresse : bernard.cobut@cfwb.be ou rue de la Rivelaine, 7 à 6061 Montignies-sur-Sambre.**

Après réussite de l'épreuve d'admission, ~~Un droit d'inscription complémentaire spécifique (DIES)~~ est exigé des étudiants qui ne sont pas ressortissants des états membres de l'Union européenne, et ~~dont les parents (ou le tuteur légal) non belges ne résident pas en Belgique, sans que ces droits ne puissent dépasser cinq fois le montant des droits d'inscription (article 101 § 1, alinéa 4 du décret). Ce montant est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique en cours, s'ils ne répondent pas au moins à l'une des conditions suivantes :~~

- 1. Bénéficier d'une autorisation d'établissement ou avoir acquis le statut de résident de longue durée en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;**
- 2. Être considéré comme réfugié, apatride ou personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 précitée ou avoir introduit, sur la base de la même loi, une demande d'asile qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive ou d'un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois**

sur le conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où un arrêt de rejet du recours admis est prononcé;

3. Être autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 précitée et y exercer une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficier de revenus de remplacement. Est considérée comme activité professionnelle réelle et effective celle dont la rémunération correspond et a correspondu, sur 6 des 12 mois précédant l'inscription, à la moitié de la rémunération mensuelle moyenne minimum garantie fixée par le conseil national du travail;

Page 13

4. Être pris en charge ou entretenu par les centres publics d'action sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel il a été confié;

5. Avoir pour père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal une personne de nationalité d'un état membre de l'Union européenne ou qui remplit une des conditions visées aux points 1. à 4. ci-dessus;

6. Être ressortissant d'un ~~Attention : le paiement du Droit d'inscription complémentaire spécifique ne s'applique pas aux ressortissants~~ des pays les moins avancés, repris sur la liste LDC – Least Developed Countries – ONU General Assembly resolution 68/L.20 (liste annexée au présent règlement).

7. Être ressortissant d'un pays avec lequel la Communauté française a établi un accord par lequel les droits d'inscription exigibles sont similaires aux droits d'inscription des étudiants ressortissant des états membres de l'Union européenne (article 105, §1 alinéa 3 du décret).

Un étudiant ayant été régulièrement inscrit à un cycle d'études et pris en compte pour le financement suite à cette inscription, conformément aux dispositions précédentes, est réputé satisfaire ces conditions jusqu'à la fin du cycle d'études entrepris, quel que soit l'établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française auprès duquel il s'était initialement inscrit à l'exception des étudiants admis en vertu d'une demande d'asile qui a été définitivement rejetée et dont le recours éventuel en cassation administrative a été rejeté.

Ce droit d'Inscription spécifique ne peut dépasser quinze fois le montant des droits d'inscription (article 101, §1, alinéa 4 du décret). Ce montant est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique en cours.

Le droit d'inscription ~~complémentaire~~ **spécifique** payé n'est pas remboursé en cas d'abandon des études en cours d'année académique, excepté dans le cas où le départ de l'étudiant fait suite à une décision administrative.

Il est à noter que l'autorisation de séjourner sur le territoire dans le but de poursuivre des études ne constitue pas un cas d'exemption du paiement du droit d'inscription spécifique.

ARTICLE 78 - FRAUDE A L'INSCRIPTION

En cas de fraude à l'inscription (article 98 du décret), l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'école sont définitivement acquis.

La circulaire ministérielle n°5464 du 23 octobre 2015 sur la "fraude à l'inscription" et la "fraude aux évaluations" visées par l'article 96, 1°, du décret est annexée au présent règlement.

ARTICLE 89 - DE REFUS D'INSCRIPTION

Par décision motivée, les autorités académiques de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent refuser l'inscription d'un étudiant (article 96, §1 du décret).

Page 14

Pour l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), par "autorités académiques", on entend le conseil de gestion pédagogique de l'école représenté par son président, le directeur de l'école.

L'étudiant peut introduire un recours par pli recommandé dans les ~~10~~ **15** jours devant une commission **des recours** ~~crée~~ et organisée par l'école à cet effet. **Le courrier contient tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours.**

Le recours est suspensif de la décision jusqu'à ce que la commission ci-avant définie ait statué sur le cas du refus.

Les recours introduits à l'encontre d'une décision de refus d'inscription fondée sur l'article 96, 3° du décret sont préalablement examinés par le délégué du gouvernement auprès de l'école. C'est au secrétariat de la commission de recours qu'il revient de requérir l'avis du délégué du gouvernement.

Cette sollicitation intervient pour tout recours recevable, par voie électronique et en y joignant le recours complet introduit par l'étudiant.

Le délégué du gouvernement saisit ensuite la direction de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) afin d'obtenir le dossier complet de l'étudiant, soit le dossier sur lequel le refus d'inscription se fonde. L'école dispose de trois jours ouvrables pour communiquer ledit dossier au délégué du gouvernement.

Si le secrétariat de la commission de recours interne dispose dudit dossier, il sera transmis directement lors de la saisine du délégué du gouvernement.

Page 15

Celui-ci remet un avis à l'ESA quant au financement de l'étudiant dans les 5 jours ouvrables de la réception du dossier complet. Cet avis est transmis au secrétariat de la commission des recours ainsi qu'au directeur de l'ESA. Cet avis lie la commission de l'ARES chargée de recevoir les plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI).

La commission chargée de recevoir les recours comprend :

1. ~~le directeur de l'académie~~ **un représentant du pouvoir organisateur**, président ou, le cas échéant, un membre du personnel désigné par le pouvoir organisateur.

La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé.

L'étudiant ayant introduit un recours interne et qui, 30 jours après son introduction, n'a pas reçu de notification de décision du recours interne par la commission décrite ci-avant, peut mettre en demeure l'ESA de notifier sa décision. A défaut d'une décision intervenue au terme de ces 15 jours, la décision de l'ESA est réputée positive. A cette même date, la décision est réputée avoir été notifiée à l'étudiant.

L'étudiant peut faire appel d'une décision négative prise par la commission de recours. Dans ce cas, il dispose d'un délai de 15 jours ouvrables à dater du premier jour qui suit la notification de la décision querellée pour introduire un ~~appel~~ **recours** auprès de la commission de l'ARES, chargée de recevoir les plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription (Commission d'examen des plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription -CEPERI-).

Page 16

ARTICLE ~~9~~ 10 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ETUDES DE DEUXIEME CYCLE

Ont également accès aux études de deuxième cycle d'un programme d'études, les étudiants porteurs (article 111 § 2 du décret) :

3. d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ~~ceux mentionnés aux littéras précédents~~ à **un grade académique de deuxième cycle donnant accès aux études visées**, en application du décret,

d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Page 17

ARTICLE 11 - CONDITION PARTICULIERE D'ACCES AUX ETUDES DE MASTER A FINALITE DIDACTIQUE

Nul ne peut être admis aux études de master à finalité didactique ou menant au titre d'AESS, s'il n'a fait preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française (article 113, §1 du décret).

Cette preuve est apportée :

- 1. si l'étudiant est titulaire d'un diplôme ou certificat mentionné à l'article 107, alinéa 1er, 1, 2, 4 et 8 ou au TITRE 1, articles 1, 2, 3, 4 et 9 du présent règlement;**
- 2. soit par la réussite d'un examen spécifique organisé ou coorganisé par les établissements d'enseignement supérieur selon les modalités fixées par l'ARES et suivant les dispositions arrêtées par le gouvernement;**
- 3. soit par la possession de l'attestation mentionnée à l'article 107, alinéa 1er, 5 ou au titre I, articles 3 et 5 du présent règlement;**
- 4. soit par l'attestation de réussite d'autres épreuves de maîtrise de la langue française dont la liste est arrêtée par le gouvernement;**
- 5. soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat étranger sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignements en langue française; le gouvernement fixe les conditions minimales que doivent satisfaire ces études;**
- 6. soit par la possession d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré en communauté française et sanctionnant des études dont l'accès est conditionné à la preuve de la maîtrise suffisante de la langue française.**

Page 18

Dans tous les autres cas, une épreuve d'évaluation ~~est~~ sera organisée en début d'année académique et au plus tard le 31 octobre.

ARTICLE ~~10~~ 12 - LE REGLEMENT DISCIPLINAIRE

Page 19

En cas de contravention aux neuf points développés ci-avant, l'étudiant peut se voir appliquer les sanctions disciplinaires suivantes :

- ~~a. 1.~~ **1.** le rappel à l'ordre **et/ou la réprimande;**
- ~~b. la réprimande;~~
- 2.** l'exclusion temporaire d'une activité d'apprentissage, de plusieurs activités d'apprentissage ou de l'ensemble des activités d'apprentissage, et ce pour une durée maximum de deux semaines (cette exclusion ne peut concerner les stages);
- 3.** l'exclusion définitive de l'école.

~~Les deux premières sanctions sont prononcées par le directeur sans recours.~~

Préalablement à toute sanction disciplinaire, l'étudiant est entendu par le directeur pour les sanctions visées aux points ~~a) et b)~~ **1** ci-avant et par le conseil de gestion pédagogique pour les sanctions reprises en points ~~c) 2 et d) 3.~~

Toute décision d'exclusion peut faire l'objet d'un ~~appel~~ **recours**. Celui-ci devra être introduit par lettre recommandée auprès du directeur dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification de la sanction par l'étudiant intéressé. ~~L'appel~~ **Le recours** doit être motivé et reprendre les moyens soulevés par l'étudiant à l'encontre de la décision du conseil. ~~L'appel~~ **Le recours** est suspensif de la décision.

Page 20

Afin d'examiner les ~~appels~~ **recours**, il est créé une commission de discipline.

La commission de discipline statue dans le mois sur la recevabilité ~~de l'appel~~ **du recours** et se prononce sur le maintien ou la levée de la mesure d'exclusion.

ARTICLE ~~11~~ 13 - DES MODALITES DE VERIFICATION ET DE CONTROLE DES PRESENCES

1. Tout étudiant **inscrit conformément aux conditions d'accès aux études** est tenu de suivre assidûment et régulièrement les activités d'apprentissage de l'année d'études dans laquelle il est inscrit **à l'exception des activités d'apprentissage pour lesquelles il a déjà obtenu les crédits associés.**

2. Les présences de l'étudiant seront consignées par les enseignants responsables de chaque activité d'apprentissage **par les moyens qu'ils jugent appropriés.**

ARTICLE ~~12~~ 14 - DE LA REGULARITE DES ETUDES

~~1. L'étudiant dont la somme des absences non justifiées excède 60 demi-jours toutes activités d'apprentissage confondues pour l'année académique en cours, perd sa qualité d'étudiant régulier et ne pourra accéder aux examens et évaluations artistiques du deuxième quadrimestre de l'année académique.~~

1. L'accès aux examens et évaluations artistiques peut être refusé à l'étudiant dont la somme des absences non justifiées dépasse 40% du volume horaire du cours concerné. Ce refus d'accès à l'évaluation doit être prononcé par le conseil de gestion pédagogique sur avis du professeur responsable du cours concerné et du professeur responsable de l'option dans laquelle l'étudiant est inscrit, et moyennant présentation de documents probants (article 13, TITRE I du présent règlement).

2. Au plus tard quinze jours ouvrables avant le commencement des sessions d'examens et de la session d'évaluations artistiques du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours, le directeur, par décision formellement motivée et sur base des rapports de régularité établis par ~~les enseignants réunis en conseil d'option~~ **le conseil de gestion pédagogique**, peut refuser l'accès aux examens et évaluations artistiques aux étudiants qui ne satisfont pas aux normes ci-avant définies. Sa décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les deux jours ouvrables, l'informant également des modalités d'introduction de recours. L'étudiant dont l'accès à l'épreuve est refusé peut, dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification du refus, introduire un recours par lettre recommandée auprès du ~~pouvoir organisateur~~ **conseil de gestion pédagogique de l'école.**

Page 21

ARTICLE ~~13~~ 15 - LES STAGES

5. Sur décision extraordinaire d'un conseil d'option, les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts peuvent avoir lieu pendant ~~les vacances d'été~~ **le troisième quadrimestre (vacances d'été).** Dans ce cas, ~~les crédits sont acquis par anticipation pour l'année académique suivante il s'agit d'une première session prolongée.~~

6. Sur décision extraordinaire d'un conseil d'option, un étudiant peut anticiper pendant le troisième quadrimestre (vacances d'été) un stage du bloc suivant du programme d'études où il est régulièrement inscrit.

Page 22

ARTICLE ~~14~~ 16 - DU CHANGEMENT D'OPTION EN COURS D'ANNEE ACADEMIQUE REORIENTATION

~~1. L'académie des Beaux-Arts (écoles supérieures des arts) tolère le changement de programme d'études d'un étudiant régulièrement inscrit à l'issue des épreuves de fin de premier quadrimestre de la première année du premier cycle.~~

1. L'étudiant de première année du premier cycle peut modifier son inscription jusqu'au 15 février de l'année académique. Dans ce cadre, un étudiant de première année du premier cycle peut changer d'école à condition que l'établissement d'origine ait été averti (article 102, §3 du décret). Toutefois, le processus de réorientation est suspendu pendant la durée des épreuves de fin de premier quadrimestre de la première année du premier cycle.
 2. L'étudiant doit introduire une demande motivée à la direction de l'école ~~avant la clôture des épreuves du premier quadrimestre.~~
 3. Le changement d'option doit être validé par un jury d'enseignants ~~de l'option quittée et de l'option cible en concertation avec l'option quittée.~~
- En cas de changement d'école, le jury est limité à un jury d'enseignants de l'option cible de l'ESA.
5. Le conseil de gestion pédagogique doit remettre un avis favorable à cette demande. Il fixe le nouveau programme de l'étudiant sur proposition du conseil d'option de l'option cible, avec les dispenses et les récupérations éventuelles.
- En cas de refus, l'étudiant peut introduire un recours en suivant les modalités décrites à l'article 9, TITRE I du présent règlement.**
6. Dans ce cas précis, quel que soit le programme d'études choisi, la réorientation ne nécessite pas de procéder à une nouvelle inscription **et aucun droit d'inscription complémentaire ne peut être exigé.**
- ARTICLE ~~15~~ 17 - ACTIVITES D'APPRENTISSAGE HORS DE L'ECOLE

Page 23

ARTICLE 18 - LES "COURS AU CHOIX" DANS LES GRILLES DE 3ème BACHELIER ET 1er MASTER

1. L'étudiant choisit dans la liste des cours proposés, de une à trois options maximum selon la spécificité de la structure horaire. Un volume horaire minimum de 2 heures/semaine par cours est exigé.
2. Les présidents d'option sont tenus de remettre au secrétariat au plus tard la dernière semaine de septembre, une liste des cours au choix pour chaque étudiant.
3. Il est interdit de changer de cours au choix dans le courant de l'année académique.
4. Les étudiants sont tenus de suivre les cours au choix dès le début de l'année académique en cours.

ARTICLE ~~16~~ 19 - L'ACCES AUX EPREUVES ET EXAMENS

1. L'inscription aux épreuves et examens est liée au paiement des droits d'inscription (articles 102, §1 du décret, article ~~6~~ 7 TITRE I du présent règlement) et conditionnée à la régularité des études (articles ~~11~~ 13 et ~~12~~ 14, TITRE I du présent règlement).
2. Les examens et présentations artistiques sont publics (article ~~10~~ 11, TITRE II du présent règlement).
5. Par exception au point précédent, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluation complète (évaluations artistiques et examens) à l'issue du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études à laquelle tous les étudiants de première année du premier cycle d'études sont obligés de participer (article 150 §1 du décret et article ~~12~~ 14, TITRE I du présent règlement). Il sera établi un registre des présences à cette session, toute absence non justifiée étant éliminatoire pour la poursuite de l'année académique (voir point 7 ci-dessous).
- ~~6. Nonobstant cette disposition particulière d'application exclusive aux étudiants de la première année du premier cycle d'études, nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluations artistiques au cours d'une même année académique.~~
7. 6. L'étudiant qui s'absente à une évaluation ~~artistique~~ sans motif légitime ne peut poursuivre la session d'évaluation ~~artistique~~ et est, à son terme, refusé.

8. 7. L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à une évaluation artistique à la date prévue, peut participer à cette évaluation au cours de la même session d'évaluation artistique pour autant que l'organisation de l'évaluation de fin de quadrimestre de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure) le permette et moyennant l'accord du directeur et des enseignants concernés. Dans ce cas, la composition du jury artistique peut être différente du jury initial. L'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime d'absence au directeur dans un délai de deux à cinq jours ouvrables par rapport à l'absence. La légitimité du motif est appréciée par le directeur sur avis des enseignants concernés. La décision est notifiée à l'étudiant dans les trois jours ouvrables contre reçu.

Page 24

8. L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à une évaluation de fin de quadrimestre, peut bénéficier d'un prolongement de session au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période de deux mois et demi au-delà de la fin de quadrimestre (article 79, §2 du décret).

9. L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à toute ou partie de la session d'évaluation du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'un programme d'études, peut participer à la session d'évaluation du deuxième quadrimestre et aux autres épreuves de l'année académique. Si la légitimité du motif d'absence est reconnue, la non-admission aux autres épreuves et évaluations ne peut être prononcée (pour la démarche à suivre, voir point 7 ci-dessus).

Si la légitimité de l'absence ne peut être reconnue, la décision de non-admission aux autres épreuves et évaluations sera notifiée à l'étudiant.

Un recours contre une décision de non-admission aux autres épreuves de l'année académique suite à la non-participation à toute ou partie de la session d'évaluation du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'un programme d'études peut être introduit auprès d'une commission interne.

ARTICLE ~~17~~ 20 - DE L'ALLEGEMENT DES ETUDES

Ces dérogations font l'objet d'une convention avec les autorités académiques, établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.

L'étudiant bénéficiant de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription et frais d'étude établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel.

Page 25

ARTICLE ~~18~~ 21 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA COMMUNICATION

Les supports de cours sont à la disposition des étudiants via le réseau intranet **extranet** de l'école (sans préjudice des mises à jour nécessaires qui seront régulièrement mises en œuvre).

ARTICLE ~~19~~ 22 - DE LA CESSION DES DROITS DE REPRODUCTION

ARTICLE ~~20~~ 23 - DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Page 26

ARTICLE ~~21~~ 24 - DU DROIT À L'IMAGE

ARTICLE ~~22~~ 25 - DE LA RECHERCHE

ARTICLE ~~23~~ 26 - JURYS ARTISTIQUES : ce point fait l'objet d'un règlement spécifique en TITRE II

ARTICLE ~~24~~ 27 - JURY, JURY DE DÉLIBÉRATION, COMMISSIONS ET EVALUATION : ce point fait l'objet d'un règlement spécifique en TITRE III

ARTICLE ~~25~~ 28 - OPTIONS PHILOSOPHIQUES DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE LA VILLE DE TOURNAI

TITRE II : JURYS ARTISTIQUES

Le jury artistique ne recouvre pas la notion de jury telle que définie au titre III du présent règlement, ni en termes de composition, ni en termes de mission.

Le secrétariat du jury artistique est régi par l'article 9 10, section 3 du présent titre.

ARTICLE 5

Il est interdit à un membre des jurys visés par le présent règlement de procéder à une évaluation artistique ~~et de participer aux délibérations qui s'ensuivent~~, si l'étudiant est son conjoint, son cohabitant légal, un de ses parents, un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement, la personne avec laquelle il vit maritalement mais hors des liens du mariage ou un parent de la personne jusqu'au 4ème degré inclusivement.

ARTICLE 7

Les membres de chaque jury artistique évaluent individuellement le parcours artistique de l'étudiant et remettent leur note au ~~secrétariat~~ **secrétaire du jury artistique** qui les additionne.

ARTICLE 8

Aucun membre d'un jury artistique ne peut s'absenter en cours d'évaluation. Si un membre d'un jury artistique s'absente en cour d'évaluation, le président du jury annule séance tenante toutes les cotations remises par ledit membre. Le membre d'un jury artistique, qui s'absente, ne peut réintégrer le jury en cours d'évaluation.

ARTICLE 8 9

- Les délibérations des jurys artistiques ont lieu à huis clos. ~~Les jurés extérieurs quelle que soit la nature de leur fonction sont tenus de garder le secret des délibérations et des cotations (article 9, TITRE III).~~ **Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations.**
- Ces délibérations peuvent modifier la note globale du jury. Toute modification de la note globale du jury ne peut se faire qu'à la hausse.
- La décision de modifier la note globale doit être prise à la majorité des voix des membres présents.
- Les notes et notes individuelles de chaque membre du jury artistique sont secrètes.
- **Le jury statue souverainement et collégalement. Ses décisions sont motivées.**

ARTICLE 9 10

ARTICLE ~~10~~ 11

ARTICLE ~~11~~ 12

À l'exception de la première année du premier cycle d'un programme d'études (article 150, §1 du décret et articles 2 et ~~16~~ **19** du TITRE I du présent règlement), nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluation artistique au cours d'une même année académique.

ARTICLE ~~12~~ 13

La décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les trois jours ouvrables ~~(article 11, point 7, TITRE I)~~

ARTICLE 13

~~L'évaluation globale de l'ensemble des unités d'enseignement suivies durant une année académique s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 100. Le seuil de réussite est de 50/100 (50%), pour autant que les crédits des unités d'enseignement visées soient octroyés (article 139, alinéa 2 du décret).~~

Page 35

Conformément à l'article 100 § 1 alinéa 3 du décret, le jury de délibération prononce la réussite du programme annuel de l'étudiant ayant validé des unités d'enseignement pour un total d'au moins 45 crédits (**entre 45 et 60 crédits**).

ARTICLE 23 - REUSSITE A 30 CREDITS EN PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE D'UN PROGRAMME D'ETUDES

Entre 30 et 45 crédits acquis, l'étudiant reste inscrit dans le premier bloc du premier cycle du programme d'études.

Page 36

ARTICLE 24 – ECHEC A MOINS DE 30 CREDITS EN PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE D'UN PROGRAMME D'ETUDES

L'étudiant, qui n'a pas validé des unités d'enseignement à concurrence de 30 crédits sur les 60 crédits **de la première année du premier cycle d'un** du programme d'études, n'est pas autorisé à suivre les unités d'enseignement des blocs suivants.

ARTICLE 26 - DE LA SESSION D'EVALUATION DU PREMIER QUADRIMESTRE

Pour les étudiants ayant participé aux épreuves du premier quadrimestre, mais n'ayant pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations, l'école organise deux autres périodes d'évaluation correspondant à ces enseignements en fin des deux quadrimestres suivants de l'année académique. Cette mesure ne s'applique pas aux évaluations artistiques pour la session d'évaluation du troisième quadrimestre et pour les évaluations artistiques au-delà de la première année du premier cycle (sauf si la structure des cours le permet).

ARTICLE ~~26~~ 27 - DE LA SESSION D'EVALUATION DU TROISIEME QUADRIMESTRE

Page 37

ARTICLE ~~27~~ 28 - CLAUSE PARTICULIERE D'APPLICATION AU-DELA DE LA PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE

Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis (article 100, §2 du décret).

Si un étudiant au-delà de la première année du premier cycle choisit d'inscrire dans son programme de l'année académique des unités d'enseignement représentant plus de 60 crédits, il est délibéré sur l'ensemble de ces épreuves, sauf si la prise en compte de ces unités excédentaires conduit à une décision d'échec, alors qu'en leur absence, la réussite eût été prononcée. Dans ce cas, les unités excédentaires sont celles pour lesquelles l'étudiant a obtenu les notes les plus faibles (article 141 du décret).

L'étudiant peut opter pour un programme annuel qui comporte moins de 60 crédits lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.

ARTICLE 29 - DE LA FIN DE CYCLE

1. En fin de cycle, l'étudiant, qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits du programme d'études de 1er cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle d'études suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées et moyennant l'accord du jury de ce cycle d'études. Il reste inscrit dans le 1er cycle d'études. Toutefois, aux fins de

l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 2ème cycle, il est réputé être inscrit dans le 2ème cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du 1er cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du 2ème cycle.

Le jury du 1er cycle indique au jury du 2ème cycle le nombre maximum de crédits que l'étudiant peut suivre dans ce cycle, considérant que son programme annuel ne peut être supérieur à 60 crédits (réussite à 30 crédits).

S'il complète son programme d'unités d'enseignement du 2ème cycle, cet étudiant ne peut valoriser plus de 60 crédits du deuxième cycle pour les études de Master en 120 crédits et plus de 30 crédits du deuxième cycle pour les études de Master en 60 crédits, tant qu'il n'a pas obtenu le grade académique de premier cycle.

2. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus du programme d'études de 1er cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle d'études suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequis. Il est inscrit dans le 2ème cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 1er cycle, il est réputé être inscrit dans le 1er cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du 2ème cycle est dispensé de payer les droits d'inscription du 1er cycle.

Page 38

Cet étudiant ne peut acquérir plus de 90 crédits du 2ème cycle tant qu'il n'a pas obtenu le grade académique du 1er cycle.

ARTICLE ~~28~~ 30 - CLAUSE D'EXCLUSION

ARTICLE ~~29~~ 31 - MOTIVATION DES DECISIONS

Page 39

ARTICLE ~~30~~ 32 - DELIBERATION SOUS RESERVE

ARTICLE ~~31~~ 33 - DES MENTIONS

ARTICLE ~~32~~ 34 - PUBLICITE DES DECISIONS

Après la délibération, les professeurs enseignants se tiennent à la disposition des étudiants. Les copies d'examen corrigées peuvent être consultées par l'étudiant. Cette consultation se fera en présence du responsable de l'épreuve concernée (article 137, alinéa 3 du décret). L'étudiant dispose de 30 jours ouvrables après la clôture de la session pour consulter les copies. **L'étudiant peut, sur demande écrite motivée, obtenir une copie de ses copies d'examens.**

ARTICLE ~~33~~ 35 - LE PROCES-VERBAL

Page 40

ARTICLE ~~34~~ 36 - MODE D'INTRODUCTION, D'INSTRUCTION ET DE RESOLUTION DES PLAINTES RELATIVES A DES IRREGULARITES DANS LE DEROULEMENT DES EPREUVES

Attention: Les autorités académiques de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) attirent l'attention des étudiants sur le fait qu'un recours ne peut porter que sur la forme (le déroulement des épreuves) et jamais sur le fond (l'évaluation où le jury de délibération est souverain et ses décisions motivées) (article ~~28~~ 31, TITRE III).

ARTICLE ~~35~~ 37

ARTICLE ~~36~~ 38

Page 41

ARTICLE ~~37~~ 39

ARTICLE 38 40

ARTICLE 39 41

ARTICLE 40 42

ARTICLE 41 43

ARTICLE 42 44

Page 42

ARTICLE 43 45

Quand un étudiant s'inscrit à un programme d'études au-delà du premier bloc, il fait une proposition écrite, à remettre au secrétariat de l'école contre accusé de réception, d'un programme respectant les points 1 à 3 de l'article ~~41~~ **44** ci-dessus dans les 10 jours ouvrables suivant la publication de ses résultats de première année du premier cycle.

ARTICLE 44 46

ARTICLE 45 47

L'étudiant, qui n'a pas rentré de proposition écrite d'un programme d'études dans le délai défini à l'article ~~42~~ **45**, se voit imposer par défaut le programme décidé par le conseil d'option et la commission d'inscription et des programmes.

ARTICLE 46 48

Page 43

ARTICLE 47 49

Page 44

ARTICLE 2

~~La session d'admission pour l'accès aux études à l'académie est organisée chaque année, entre le 1er et le 30 septembre. L'épreuve d'admission dure au maximum trois jours pleins.~~

Pour toute inscription au sein d'une école supérieure des arts, l'étudiant présente une épreuve d'admission avant le 21 septembre. Sa participation à l'épreuve implique son adhésion au projet pédagogique et artistique de l'ESA.

Si un étudiant est inscrit après cette date, une épreuve d'admission doit être organisée dans des conditions similaires (article 110 du décret);

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

le règlement des études modifié de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure artistique), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai, dont les termes suivent :

REGLEMENT DES ETUDES

Le règlement des études fixe les règles de fonctionnement particulières de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai, en application du *décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études* du gouvernement de la fédération Wallonie-Bruxelles (décret du 7 novembre 2013, paru au Moniteur belge, le 18 décembre 2013, tel que modifié et selon ses différents arrêtés).

Par convention et sauf exception mentionnée dans le texte, ce décret constitue le décret de référence dénommé "le décret" dans le présent règlement. De même, à chaque fois qu'il est cité, par pouvoir organisateur, il faut entendre la Ville de Tournai.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est membre de l'ASBL POLE ACADEMIQUE HAINUYER, en respect des articles 52 à 62 du décret et placée sous le contrôle de l'académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES), organisme d'intérêt public de catégorie B - loi du 16 mars 1954) en respect des articles 18 à 51 du décret. Les écoles d'enseignement supérieur sont autonomes par rapport aux autres écoles, aux pôles académiques et à l'ARES.

Le règlement des études a été approuvé en séance du conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), les 24 octobre 2006, 22 avril et 30 septembre 2009, 18 mars 2013, 29 janvier et 27 octobre 2015 et 17 octobre 2016.

Il a été approuvé par la commission paritaire locale les 21 novembre 2006, 4 mai 2009, 25 avril et 24 mai 2013, 30 mars 2015, 28 janvier et 21 novembre 2016.

Il a été approuvé par le collège communal les 14 décembre 2006, 4 juin et 10 décembre 2009, 19 avril et 24 mai 2013, 3 avril et 20 novembre 2015 et 23 décembre 2016.

Il a été adopté par le conseil communal les 15 janvier 2007, 29 juin et 14 décembre 2009, 1er juillet 2013, 27 avril 2015, 22 février 2016 et 30 janvier 2017.

Le règlement des études est consultable sur le site de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), www.actournai.be, ou sur le réseau extranet de l'école.

Par son inscription, l'étudiant reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et y adhérer.

Les enseignants, le personnel administratif et les étudiants de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont supposés avoir pris connaissance du présent règlement.

Ce texte est établi sous réserve de modifications éventuelles en fonction de l'évolution du cadre légal appliqué aux écoles supérieures des arts de la fédération Wallonie-Bruxelles.

L'emploi dans le présent règlement des études des noms masculins est épiciène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métiers.

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - LE PROJET PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE

Un lieu multidisciplinaire de recherche et de création

Historiquement, l'école est fondée en 1756 sous le régime des Pays-Bas autrichiens pour répondre au besoin en décorateurs de la manufacture royale et impériale de porcelaine à Tournai. Peu de temps après, elle formera également des dessinateurs de cartons à la demande des liciers. L'école naît d'une relation de dépendance au monde qui invente et multiplie les moyens d'expression.

Le 20ème siècle va remettre en question les notions mêmes des arts plastiques, visuels et de l'espace. Les arts décoratifs, au service du grand art, deviendront vite une voie sans issue.

Le 21ème siècle possède une réalité spécifique que nous voulons vivre pleinement, sans pour autant trahir l'histoire qui a prévalu à la création de l'académie des Beaux-Arts. Nous ne renions pas l'art du passé, il a été l'art contemporain de son époque.

En prise sur les leçons des arts passés et contemporains, sur la pensée et les sciences, l'enseignement est prospectif, il stimule l'ouverture au futur, à l'inédit.

Telle que nous la concevons aujourd'hui, l'école évolue vers *un lieu multidisciplinaire de recherche et de création interactif où les arts et leur enseignement s'inventent de manière indissociable.*

En postulant la sincérité de toute création, l'école doit devenir un laboratoire de recherche fondamentale où les arts enseignés ne se limitent pas à la production d'œuvres identifiables dans le

contexte social vécu, mais également comme agent social qui participe à l'invention de nouveaux moyens d'expression jusqu'à redéfinir le contexte dans lequel elle évolue.

Notre espace pédagogique est ouvert aux autres et au monde. Il favorise l'expression et la recherche d'un langage personnel. Cette recherche ne doit pas se confondre avec un style esthétique vide de sens, mais comme une affirmation de l'individu qui engage un certain type de comportement et de réflexion critique face à la société actuelle. Cet engagement doit se traduire dans un langage artistique adéquat et dans une technique appropriée. Nous attachons une grande importance au respect du vécu et nous ne voulons pas imposer un style esthétique d'école.

Ecouter et guider, encourager la liberté individuelle, le respect d'autrui, parler le langage de notre temps, sont les leitmotivs de la communauté pédagogique.

Notre enseignement doit dès lors favoriser l'échange, provoquer le débat, encourager l'écoute dans le respect de chacun. La remise en question, à travers la pratique du doute doit avoir lieu dans un esprit de construction, aussi les étudiants sont-ils régulièrement invités à prendre du recul par rapport au monde d'aujourd'hui, de leur propre création, ou par rapport à eux-mêmes. Dans certaines options, la réflexion sur l'évolution des modes de vie amène à des propositions prospectives.

La communauté pédagogique cherche à apprendre aux étudiants à dépasser la peur de l'inconnu et ainsi à leur permettre de s'ouvrir à de nouveaux espaces d'action et de réflexion. Notre initiation à l'art privilégie la recherche et l'expérimentation basées sur du concret.

L'art n'est pas une question de technique et de style, mais de contenu et de qualité communicative et expressive inhérente à une démarche.

"L'école place l'étudiant en situation de développer son autonomie créatrice et d'élaborer la singularité d'une démarche sans négliger sa responsabilité sociale. L'école assure au niveau académique le plus élevé l'acquisition de méthodologie et d'aptitudes dans le champ du savoir. L'école transmet les connaissances théoriques, techniques et la formation pratique indispensables à la synthèse artistique et à la reconnaissance de la compétence".

En développant une pensée critique à travers la recherche multidisciplinaire et interactive, l'école aide et soutient l'étudiant à s'épanouir, à prendre conscience de la place qu'il pourra occuper dans la société, à utiliser les pratiques qui lui permettront de développer sa sensibilité et sa créativité. L'école est un lieu d'humanisme qui prépare l'étudiant à assumer son rôle de citoyen qui intervient activement en tant qu'artiste dans le monde.

Le texte en italique est extrait du décret de classement du 17 mai 1999 paru au Moniteur belge le 29 octobre 2016.

L'approche technique

L'approche technique dans les différentes options est fondamentale. Elle permet d'étudier la faisabilité et de passer à la réalisation concrète de tout projet artistique. Souvent une nouvelle technique, un nouveau matériau est source d'expression nouvelle. Nous pourrions citer une série de noms de peintres actuels qui n'auraient jamais peint comme ils le font, si l'informatique et la nouvelle perception spatiale qu'elle engendre n'avaient existé.

L'approche théorique

Les cours généraux permettent à l'étudiant d'acquérir un ensemble de références spécifiques dépassant le champ strict des arts plastiques. Ces cours ne visent pas exclusivement à transmettre un savoir, mais à donner du sens à la connaissance. Celle-ci est également plastique ! Tout comme dans les cours artistiques, les enseignants guident les étudiants dans les méandres de la surinformation, ils stimulent leur esprit critique, leur capacité d'analyse et de synthèse.

La recherche artistique

La recherche artistique désigne tous travaux réflexifs, analytiques ou prospectifs liés à l'expression, la formation, la pratique ou la création artistiques sous toutes ses formes. Elle se développe sur base de l'expérience et la pratique artistique personnelle du chercheur et s'organise au sein de l'académie des Beaux-Arts ou en collaboration avec les universités et les hautes écoles.

L'offre de formation

L'académie des Beaux-Arts est constituée en école supérieure des arts de type long, dans le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est habilitée à organiser 9 options ou programmes d'études (annexe 2 du décret de classement du 17 mai 1999, mise à jour du 10 septembre 2008) :

- architecture d'intérieur
- design textile
- peinture
- dessin
- publicité
- communication visuelle et graphique
- bande dessinée
- illustration
- arts numériques.

Les cursus initiaux de type long sont organisés en deux cycles d'études (article 70 du décret) :

- le premier cycle compte 180 crédits en 3 blocs d'un an sanctionné par le grade de bachelier de transition (article 70, §1 du décret)
- le second cycle compte 120 crédits en 2 blocs d'un an dont 30 crédits de finalité spécialisée, de finalité didactique ou de finalité approfondie, il est sanctionné par le grade de master à finalité (article 70, §1 et §2 du décret).

Le crédit est une mesure relative de l'ensemble des travaux d'un étudiant pour une ou plusieurs activités d'apprentissage au sein d'un programme d'étude, considérant que les travaux d'un étudiant se consacrant à temps plein à ses études pendant une année académique représentent pour lui une charge de 60 crédits (article 67, alinéa 1 du décret).

Les programmes des études pour toutes les options organisées par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) figurent sur le site internet www.actournai.be et sur le réseau extranet de l'école. Par option, ils reprennent, suivant les articles 124 à 127 du décret :

- la liste des unités d'enseignement
- les activités d'apprentissage (intitulés des cours) y afférents
- le volume horaire des cours
- la pondération en points et en crédits
- le référentiel de compétences du cycle d'études.

Chaque cours fait l'objet d'un descriptif reprenant les contenus, objectifs, méthodes pédagogiques, méthodologie et les modes d'évaluation - fiches "european credits transfer system" (ECTS) - disponibles sur le site de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) et sur le réseau extranet de l'école.

L'académie organise l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) par une formation en 30 crédits, accessible aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement de type long des arts plastiques, visuels et de l'espace ainsi qu'aux étudiants de dernière année.

La langue d'enseignement et d'évaluation des activités d'apprentissage ainsi que la langue administrative de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est le français.

Toutefois, des activités d'apprentissage peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue (voir article 75 §2 points 1 à 6 du décret).

ARTICLE 2 - DU RYTHME DES ETUDES

L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique. (article 79, §1 du décret)

Pour des raisons pédagogiques, certaines unités d'enseignement des cours artistiques sont réparties sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique.

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre ; le deuxième quadrimestre débute le 1er février.

Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage. À l'issue de chacun des quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits.

Pour l'épreuve de la fin du deuxième quadrimestre, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluations artistiques se clôturant avant le 1er juillet (article 138 alinéa 4 du décret).

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluation complète (évaluations artistiques et examens) à l'issue du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études à laquelle tous les étudiants de première année du premier cycle d'études sont obligés de participer (article 150 §1 du décret et article 14, TITRE I du présent règlement).

Le troisième quadrimestre débute le 1er juillet. Il comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou des travaux personnels.

Les activités d'apprentissage et les évaluations (à l'exception des voyages, visites, stages, séminaires et/ou workshops) ne sont organisés ni les dimanches, ni les jours fériés légaux, ni le 27 septembre.

Congés annuels :

- pendant les vacances de fin d'année qui s'étendent sur deux semaines englobant la Noël et le nouvel an
- pendant les vacances de printemps qui s'étendent sur deux semaines coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire
- pendant les vacances d'été qui commencent le 1er juillet et s'étendent sur sept semaines
- le 27 septembre (fête de la communauté française)
- le 11 novembre, le 1er mai, le jeudi de l'ascension et le lundi de Pentecôte.

Les activités d'apprentissage sont suspendues :

- pendant cinq jours coïncidant avec les vacances de Toussaint en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire
- pendant cinq jours coïncidant avec les vacances de Carnaval en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire.

Les activités d'apprentissage se déroulent du lundi au vendredi, de 9 à 18 heures.

Il revient aux enseignants et aux étudiants de prendre connaissance des horaires et de toutes informations relatives aux cours et autres activités d'apprentissage en consultant les valves et/ou le réseau extranet de l'école.

Les enseignants restent à disposition de l'école pendant les périodes de suspension des activités d'apprentissage.

En cas de nécessité, des activités d'apprentissage restent susceptibles d'être organisées le samedi.

ARTICLE 3 - DES CONDITIONS D'ACCES AU PREMIER CYCLE D'UN PROGRAMME D'ÉTUDES

Ont accès à des études de premier cycle les étudiants qui justifient (article 107 du décret) :

1. soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) délivré à partir de l'année académique 1993-1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale en communauté française homologué ou revêtu du sceau de la communauté française;

2. soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 accompagné, pour l'accès aux études de premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (encore appelé examen de maturité);
3. soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur en communauté française sanctionnant un grade académique délivré en application du décret du 7 novembre 2013, soit d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;
4. soit d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement de promotion sociale;
5. soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les établissements supérieur ou un jury de la Communauté française. Cette attestation donne accès aux études des secteurs, des domaines ou des cursus qu'elle indique;
6. soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés ci-dessus délivré par la Communauté flamande, par la communauté germanophone ou par l'école royale militaire;
7. soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux points 1 à 4 en application d'une législation fédérale, communautaire, européenne ou d'une convention internationale;
8. soit d'un diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la communauté française;
9. soit d'une décision d'équivalence de niveau d'études délivrée en application de l'article 93 du décret. Par voie de mesures individuelles ou générales, le gouvernement statue sur l'équivalence du niveau d'études réalisées à l'étranger au niveau des études sanctionnées par l'octroi d'un grade académique générique de brevet d'enseignement supérieur, de bachelier ou master. Le gouvernement fixe les conditions et la procédure d'adoption des décisions portant équivalence de niveau d'études.

Attention : s'il est inscrit pour la première fois dans l'enseignement supérieur, l'étudiant devra se soumettre à un bilan de santé individuel. Une attestation d'une visite médicale antérieure passée dans l'enseignement supérieur ou actuelle provenant d'un service de promotion de la santé à l'école (SPSE) agréé devra figurer au dossier.

ARTICLE 4 - DE L'INSCRIPTION

La date limite d'inscription est fixée au 31 octobre suivant le début de l'année académique. (article 101, alinéa 1 du décret)

Attention : les autorités académiques de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) attirent l'attention des candidats sur la réelle mise en péril de la réussite d'une année comptant un déficit d'un mois et demi de présence à l'atelier, aux cours artistiques et aux cours généraux. Par dérogation, le gouvernement peut, sur avis de l'école, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà du 31 octobre lorsque les circonstances invoquées le justifient et à condition que l'école puisse organiser une épreuve d'admission dans des conditions similaires.

L'étudiant en attente de satisfaire certaines conditions peut être inscrit provisoirement. Cette inscription provisoire doit être régularisée au plus tard le 30 novembre, sauf si le retard dans la délivrance des documents ou attestations manquantes n'est pas de la responsabilité de l'étudiant. L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) n'accepte pas d'étudiant libre (article 68 du décret).

Modalités d'inscription :

Une demande d'inscription est introduite en complétant une fiche d'inscription auprès du secrétariat de l'école.

L'inscription entraîne automatiquement l'adhésion au règlement des études.

Pour qu'une inscription soit prise en considération, l'étudiant est tenu (article 102 du décret) :

- de fournir avant le 31 octobre les documents justifiant son admissibilité conformément à l'article 3 du présent règlement
- de fournir les documents éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis
- d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en communauté française le jour de son inscription
- **d'avoir payé 10% du montant des droits d'inscription, au plus tard le 31 octobre suivant le début de l'année académique.**

L'étudiant s'engage à fournir au secrétariat de l'école :

- un extrait d'acte de naissance;
- une photocopie de la carte d'identité recto/verso en cours de validité (le document d'identification digipass sera réalisé au moment de l'inscription);
- pour les étudiants belges diplômés de l'enseignement secondaire supérieur dans la même année que leur inscription, la formule provisoire du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS);
- pour les étudiants ayant effectué des études supérieures en communauté française, une attestation des écoles supérieures fréquentées qui certifie que ceux-ci ont apuré toutes leurs dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur;
- la liste des écoles fréquentées depuis l'enseignement secondaire jusqu'au jour de l'inscription, en mentionnant le nom des différentes écoles, leur adresse respective ainsi que les années d'études effectuées et les résultats obtenus;
- pour les étudiants ayant effectué des études secondaires à l'étranger, une copie certifiée conforme du diplôme de fin d'études secondaires accompagnée d'une copie des relevés de notes;
- Attention : tous les étudiants porteurs d'un diplôme d'enseignement secondaire obtenu à l'étranger doivent introduire une demande d'équivalence permettant la poursuite d'études en Belgique auprès du ministère de la communauté française. D'ordinaire, cette demande d'équivalence doit être introduite avant le 15 juillet de l'année en cours pour être recevable. Par dérogation, cette demande pourra être introduite dans les cinq jours ouvrables à dater de la proclamation des résultats de l'épreuve d'admission. La forme à respecter et la liste des documents à fournir pour la demande d'équivalence sont disponibles sur le site de l'administration à l'adresse : www.equivalences.cfwb.be;
- deux photos d'identité.

Pour les étudiants mineurs à la date de leur inscription, au moins un des parents devra avoir signé la fiche d'inscription.

En tout état de cause, le candidat à l'inscription est tenu de justifier ses cinq dernières années d'activités postérieures au certificat d'enseignement secondaire supérieur (ou équivalent pour les titres étrangers) et antérieures à la demande d'inscription, par des documents probants tels : attestations d'études précisant la réussite, l'échec ou l'abandon pour chaque année d'étude entamée, attestations de travail délivrées par un employeur avec dates de début et de fin de contrat.

A défaut de pouvoir produire des documents probants pour justifier ces cinq dernières années d'activités et, uniquement dans ce cas, une déclaration sur l'honneur sera demandée (un modèle de déclaration peut-être fourni sur demande au secrétariat de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts).

Pour les étudiants porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), une copie certifiée conforme de la formule définitive revêtue du sceau de la communauté française devra être fournie spontanément dès réception dudit certificat.

L'inscription est irrecevable si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions d'accès aux études ou ne respecte pas les dispositions exposées ci-avant. Seuls les dossiers complets seront pris en compte.

L'inscription en première année ne deviendra effective qu'après réussite de l'épreuve d'admission (voir TITRE IV).

Un recours contre une décision d'irrecevabilité d'une inscription peut-être introduit, de préférence par courrier électronique, auprès de M. Bernard Cobut, délégué du gouvernement qui, pour des raisons motivées, peut invalider cette décision et confirmer la demande d'inscription de l'étudiant (article 95, §1 alinéa 2 du décret). Adresse : bernard.cobut@cfwb.be ou rue de la Rivelaine, 7 à 6061 Montignies-sur-Sambre.

Attention : les étudiants étrangers non résidents régulièrement inscrits doivent introduire une demande de carte de séjour auprès de l'administration communale de la Ville de Tournai afin de pouvoir y résider le temps de leurs études.

ARTICLE 5 - DE L'ACCES AUX ETUDES PAR VALORISATION D'UNE EXPERIENCE ARTISTIQUE PERSONNELLE

En vue de l'admission aux études via la valorisation des savoirs et compétences acquis par expérience artistique personnelle, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), organise, s'il échet, une commission d'admission interne constituée d'enseignants chargés d'évaluer le parcours artistique personnel de tout candidat à l'inscription n'ayant aucun des titres d'accès repris à l'article 107 du décret (article 3, TITRE I du présent règlement).

Ladite commission d'admission interne, instituée par le directeur pour le programme d'études auquel le candidat prétend s'inscrire, est composée suivant l'article 3 du TITRE IV du présent règlement des études.

L'accès suivant cette procédure peut être concédé au premier ou au deuxième cycle de l'enseignement supérieur artistique de type long.

Cette expérience artistique personnelle doit correspondre à au moins cinq années d'activités hors enseignement (article 119 §1 du décret). L'expérience artistique personnelle doit être en rapport avec les études que le candidat souhaite entreprendre et attestée par des documents probants.

Au terme de la procédure d'évaluation, la commission d'admission susmentionnée juge si les aptitudes et les connaissances du candidat sont suffisantes pour suivre des études supérieures artistiques avec succès.

La commission d'admission peut faire passer au candidat des épreuves visant à contrôler que l'expérience artistique personnelle correspond aux savoirs et compétences attendus à l'issue des cours considérés.

La commission d'admission détermine les enseignements supplémentaires et les dispenses éventuelles qui constitueront les conditions complémentaires d'accès aux études.

La commission d'admission transmet ses conclusions motivées au conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), qui émet un avis favorable ou défavorable en fonction du cycle d'études visé par le candidat.

La valorisation des savoirs et compétences octroyée par un établissement d'enseignement supérieur ne lie pas les autres jurys et écoles supérieures (article 119 §2 du décret).

Une fois inscrit, le procès-verbal de la commission d'admission et la décision du conseil de gestion pédagogique sont conservés dans le dossier de l'étudiant.

Cette procédure officialise l'expérience menée afin de standardiser et faciliter les processus d'accueil d'étudiants dans un contexte d'études tout au long de la vie.

ARTICLE 6 - DE L'ACCES AUX ETUDES PAR VALORISATION DES ACQUIS ACADEMIQUES

La commission d'admission interne visée à l'article 5 peut, en vue de l'admission aux études, valoriser les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Les étudiants qui bénéficient de ces crédits sont dispensés des parties correspondantes du programme d'étude.

Lorsqu'elle valorise des crédits acquis dans le cadre d'études préalables, la commission d'admission ne peut valoriser davantage de crédits que ceux octroyés par l'école où les enseignements correspondants ont été suivis, évalués et sanctionnés.

ARTICLE 7 - DES DROITS D'INSCRIPTION

Le montant des droits d'inscription pour des études est fixé par décret. Il est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique considérée.

Ces montants comprennent l'inscription au rôle, l'inscription à l'année académique et **l'inscription aux épreuves et examens organisés durant l'année académique considérée** (article 105, §1 du décret).

Rappel ARTICLE 4 : 10% du montant des droits d'inscription doivent être payés au plus tard le 31 octobre suivant le début de l'année académique.

Annuellement, une commission de concertation est chargée d'établir la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants (frais administratifs supplémentaires).

La commission se réunit dans le courant du mois de mai. Cette commission est composée, à parts égales, de représentants des autorités académiques, de représentants du personnel de l'école et de représentants du conseil des Étudiants. Elle est présidée par le directeur de l'école.

Ces frais varient selon l'option et l'année d'études. Ils comprennent les frais relatifs aux infrastructures et équipements spécifiques, les frais administratifs de gestion des dossiers personnels des étudiants ainsi que tous les frais inhérents à la formation.

Ces frais sont affichés aux valves et communiqués aux étudiants dès leur inscription.

Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 4 janvier, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique. (article 102, §1 du décret)

En ce qui concerne les étudiants bénéficiant d'une allocation octroyée par le service d'allocations d'études de la communauté française (loi du 19 juillet 1971), il ne peut être réclamé aucun droit d'inscription (article 105, §2 du décret).

Les candidats boursiers sont invités à fournir la preuve qu'ils ont introduit une demande d'allocations d'études afin d'être exonérés du paiement des droits d'inscription et des droits administratifs supplémentaires.

Toutefois, l'étudiant qui a sollicité une allocation d'études et qui, pour le 4 janvier, ne l'a pas encore perçue continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédits. Si l'allocation d'études lui est refusée, l'étudiant dispose de 30 jours à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la Communauté française pour payer le solde du montant de son inscription. À défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique (article 102, §1, alinéa 3 du décret).

Les étudiants à revenus modestes bénéficient de droits d'inscription réduits fixés par décret.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) dispose d'un fond social pour venir en aide à certains étudiants (article 58 du décret du 20 décembre 2001). L'école peut accorder une aide spécifique et individuelle aux étudiants qui en font la demande et après acceptation de leur dossier par le service social de l'école (conditions et dossiers disponibles au secrétariat de l'école). En cas de désinscription de l'étudiant, les montants alloués sont rétrocédés au fonds social de l'école.

Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le 1er décembre; seuls 10% du montant des droits d'inscription restent dus. (article 102, §2 du décret)

Un recours contre une décision d'annulation d'inscription pour non-paiement du solde du montant des droits d'inscription peut être introduit, de préférence par courrier électronique, auprès de Monsieur Bernard COBUT, délégué du gouvernement qui, pour des raisons motivées, peut invalider cette décision et confirmer l'inscription de l'étudiant conformément à l'arrêté du gouvernement de la communauté française du 2 septembre 2015 portant sur les recours, articles 95 et 96. Adresse : bernard.cobut@cfwb.be ou rue de la Rivelaine, 7 à 6061 Montignies-sur-Sambre.

Après réussite de l'épreuve d'admission, un droit d'inscription spécifique (DIS) est exigé des étudiants qui ne sont pas ressortissants des états membres de l'union européenne, s'ils ne répondent pas au moins à une des conditions suivantes :

1. bénéficier d'une autorisation d'établissement ou avoir acquis le statut de résident de longue durée en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;
2. être considéré comme réfugié, apatride ou personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 précitée ou avoir introduit, sur la base de la même loi, une demande d'asile qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive ou un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois sur le conseil d'état, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où un arrêt de rejet du recours admis est prononcé;
3. être autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 précitée et y exercer une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficier de revenus de remplacement.

Est considérée comme activité professionnelle réelle et effective celle dont la rémunération correspond et a correspondu, sur 6 des 12 mois précédant l'inscription, à la moitié de la rémunération mensuelle moyenne minimum garantie fixée par le conseil national du travail;

4. être pris en charge ou entretenu par les centres publics d'aide sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel il a été confié;
5. avoir pour père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal une personne de nationalité d'un état membre de l'union européenne ou qui remplit une des conditions visées aux 1. à 4. ci-dessus;
6. être ressortissant d'un des pays les moins avancés, repris sur la liste intitulée "Least Developed Countries" (LDC), organisation des nations unies (ONU) general assembly resolution 68/L.20 (liste annexée au présent règlement);
7. être ressortissant d'un pays avec lequel la Communauté française a établi un accord par lequel les droits d'inscription exigibles sont similaires aux droits d'inscription des étudiants ressortissant des états membres de l'Union européenne (article 105, §1, alinéa 3 du décret).

Un étudiant ayant été régulièrement inscrit à un cycle d'études et pris en compte pour le financement suite à cette inscription, conformément aux dispositions précédentes, est réputé satisfaire ces conditions jusqu'à la fin du cycle d'études entrepris, quel que soit l'établissement d'enseignement supérieur de la communauté française auprès duquel il s'était initialement inscrit à l'exception des étudiants admis en vertu d'une demande d'asile qui a été définitivement rejetée et dont le recours éventuel en cassation administrative a été rejeté.

Ce droit d'inscription spécifique ne peut dépasser quinze fois le montant des droits d'inscription (article 101, §1, alinéa 4 du décret). Ce montant est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique en cours.

Le droit d'inscription spécifique payé n'est pas remboursé en cas d'abandon des études en cours d'année académique, excepté dans le cas où le départ de l'étudiant fait suite à une décision administrative.

ARTICLE 8 - FRAUDE À L'INSCRIPTION

En cas de fraude à l'inscription (article 98 du décret), l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'école sont définitivement acquis.

La circulaire ministérielle n°5464 du 23 octobre 2015 sur la "fraude à l'inscription" et la "fraude aux évaluations", visées par l'article 96, 1°, du décret est annexée au présent règlement.

ARTICLE 9 - DU REFUS D'INSCRIPTION

Par décision motivée, les autorités académiques de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent refuser l'inscription d'un étudiant. (article 96, §1 du décret)

Pour l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), par "autorités académiques", on entend le conseil de gestion pédagogique de l'école représenté par son président, le directeur de l'école.

Les raisons pouvant justifier un refus d'inscription sont les suivantes :

- si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions énumérées aux articles 3 et 4, TITRE I du présent règlement;
- lorsque l'étudiant a fait l'objet, dans les cinq années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription et/ou de fraude aux évaluations;
- lorsque l'étudiant a fait l'objet, dans les cinq années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion pour faute grave (mesure disciplinaire);
- lorsque l'étudiant n'est pas finançable.

Si l'étudiant n'est pas finançable, le conseil de gestion pédagogique de l'école peut, par pouvoir discrétionnaire, prendre la décision du maintien de l'inscription de l'étudiant.

La décision du refus d'inscription doit être formellement motivée, datée et signée. Elle doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu endéans un délai de 15 jours prenant cours le jour de la réception de la demande d'inscription de l'étudiant. Cette notification doit également contenir les modalités d'exercice des droits de recours.

La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études et ne se trouve pas dans une situation de refus énumérée ci-dessus lui incombe. Cette preuve peut être apportée par tout document libre ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur datée et signée par l'étudiant.

L'étudiant peut introduire un recours par pli recommandé dans les 15 jours devant une commission des recours organisée par l'école à cet effet. Le courrier contient tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours. Le courrier est à adresser au directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai.

Le recours est suspensif de la décision jusqu'à ce que la commission ci-avant définie ait statué sur le cas du refus.

Les recours introduits à l'encontre d'une décision de refus d'inscription fondée sur l'article 96, 3° du décret sont préalablement examinés par le délégué du gouvernement auprès de l'école. C'est au secrétariat de la commission de recours qu'il revient de requérir l'avis du délégué du gouvernement. Cette sollicitation intervient pour tout recours recevable, par voie électronique et en y joignant le recours complet introduit par l'étudiant.

Le délégué du gouvernement saisit ensuite la direction de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) afin d'obtenir le dossier complet de l'étudiant, soit le dossier sur lequel le refus d'inscription se fonde. L'école dispose de trois jours ouvrables pour communiquer ledit dossier au délégué du gouvernement.

Si le secrétariat de la commission de recours interne dispose dudit dossier, il sera transmis directement lors de la saisine du délégué du gouvernement.

Celui-ci remet un avis à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) quant au financement de l'étudiant dans les 5 jours ouvrables de la réception du dossier complet. Cet avis est transmis au secrétariat de la commission des recours ainsi qu'au directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Cet avis lie la commission de l'ARES chargée de recevoir les plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI).

La commission chargée de recevoir les recours comprend :

1. un représentant du pouvoir organisateur, président ou, le cas échéant, un membre du personnel désigné par le pouvoir organisateur;
2. trois membres du personnel enseignant de l'académie, ne siégeant pas au conseil de gestion pédagogique, désignés par le directeur;
3. trois étudiants désignés par le conseil des étudiants de l'académie.

Chacun a une voix délibérative.

Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

La commission dispose de 15 jours à compter de la réception du recours pour se prononcer.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération de commission. Ce procès-verbal est signé par le président, les autres membres de la commission et le secrétaire. La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé.

L'étudiant ayant introduit un recours interne et qui, 30 jours après son introduction, n'a pas reçu de notification de décision du recours interne par la commission décrite ci-avant, peut mettre en demeure l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) de notifier sa décision. A défaut d'une décision intervenue au terme de ces 15 jours, la décision de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est réputée positive. À cette même date, la décision est réputée avoir été notifiée à l'étudiant.

L'étudiant peut faire appel d'une décision négative prise par la commission de recours. Dans ce cas, il dispose d'un délai de 15 jours ouvrables à dater du premier jour qui suit la notification de la décision querellée pour introduire un recours auprès de la commission de l'ARES chargée de recevoir les plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI). Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé, indique clairement l'identité de l'étudiant et l'objet précis de son recours. Elle contient tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours (article 97 du décret). Adresse de l'ARES : rue Royale, 180 (5ème étage) à 1000 Bruxelles.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) transmet au délégué du gouvernement auprès de l'institution, le nom des étudiants qui ont fait l'objet dans les cinq années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion pour des raisons de fraude à l'inscription ou fraude aux évaluations. Le délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données gérée dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉTUDES DE DEUXIEME CYCLE

L'étudiant titulaire d'un bachelier de transition du type long du domaine des arts plastiques visuels et de l'espace peut s'inscrire aux études de deuxième cycle du type long d'un même programme d'études :

- en 120 crédits, portant sur deux années de formation (pas de diplôme en master 1);
- en 60 crédits, portant sur une année de formation.

L'étudiant qui choisit dans un premier temps un master en 60 crédits, peut poursuivre ses études sans enseignements complémentaires pour obtenir le master du même programme d'études en 120

crédits (article 70, point 2° et article 114 du décret et décret de classement du 17 mai 1999, mise à jour le 2 juin 2006).

Ont également accès aux études de deuxième cycle d'un programme d'études, les étudiants porteurs (article 111, §2 du décret) :

1. d'un master en 120 crédits d'un autre programme d'études en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;
2. d'un bachelier de transition d'un autre programme d'études aux mêmes conditions;
3. d'un grade académique étranger reconnu équivalent à un grade académique de deuxième cycle donnant accès aux études visées en application du décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès visées ci-avant sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequis pour les études visées. Un jury de valorisation des crédits acquis dans un premier cycle d'un programme d'études différent de celui de la finalité ciblée en master décide des conditions complémentaires d'accès.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter plus de 15 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits que l'étudiant peut par ailleurs valoriser lors de son admission.

Ces enseignements supplémentaires font partie du programme d'études du deuxième cycle (dans ce cas, le master peut compter jusqu'à 135 crédits).

Les étudiants titulaires d'un bachelier de type court ont également accès aux études de deuxième cycle d'un programme d'études de type long en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent (article 111, §2 du décret).

Les conditions complémentaires d'accès visées ci-avant sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequis pour les études visées. Un jury de valorisation des crédits acquis dans un premier cycle d'un programme d'études de type court décide des conditions complémentaires d'accès.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission.

Ces enseignements font partie du programme d'études du deuxième cycle (dans ce cas, le master peut compter jusqu'à 180 crédits).

Par dérogation, ont également accès aux études de deuxième cycle les étudiants qui, pour se voir conférer un grade académique qui y donnerait accès, doivent encore réussir au plus 15 crédits et sont régulièrement inscrits simultanément à ces études dans une école supérieure des arts en Communauté française (article 111, §3 du décret).

Les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être pris en compte en délibération par un jury d'études de deuxième cycle avant d'avoir satisfait pleinement les conditions d'admission et obtenu le grade académique de premier cycle nécessaire.

L'accès au deuxième cycle d'un programme d'études peut être concédé hors des conditions énumérées ci-avant en suivant la procédure d'accès aux études par valorisation d'une expérience artistique personnelle (article 5 Titre I du présent règlement et article 111, §4 du décret).

L'étudiant titulaire d'un master en 120 crédits peut acquérir une autre finalité du même cursus en 30 crédits, les crédits du cours artistique de l'option ayant été acquis (article 70, §2 alinéa 1 du décret).

ARTICLE 11 - CONDITION D'ACCES PARTICULIERE AUX ETUDES DE MASTER A FINALITE DIDACTIQUE

Nul ne peut être admis aux études de master à finalité didactique ou menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) s'il n'a fait preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française. (article 113, §1 du décret).

Cette preuve est apportée :

1. si l'étudiant est titulaire d'un diplôme ou certificat mentionné à l'article 107, alinéa 1er, 1, 2, 4 et 8 ou articles 3, 1, 2, 4 et 8, TITRE I du présent règlement;
2. soit par la réussite d'un examen spécifique organisé ou coorganisé par les établissements d'enseignement supérieur selon les modalités fixées par l'ARES et suivant les dispositions arrêtées par le gouvernement;
3. soit par la possession de l'attestation mentionnée à l'article 107, alinéa 1er, 5 ou articles 3 et 5, TITRE I du présent règlement;
4. soit par l'attestation de réussite d'autres épreuves de maîtrise de la langue française dont la liste est arrêtée par le gouvernement;
5. soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat étranger sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignements en langue française. Le gouvernement fixe les conditions minimales que doivent satisfaire ces études;
6. soit par la possession d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré en communauté française et sanctionnant des études dont l'accès est conditionné à la preuve de la maîtrise suffisante de la langue française.

Dans tous les autres cas, une épreuve d'évaluation sera organisée en début d'année académique et au plus tard le 31 octobre. Elle conditionne la régularité de l'inscription au master à finalité didactique ou à l'AESS (TITRE V du présent règlement).

ARTICLE 12 - LE REGLEMENT DISCIPLINAIRE

Toutes dégradations et dommages provoqués par l'étudiant aux locaux, au mobilier, au matériel didactique, etc. sont réparés ou remplacés à ses frais, sans préjudice de peines disciplinaires qui peuvent lui être infligées du même chef.

1. Il est interdit :

- de troubler l'ordre à l'intérieur de l'école;
- de taguer, de dessiner ou peindre sur les murs ou le mobilier;
- de jeter ou de laisser traîner au sol tout objet de nature à nuire à la propreté et au bon ordre;
- de consommer de la nourriture dans les auditoriums et les salles de cours;
- de fumer à l'école y compris dans les lieux ouverts (arrêté royal du 31 mars 1987). Cette interdiction s'applique également aux usagers de cigarettes électroniques;
- d'introduire, de conserver ou de consommer des drogues à l'intérieur de l'école;
- de consommer des boissons alcoolisées dans l'école; dans tous les cas, la réglementation du code de la santé sera respectée.

2. À l'intérieur de l'école, l'étudiant ne peut, sans l'autorisation du directeur ou de son délégué :

- faire circuler des pétitions;
- organiser des collectes ou ventes;
- procéder à l'affichage de documents;
- emprunter des modèles;
- introduire des personnes étrangères à l'établissement (sauf en période de jurys artistiques et avec les restrictions d'usage puisque les jurys sont publics – article 10, TITRE II du présent règlement des études).

3. Dans les domaines politique, idéologique, religieux ou philosophique, l'étudiant respecte la neutralité propre à l'enseignement organisé par la Ville de Tournai (voir article 28, TITRE I du présent règlement : options philosophiques des écoles communales de la Ville de Tournai) sous peine de subir les sanctions prévues par le régime disciplinaire exposées ci-dessous.

4. Les étudiants sont tenus à la plus parfaite courtoisie à l'égard de tous les membres de la communauté enseignante et administrative ainsi qu'à l'égard des autres étudiants. Ils sont tenus d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs. Les obligations de l'étudiant en matière de comportement s'étendent aux activités d'apprentissage extérieures, ainsi qu'aux stages.

5. Les étudiants sont tenus de respecter les œuvres exposées ou intégrées dans l'école.

6. Les étudiants doivent se conformer aux injonctions des autorités compétentes s'exprimant en tant que telles à l'intérieur de l'école et à l'extérieur lors de déplacements organisés dans le cadre des études.

Les membres du personnel règlent la discipline lors des activités d'apprentissage dont ils ont la charge. Ils peuvent enjoindre l'étudiant qui leur manque de respect ou qui trouble l'ordre de quitter les locaux.

Les étudiants doivent le respect aux autorités académiques, aux personnels enseignant, administratif et de maintenance

7. Les étudiants ne peuvent rien faire qui soit susceptible de nuire à leur sécurité ou à celle d'autrui. Ils prennent connaissance des consignes affichées en matière de lutte contre l'incendie et les respectent scrupuleusement. Les étudiants sont tenus, en outre, de participer aux exercices d'incendie.

8. Il est interdit d'utiliser tout appareil de télécommunication susceptible de perturber les activités d'enseignement. Les téléphones portables sont obligatoirement éteints pendant les activités d'apprentissage.

9. L'étudiant qui contracte une maladie contagieuse grave et susceptible d'engendrer des conséquences graves pour autrui (exemples : suspicion de méningite à méningocoque, diphtérie, poliomyélite - pour la liste complète, voir www.wiv-isp.be/matra/CF/connexion.aspx) est tenu de le signaler immédiatement auprès du secrétariat de l'école. Il communiquera les coordonnées de son médecin traitant. Il est tenu de respecter scrupuleusement les consignes qui lui seront données et de se conformer aux directives prévues pour ce type de situation et en particulier les procédures à suivre en cas d'épidémie.

En cas de contravention aux neuf points développés ci-avant, l'étudiant peut se voir appliquer les sanctions disciplinaires suivantes :

1. le rappel à l'ordre et/ou la réprimande;

2. l'exclusion temporaire d'une activité d'apprentissage, de plusieurs activités d'apprentissage ou de l'ensemble des activités d'apprentissage, et ce pour une durée maximum de deux semaines (cette exclusion ne peut concerner les stages);

3. l'exclusion définitive de l'école.

Une exclusion temporaire ou définitive est prononcée par le conseil de gestion pédagogique.

Préalablement à toute sanction disciplinaire, l'étudiant est entendu par le directeur pour les sanctions visées au point 1 ci-avant et par le conseil de gestion pédagogique pour les sanctions reprises en points 2 et 3.

Pour cette dernière, l'étudiant peut se faire assister par un défenseur de son choix.

Hormis le cas d'empêchement légitime, l'étudiant valablement convoqué qui ne répond pas à la convocation peut se voir infliger la sanction sans avoir été entendu.

L'étudiant ou ses parents, ou toute autre personne responsable s'il est mineur, est averti par envoi recommandé à la poste de toute décision d'exclusion temporaire ou définitive.

Toute décision d'exclusion peut faire l'objet d'un recours. Celui-ci devra être introduit par lettre recommandée auprès du directeur dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification de

la sanction par l'étudiant intéressé. Le recours doit être motivé et doit reprendre les moyens soulevés par l'étudiant à l'encontre de la décision du conseil. Le recours est suspensif de la décision. Afin d'examiner les recours, il est créé une commission de discipline. Celle-ci, qui présente des garanties d'indépendance, est constituée, de 3 représentants du pouvoir organisateur, de 3 représentants des enseignants et de 3 représentants des étudiants. Les représentants des enseignants et des étudiants ne peuvent être membres du conseil de gestion pédagogique de l'école supérieure des arts.

La commission de discipline statue dans le mois sur la recevabilité du recours et se prononce sur le maintien ou la levée de la mesure d'exclusion. La commission de discipline peut, s'il échet, transformer une exclusion définitive en exclusion temporaire. Cette commission est présidée par le Bourgmestre de la Ville de Tournai, président du pouvoir organisateur, ou l'échevin ayant la tutelle de l'enseignement ou par un représentant désigné par eux.

La sanction disciplinaire prononcée à l'égard d'un étudiant ne peut être prise en compte dans l'évaluation de ses compétences.

Attention : pour les objets privés introduits dans l'école et/ou ceux nécessaires à la poursuite des activités d'apprentissage, pour les vêtements, l'école décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou de détérioration, et ce, que le fait soit imputable à un étudiant ou à un tiers.

ARTICLE 13 - DES MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET DE CONTROLE DES PRESENCES

1. Tout étudiant inscrit conformément aux conditions d'accès aux études est tenu de suivre assidûment et régulièrement les activités d'apprentissage de l'année d'études dans laquelle il est inscrit à l'exception des activités d'apprentissage pour lesquelles il a déjà obtenu les crédits associés.
2. Les présences de l'étudiant seront consignées par les enseignants responsables de chaque activité d'apprentissage par les moyens qu'ils jugent appropriés. L'enseignant signalera les étudiants n'ayant pas suivi régulièrement les activités d'apprentissage aux conseils d'options organisés à l'issue de chaque quadrimestre.
3. Le secrétariat de l'école supérieure des arts notifie aux enseignants les absences justifiées des étudiants.

ARTICLE 14 - DE LA REGULARITÉ DES ETUDES

1. L'accès aux examens et évaluations artistiques peut être refusé à l'étudiant dont la somme des absences non justifiées dépasse 40% du volume horaire du cours concerné. Ce refus d'accès à l'évaluation doit être prononcé par le conseil de gestion pédagogique sur avis du professeur responsable du cours concerné et du professeur responsable de l'option dans laquelle l'étudiant est inscrit, et moyennant présentation de documents probants (voir article 11, TITRE I du présent règlement).
2. Au plus tard 15 jours ouvrables avant le commencement des sessions d'examens et de la session d'évaluations artistiques du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours, le directeur, par décision formellement motivée et sur base des rapports de régularité établis par le conseil de gestion pédagogique, peut refuser l'accès aux examens et évaluations artistiques des étudiants qui ne satisfont pas aux normes ci-avant définies. Sa décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les deux jours ouvrables, l'informant également des modalités d'introduction de recours. L'étudiant dont l'accès à l'épreuve est refusé peut, dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification du refus, introduire un recours par lettre recommandée auprès du conseil de gestion pédagogique de l'école.
3. Est considérée comme absence non justifiée toute absence non couverte par un certificat médical, à remettre au secrétariat de l'école supérieure des arts dans les 48 heures qui suivent le début de l'incapacité, cachet de la poste faisant foi s'il s'agit d'un envoi postal. A défaut de certificat médical, la validité de la justification peut être appréciée par le directeur de l'école supérieure des arts.

Attention : Clause particulière s'appliquant aux étudiants de première année du premier cycle d'études :

Pour les étudiants de première année du premier cycle d'études, la participation aux épreuves de la fin du premier quadrimestre est une condition d'admission aux autres épreuves de l'année académique. (article 150, §1 du décret)

4. La présence de l'étudiant est obligatoire à chaque séance d'évaluation continue pour les cours qui en font l'objet.

ARTICLE 15 - LES STAGES

1. Les stages sont des heures de cours obligatoires donnant lieu à une évaluation annuelle et rentrant dans la cotation finale de chaque étudiant. Les stages sont classés "cours artistiques".

2. L'école supérieure des arts définit un quota de stages obligatoires par finalité. Le quota ne peut en aucun cas être inférieur au nombre d'heures prévues à cet effet dans les grilles des cours obligatoires définies dans l'arrêté d'application fixant la liste des cours obligatoires (arrêté du gouvernement du 17 juillet 2002 paru au Moniteur belge le 18 octobre 2002, dernière mise à jour le 28 novembre 2008). Le quota d'heures de stages entrant dans les heures d'activités d'enseignement laissées à la liberté du pouvoir organisateur de l'école supérieure des arts peut être revu annuellement et au plus tard avant le 31 janvier de l'année académique précédant le changement.

3. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts font l'objet d'une convention de stage établie préalablement au début du stage et qui précise la fonction du stage, le rôle du maître de stage et précise les modalités indispensables en matière d'assurance pour l'étudiant. Un rapport de stage devra être rédigé et remis au secrétariat de l'école.

4. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts doivent être terminés au plus tard avant le début de la session d'évaluation du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours.

5. Sur décision extraordinaire d'un conseil d'option, les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts peuvent avoir lieu pendant le troisième quadrimestre (vacances d'été). Dans ce cas, il s'agit d'une première session prolongée.

6. Sur décision extraordinaire d'un conseil d'option, un étudiant peut anticiper pendant le troisième quadrimestre (vacances d'été) un stage du bloc suivant du programme d'études où il est régulièrement inscrit.

7. Les enseignants des cours artistiques des programmes d'études sont tenus de libérer l'étudiant qui réalise un stage interne ou hors de l'école, de toute remise de travaux et ce, durant la période de stage et la semaine qui suit.

8. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts doivent l'être dans un périmètre "raisonnable" afin de permettre les visites de stages par les professeurs de l'option. Sur décision extraordinaire d'un conseil d'option, il peut-être fait exception à ce point.

9. Pendant la/les périodes convenue(s) pour la réalisation du stage hors de l'école, quelle qu'en soit la formule, l'étudiant ne peut être considéré comme absent des cours.

10. En cas de maladie pendant la période de stages internes, l'étudiant recevra un travail de substitution de la part du/des maîtres du stage où il était initialement inscrit. Le travail de substitution sera impérativement coté avant la fin des cours.

ARTICLE 16 - REORIENTATION

1. L'étudiant de première année du premier cycle peut modifier son inscription jusqu'au 15 février de l'année académique. Dans ce cadre, un étudiant de première année du premier cycle peut changer d'école à condition que l'établissement d'origine ait été averti (article 102, §3 du décret). Toutefois, le processus de réorientation est suspendu pendant la durée des épreuves de fin de premier quadrimestre de la première année du premier cycle.

2. L'étudiant doit introduire une demande motivée à la direction de l'école.
3. Le changement d'option doit être validé par un jury d'enseignants de l'option cible en concertation avec l'option quittée. En cas de changement d'école, le jury est limité à un jury d'enseignants de l'option cible de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts).
4. La capacité de l'étudiant à intégrer la nouvelle option doit être évaluée, dans le même esprit que l'épreuve d'admission (TITRE IV du présent règlement).
5. Le conseil de gestion pédagogique doit remettre un avis favorable à cette demande. Le conseil de gestion pédagogique fixe le nouveau programme de l'étudiant sur proposition du conseil d'option de l'option cible, avec les dispenses et les récupérations éventuelles. En cas de refus, l'étudiant peut introduire un recours en suivant les modalités décrites à l'article 9, TITRE I du présent règlement.
6. Dans ce cas précis, quel que soit le programme d'études choisi, la réorientation ne nécessite pas de procéder à une nouvelle inscription et aucun droit d'inscription complémentaire ne peut être exigé.

ARTICLE 17 - ACTIVITES D'APPRENTISSAGE HORS DE L'ECOLE

1. Les enseignants, dans le cadre des activités d'apprentissage, peuvent prévoir différents déplacements (voyages d'étude, visites d'exposition, participation à des cycles de conférences, etc.) avec l'accord du directeur et/ou du conseil de gestion pédagogique.
2. Les organisateurs feront parvenir au secrétariat de l'école, au moins 5 jours avant le déplacement, la liste des enseignants se chargeant de l'encadrement, ainsi que la liste exhaustive des étudiants participants.
3. Les étudiants empêchés de participer à ces déplacements pour des motifs valables, ne peuvent faire l'objet d'aucune sanction.

ARTICLE 18 - LES "COURS AU CHOIX" DANS LES GRILLES DE 3EME BACHELIER ET 1ERE MASTER

1. L'étudiant choisit dans la liste des cours proposés, de une à trois options maximum selon la spécificité de la structure horaire. Un volume horaire minimum de 2 heures/semaine par cours est exigé.
2. Les présidents d'option sont tenus de remettre au secrétariat au plus tard la dernière semaine de septembre, une liste des cours au choix pour chaque étudiant.
3. Il est interdit de changer de cours au choix dans le courant de l'année académique.
4. Les étudiants sont tenus de suivre les cours au choix dès le début de l'année académique en cours.

ARTICLE 19 - L'ACCÈS AUX ÉPREUVES ET EXAMENS

1. L'inscription aux épreuves et examens est liée au paiement des droits d'inscription (articles 102 §1 et 105 §1 du décret, article 6, TITRE I du présent règlement) et conditionnée à la régularité des études (articles 11 et 12, TITRE I du présent règlement).
2. Les examens et présentations artistiques sont publics (article 10, TITRE II du présent règlement).
3. Les horaires et lieux d'évaluation artistique et des examens sont affichés aux valves 20 jours ouvrables avant le début de l'épreuve.
4. Pour l'épreuve de la fin du deuxième quadrimestre, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluations artistiques se clôturant avant le 1er juillet (article 138 alinéa 4 du décret). Toutefois en cas de force majeure appréciée par le conseil de gestion pédagogique, la session d'évaluation artistique peut être prolongée jusqu'à la veille de la date de la rentrée académique suivante.
5. Par exception au point précédent, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluation complète (évaluations artistiques et examens) à l'issue du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études à laquelle tous les étudiants de première année du premier cycle d'études sont obligés de participer (article 150, §1 du décret et article 12, TITRE I du présent règlement). Il sera établi un registre des présences à cette session, toute

absence non justifiée étant éliminatoire pour la poursuite de l'année académique (voir point 7 ci-dessous).

6. L'étudiant qui s'absente à une évaluation sans motif légitime ne peut poursuivre la session d'évaluation et est, à son terme, refusé.

7. L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à une évaluation à la date prévue peut participer à cette évaluation au cours de la même session d'évaluation pour autant que l'organisation de l'évaluation de fin de quadrimestre de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le permette et moyennant l'accord du directeur et des enseignants concernés. Dans ce cas, la composition du jury artistique peut être différente du jury initial.

L'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime d'absence au directeur dans un délai de deux à cinq jours ouvrables par rapport à l'absence. La légitimité du motif est appréciée par le directeur sur avis des enseignants concernés. La décision est notifiée à l'étudiant dans les trois jours ouvrables contre reçu.

8. L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à une évaluation de fin de quadrimestre peut bénéficier d'un prolongement de session au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période de deux mois et demi au-delà de la fin de quadrimestre (article 79, §2 du décret).

9. L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à toute ou partie de la session d'évaluation du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'un programme d'études peut participer à la session d'évaluation du deuxième quadrimestre et aux autres épreuves de l'année académique. Si la légitimité du motif d'absence est reconnue, la non-admission aux autres épreuves et évaluations ne peut être prononcée (pour la démarche à suivre, voir point 7 ci-dessus). Si la légitimité de l'absence ne peut être reconnue, la décision de non-admission aux autres épreuves et évaluations sera notifiée à l'étudiant.

Un recours contre une décision de non-admission aux autres épreuves de l'année académique suite à la non-participation à toute ou partie de la session d'évaluation du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'un programme d'études peut être introduit auprès d'une commission interne.

ARTICLE 20 - DE L'ALLEGEMENT DES ETUDES

Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder des dérogations sur l'organisation des études de certains étudiants, notamment l'inscription à un programme d'études comportant éventuellement moins de 30 crédits pour une année académique. Ces dérogations font l'objet d'une convention avec les autorités académiques établie au moment de l'inscription.

Ces dérogations ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels, académiques, sociaux ou médicaux dûment attesté. (article 151 du décret)

Sont considérés comme bénéficiant de droit d'une telle dérogation les étudiants pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile en raison de leur handicap ou ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en communauté française.

Sans préjudice à l'article 103 du décret (régularité des inscriptions), une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

L'étudiant bénéficiant de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription et frais d'étude établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel.

ARTICLE 21 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA COMMUNICATION

1. L'affichage aux valves et la publication sur le réseau intranet de l'école sont les voies ordinaires pour informer les étudiants. Ceux-ci sont tenus de les consulter régulièrement.
2. Les supports de cours sont à la disposition des étudiants via le réseau extranet de l'école (sans préjudice des mises à jour nécessaires qui seront régulièrement mises en œuvre).
3. Les enseignants peuvent, dans le cadre de la promotion de l'école supérieure des arts et des différents programmes d'études, envisager toutes les formes légales d'activités mettant en valeur les œuvres et travaux des étudiants, organiser des expositions, prévoir des parutions ou des éditions, d'autres activités dans l'école ou hors de l'école et ce avec l'accord du directeur et du conseil de gestion pédagogique.
4. L'école se réserve le droit d'utiliser les œuvres et travaux des étudiants réalisés pendant la durée de leurs études à toutes fins promotionnelles.

ARTICLE 22 - DE LA CESSION DES DROITS DE REPRODUCTION

L'étudiant reconnaît à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le droit de reproduire photographiquement des travaux (œuvres et projets) produits au cours de ses études.

L'étudiant cède à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le droit d'utiliser à des fins pédagogiques, culturelles ou promotionnelles les reproductions de ses travaux.

En cas d'utilisation à des fins culturelles ou promotionnelles, le nom de l'étudiant et, le cas échéant, celui de l'œuvre, seront mentionnés. Comme il ne peut s'agir que d'une utilisation par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) dans le cadre de ses activités, la cession des droits est faite à titre gratuit.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) n'est pas autorisée à vendre les travaux des étudiants, ni à percevoir aucun droit lié à leur utilisation ou leur diffusion par des tiers.

ARTICLE 23 - DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Toutes les informations contenues dans les fichiers de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont réservées à la gestion administrative des dossiers des étudiants. L'école ne communiquera les informations privées sur les étudiants qu'avec leur accord explicite, ou sur demande dûment motivée des services de la Communauté française ou d'une autorité publique.

Les informations contenues dans les dossiers des étudiants sont soumises à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Si un étudiant souffre d'une maladie chronique nécessitant en cas de crise certains soins spécifiques immédiats, il est indispensable d'en aviser le secrétariat de l'école en remplissant à l'inscription une fiche santé prévue à cet effet. Le contenu de cette fiche est à usage exclusivement médical et ne peut être divulgué à des tiers.

ARTICLE 24 - DU DROIT À L'IMAGE

Toute personne présente dans l'enceinte de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) accepte que son image soit fixée. Cette image peut être diffusée par l'école à des fins de communication culturelle ou promotionnelle. Si une personne ne désire pas qu'il soit fait usage de son image, elle en fait mention écrite auprès du secrétariat de l'école.

L'utilisation du nom et/ou de l'image de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est soumise à autorisation du directeur. Toute utilisation de ces éléments susceptible de nuire aux intérêts matériels et moraux de l'école, à ses missions et à sa réputation, à celle de ses membres du personnel enseignant et/ou administratif, à celle de ses étudiants, est passible des sanctions disciplinaires mentionnées à l'article 12, TITRE I du présent règlement sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires.

ARTICLE 25 - DE LA RECHERCHE

En dehors de l'exercice du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle (décret du 30 juin 1994, paru au Moniteur belge le 27 juillet 1994), la publication de recherches menées dans le cadre de

programmes d'études organisés par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), tant par les étudiants que par les enseignants, entraîne la mention obligatoire et exclusive de l'école quel que soit le type de support et/ou le mode d'édition.

ARTICLE 26

JURYS ARTISTIQUES : Ce point fait l'objet d'un règlement spécifique : **TITRE II : JURYS ARTISTIQUES**

ARTICLE 27

JURY, JURY DE DÉLIBÉRATION, COMMISSIONS ET ÉVALUATION : Ce point fait l'objet d'un règlement spécifique : **TITRE III : JURY, JURY DE DÉLIBÉRATION, COMMISSIONS ET ÉVALUATION**

ARTICLE 28

OPTIONS PHILOSOPHIQUES DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE LA VILLE DE TOURNAI

Enseignement communal neutre subventionné

Options philosophiques

L'école communale est une école ouverte à tous, sans distinction.

Elle accorde une égale sollicitude à tous les étudiants et vise la promotion de chacun.

L'école communale est une école de la tolérance.

Elle respecte toutes les conceptions philosophiques et idéologiques par la reconnaissance du droit à la différence. Elle s'enrichit de l'échange et de la confrontation d'idées.

L'école communale, proche du citoyen, est une école de la démocratie.

Gérée par les mandataires locaux, elle veut répondre aux aspirations et aux besoins de la population en matière d'éducation.

L'école communale est une école de la solidarité, un endroit où l'on partage la vie de tous les autres étudiants.

L'école communale est une école qui veut réaliser la justice sociale.

Par la promotion de chacun, elle refuse donc la sélection sociale et économique.

L'école communale est une école humaniste.

Elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'étudiant et prend en compte les besoins de la société. Elle met en évidence les comportements positifs et insiste davantage sur la réussite.

L'école communale est respectueuse des droits de tous.

Elle prend en charge la totalité de sa personne.

Elle considère l'étudiant comme principal artisan de son développement et favorise les comportements d'épanouissement personnel, d'autonomie, de socialisme, de liberté et de créativité.

TITRE II : JURYS ARTISTIQUES

Le jury artistique ne recouvre pas la notion de jury telle que définie au TITRE III du présent règlement des études, ni en termes de composition, ni en termes de mission.

ARTICLE 1

Le pouvoir organisateur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), sur avis du conseil de gestion pédagogique fixe le règlement d'ordre intérieur des jurys artistiques de l'académie.

Section 1 : Des jurys artistiques

ARTICLE 2

Les membres des jurys externes sont désignés par le pouvoir organisateur sur proposition du directeur, après avis du conseil d'option.

Le directeur de l'académie ou son délégué préside les jurys artistiques externes. Un président délégué peut être désigné pour chaque jury artistique.

Le président délégué est désigné par le conseil d'option.

Le secrétariat du jury artistique est régi par l'article 9, section 3 du présent titre.

Le directeur ou son délégué a voix consultative.

Le professeur responsable du ou des cours artistique(s) pour le(s)quel(s) l'évaluation est organisée, participe au jury externe. Il dispose d'une voix consultative.

Lorsque l'évaluation porte sur un ou plusieurs cours et que plusieurs professeurs en sont responsables, ils participent au jury externe, avec voix consultative.

Le Ministre peut mandater un délégué de la Communauté française pour assister aux jurys externes.

Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative. Le nombre de membres du jury externe ayant voix délibérative ne peut être inférieur à trois.

ARTICLE 3

Les membres des jurys internes sont désignés par le pouvoir organisateur sur proposition du professeur responsable du cours ou des cours pour le(s)quel(s) l'évaluation est organisée.

Ce professeur préside le jury interne. Il dispose d'une voix délibérative.

Lorsque l'évaluation est organisée pour un ou plusieurs cours et que plusieurs professeurs en sont responsables, les membres des jurys internes sont désignés sur proposition de ces professeurs.

Dans ce cas, le président est désigné par les membres dudit jury. Le président dispose d'une voix délibérative.

ARTICLE 4

Le jury de fin du deuxième quadrimestre pour le cours artistique de l'option de la dernière année d'un programme d'études est exclusivement un jury externe.

Les autres jurys artistiques de fin du deuxième quadrimestre organisés par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont des jurys internes ou externes suivant le choix du conseil d'option.

Le jury externe est composé majoritairement de membres extérieurs à l'école supérieure des arts qui sont choisis pour leurs compétences.

Le jury interne est composé majoritairement de membres du personnel enseignant de l'école supérieure des arts.

Section 2 : Du fonctionnement des jurys artistiques

ARTICLE 5

Il est interdit à un membre des jurys visés par le présent règlement de procéder à une évaluation artistique, si l'étudiant est son conjoint, son cohabitant légal, un de ses parents, un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement, la personne avec laquelle il vit maritalement mais hors des liens du mariage ou un parent de la personne jusqu'au quatrième degré inclusivement.

ARTICLE 6

Sauf cas de force majeure apprécié par le président du jury, les membres du personnel de l'académie, membres du jury sont tenus de participer aux travaux du jury au sein duquel ils ont été désignés.

ARTICLE 7

Les membres de chaque jury artistique évaluent individuellement le parcours artistique de l'étudiant et remettent leur note au secrétaire du jury artistique qui les additionne.

ARTICLE 8

Aucun membre d'un jury artistique ne peut s'absenter en cours d'évaluation. Si un membre d'un jury artistique s'absente en cours d'évaluation, le président du jury annule séance tenante toutes les cotations remises par ledit membre. Le membre d'un jury artistique qui s'absente ne peut réintégrer le jury en cours d'évaluation.

ARTICLE 9

Les délibérations des jurys artistiques ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations. Ces délibérations peuvent modifier la note globale du jury.

Toute modification de la note globale du jury ne peut se faire qu'à la hausse.

La décision de modifier la note globale doit être prise à la majorité des voix des membres présents.

Les notes et les notes individuelles de chaque membre du jury artistique sont secrètes.

Le jury statue souverainement et collégialement. Ses décisions sont motivées.

Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury artistique et les résultats de cette délibération.

Les procès-verbaux des jurys artistiques sont conservés par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) pendant une durée de trois ans à dater de la fin de l'année académique à laquelle ils se rapportent.

Section 3 : Des modes d'organisation des jurys artistiques

ARTICLE 10

Le directeur organise le secrétariat des jurys artistiques et des jurys de délibération, en désigne les secrétaires choisis parmi les membres du personnel de l'académie et publie leurs noms aux panneaux d'affichage avant le début de la session. Les secrétaires n'ont pas voix délibérative.

ARTICLE 11

Les présentations artistiques sont publiques. Le public ne peut en aucune manière y interagir avec l'enseignant ou l'impétrant lors de la présentation, ni perturber son bon déroulement. (article 137 alinéa 2 du décret)

Section 4 : Conditions particulières s'appliquant aux jurys artistiques

De la session d'évaluations artistiques

ARTICLE 12

À l'exception de la première année du premier cycle d'un programme d'études (article 150 §1 du décret et articles 2 et 16, TITRE I du présent règlement), nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluation artistique au cours d'une même année académique.

De l'empêchement de présenter une évaluation artistique

ARTICLE 13

L'étudiant qui s'absente à une évaluation artistique sans motif légitime ne peut poursuivre la session d'évaluation artistique et est, à son terme, refusé.

L'étudiant qui pour un motif légitime ne peut participer à une évaluation artistique à la date prévue peut participer à cette évaluation au cours de la même session d'évaluation artistique pour autant que l'organisation de l'évaluation de fin d'année à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le permette et moyennant l'accord du directeur et des enseignants concernés. Dans ce cas, la composition du jury artistique peut être différente du jury initial.

L'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime d'absence au directeur dans un délai de deux à cinq jours ouvrables par rapport à l'absence. La légitimité du motif est appréciée par le Directeur sur avis des enseignants concernés. La décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les trois jours ouvrables.

TITRE III : JURY, JURY DE DÉLIBÉRATION, COMMISSIONS ET ÉVALUATION

Section 1 : Le jury

ARTICLE 1

Au sens de l'article 131 du décret, *le jury est l'instance académique chargée, à titre principal, de l'admission aux études, du suivi des étudiants, de l'évaluation des acquis d'apprentissage, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes.*

ARTICLE 2

Le jury peut organiser en son sein des commissions. Toute décision prise par ces commissions est réputée ratifiée par le jury. Le jury peut, à l'initiative de trois de ses membres au minimum, dans les trois jours ouvrables suivant la notification d'une décision prise en commission, se réunir dans les deux semaines suivant cette notification, pour statuer sur tout ou partie de la décision notifiée et, le cas échéant, l'invalidier.

ARTICLE 3

Le jury est composé de tous les enseignants ayant pris part aux activités d'apprentissage et ayant attribué à l'étudiant une note pour une activité d'apprentissage incluse au programme annuel de l'étudiant. Un seul enseignant dispose d'une voix par unité d'enseignement.

Le jury est composé d'au moins cinq membres, dont le président et le secrétaire. Les noms du président et du secrétaire du jury figurent au programme d'études.

Le directeur de l'académie ou, en son absence, son délégué désigné par le pouvoir organisateur, préside le jury avec voix délibérative.

ARTICLE 4

Le Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche peut mandater un délégué de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour assister aux travaux du jury. Ce délégué a une voix consultative, il ne participe pas aux votes.

ARTICLE 5

Il est interdit à un membre des jurys visés par le présent règlement de participer aux délibérations si l'étudiant est : son conjoint, son cohabitant légal, l'un de ses parents, un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement, la personne avec laquelle il vit maritalement mais hors des liens du mariage ou un parent de la personne visée ci-avant jusqu'au quatrième degré inclusivement.

ARTICLE 6

Sauf cas de force majeure apprécié par le président du jury, les membres du personnel enseignant sont tenus d'assister au(x) jury(s) qui concerne(nt) les étudiants dont ils ont encadré les activités d'apprentissage.

ARTICLE 7

Pour délibérer valablement, plus de la moitié des membres du jury doivent être présents (au sens de l'article 3 ci-dessus).

Toute décision est prise à la majorité des voix des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

ARTICLE 8

Le directeur organise le secrétariat des jurys, en désigne le/les secrétaire(s) choisi(s) parmi les membres du personnel de l'académie et publie le/les nom(s) aux valves et sur le réseau intranet de l'école. Le/les secrétaire(s) n'a(ont) pas voix délibérative, il(s) ne participe(nt) pas aux votes.

ARTICLE 9

Conformément à l'article 133 du décret, les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels. Conformément à l'article 216 du statut des membres du personnel des écoles supérieures des arts officielles subventionnées (décret du 20 décembre, paru au Moniteur belge le 3 mai 2002) : les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance et qui auraient un caractère secret dans le cadre de leur fonction. Quiconque viole le secret des délibérations du jury sera déclaré parjure et soumis aux sanctions disciplinaires prévues dans ledit statut (Chapitre VI, articles 288 à 299).

ARTICLE 10

Le jury statue souverainement et collégalement. Ses décisions sont motivées.

Section 2 : Du jury de délibération et de l'évaluation

ARTICLE 11

Le jury se réunit en séance plénière deux fois par an, à la fin des deuxième et troisième quadrimestres, et délibère sur l'ensemble des crédits obtenus dans le programme annuel de l'étudiant.

Sous réserve des autres dispositions légales (TITRE I du présent règlement), les étudiants sont réputés inscrits à toutes les épreuves de fin de quadrimestre pour l'ensemble des unités d'enseignements organisées durant ce quadrimestre auxquelles ils étaient inscrits pour l'année académique (article 134, 1° du décret).

Sur base des épreuves présentées par l'étudiant au cours de l'année académique et de leur moyenne, le jury octroie les crédits pour les unités d'enseignement dont l'évaluation est suffisante ou pour lesquelles le déficit est acceptable au vu de l'ensemble des résultats. (article 140 du décret)

ARTICLE 12

Le jury de délibération est composé de tous les enseignants – professeurs, chargés d'enseignement, assistants, conférenciers – ayant encadré les activités d'apprentissage figurant au programme d'études de l'étudiant délibéré pour l'année académique considérée.

- Chaque unité d'enseignement dispose d'une voix.
- Un enseignant ne dispose que d'une voix. Le vote par procuration est interdit.
- *L'absence ou l'abstention d'un membre du jury ne peut être invoquée pour surseoir à une décision ou l'invalidier* (article 132 §2 du décret).

Attention : une commission quadrimestrielle se réunira au terme du 1er quadrimestre. Cette commission acte l'obtention d'office des crédits et valide d'office les unités d'enseignement réussies conformément aux articles 17 et 18 qui suivent, à l'exclusion de toute autre décision.

ARTICLE 13

L'évaluation d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20 compte tenu du coefficient de pondération défini à l'article 14 ci-après. Le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés est de 10/20 (50%).

ARTICLE 14

Le coefficient de pondération affecté aux notes des activités d'apprentissage est fixé à 20 points par tranche de 30 heures de cours par année académique.

Un crédit correspond forfaitairement à 30 heures d'activités d'apprentissage. Cette charge horaire n'est que partiellement consacrée à des enseignements organisés directement par l'école, mais comprend d'autres activités associées, tels travaux, exercices personnels, préparations, la recherche de documentation, les études et projets, etc. (article 67 alinéa 2 du décret).

Les étudiants sont prévenus de la pondération en points et en crédits via les fiches ECTS.

ARTICLE 15

Pour les cours où l'évaluation annuelle appelle un jury artistique, une note d'année intervient à concurrence de 50% du total de la note attribuée. Le(s) enseignant(s) responsable(s) du cours attribuent cette note qui est le résultat de la somme des évaluations effectuées durant l'année et communiquées aux étudiants.

La note d'année est remise au secrétariat de l'académie au plus tard la veille de la session d'évaluation artistique du deuxième quadrimestre.

ARTICLE 16

Les cours artistiques de soutien au cours artistique d'une option, les cours généraux et les cours techniques peuvent faire l'objet d'une évaluation continue. Dans ce cas, la moyenne des notes obtenues au cours de l'année constitue la note de l'année.

Les étudiants sont prévenus du mode de cotation via les fiches ECTS.

ARTICLE 17 - CREDITS ACQUIS DE PLEIN DROIT

L'étudiant ayant obtenu une note moyenne supérieure ou égale à 10/20 (50%) à une unité d'enseignement et une note supérieure ou égale à 10/20 (50%) à toutes les activités d'apprentissage de ladite unité d'enseignement obtient d'office les crédits afférents à ces cours et valide l'unité d'enseignement.

ARTICLE 18 - VALIDATION D'OFFICE DES UNITES D'ENSEIGNEMENT

Le jury de délibération attribue d'office les crédits afférents à une unité d'enseignement si l'étudiant réunit les conditions suivantes :

- avoir obtenu une note globale supérieure ou égale à 10/20, compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement, et
- ne pas avoir plus d'un échec à une des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement concernée, le seuil d'exclusion étant fixé à 8/20.

Pour l'application de cette règle, un maximum de deux échecs est toléré dans l'ensemble des activités d'apprentissage d'une année académique.

Attention : par exception à cette règle, les crédits ne sont pas automatiquement attribués à l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option si la cote de l'activité d'apprentissage correspondant au cours artistique de l'option est inférieure à 10/20.

ARTICLE 19 - VALIDATION DES UNITES D'ENSEIGNEMENT PAR DELIBERATION

Le jury met en délibération l'obtention des crédits afférents à une unité d'enseignement si l'étudiant réunit les conditions suivantes :

- avoir obtenu une note globale supérieure ou égale à 10/20, compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement, et
- avoir plus d'un échec dans des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement concernée, égal ou en dessous du seuil de 8/20.

Dans le cas contraire, l'étudiant n'est pas délibéré et les crédits afférents à l'unité d'enseignement ne sont pas attribués.

Attention : par exception à cette règle, le jury ne peut mettre en délibération l'obtention des crédits attribués à l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option si la cote de l'activité d'apprentissage correspondant au cours artistique de l'option est inférieure à 10/20.

ARTICLE 20 - CAS EXCEPTIONNELS

Exceptionnellement et par dérogation à l'article 18 ci-dessus, le président du jury peut mettre en délibération l'obtention de crédits afférents à une unité d'enseignement, quelles que soient les cotes obtenues, pour autant que la motivation du président soit préalablement exposée aux membres du jury.

En aucun cas, une demande de dérogation pour cas exceptionnel ne peut être soumise à l'appréciation du directeur en séance.

Pour être recevable, la demande de dérogation pour cas exceptionnel doit avoir fait l'objet d'une demande écrite et motivée, transmise au directeur par le professeur responsable du cours artistique de l'option dont est issu l'étudiant concerné. Outre la signature du professeur responsable du cours artistique de l'option, la demande doit être signée par au moins trois enseignants intervenant dans le programme annuel de l'étudiant et être remise au directeur deux jours ouvrables avant la réunion du jury de délibération.

ARTICLE 21 - REPORTS DE CREDITS

Les crédits sont acquis de manière définitive. Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint le seuil de réussite, quelle que soit la moyenne globale obtenue. (article 139 alinéa 1 du décret)

Lorsque le jury de délibération ne valide pas une unité d'enseignement, les crédits acquis ne sont pas comptabilisés dans le total des crédits de l'année académique en cours.

Dans ce cas, ces crédits donnent lieu à des reports en vue d'une délibération ultérieure.

Cette clause ne vaut toutefois qu'au sein de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts).

ARTICLE 22 - REUSSITE A 45 CREDITS

Conformément à l'article 100 §1 alinéa 3 du décret, le jury de délibération prononce la réussite du programme annuel de l'étudiant ayant validé des unités d'enseignement pour un total d'au moins 45 crédits (entre 45 et 60 crédits).

Dans ce cas, la suite du programme de l'étudiant est soumise à l'accord du jury qui veille au respect des prérequis et corequis, et à ce que la charge de l'étudiant soit au moins de 60 crédits. Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis par décision du jury. (article 100 §2 du décret)

Attention : En première année du premier cycle d'un programme d'études, un étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 crédits à la session de juin n'est pas obligé de présenter la deuxième session. Dans toutes les options, l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option équivaut à plus de 15 crédits. La non-validation de cette unité d'enseignement suffit à bloquer l'étudiant dans la poursuite du programme du cycle.

ARTICLE 23 - REUSSITE A 30 CREDITS EN PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE D'UN PROGRAMME D'ETUDES

Entre 30 et 45 crédits acquis, l'étudiant reste inscrit dans le premier bloc du premier cycle du programme d'études.

L'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 30 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études, peut compléter son programme annuel moyennant l'accord du jury d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, sans que la charge annuelle de son programme n'excède 60 crédits du programme du cycle.

ARTICLE 24 - ECHEC A MOINS DE 30 CREDITS EN PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE D'UN PROGRAMME D'ETUDES

L'étudiant qui n'a pas validé des unités d'enseignement à concurrence de 30 crédits sur les 60 crédits de la première année du premier cycle d'un programme d'études n'est pas autorisé à suivre les unités d'enseignement des blocs suivants.

Dans ce cas, l'étudiant représente les crédits non acquis. Il peut s'inscrire à des activités de remédiation. Celles-ci ne pourront en aucun cas donner lieu à des valorisations de crédits d'unités d'enseignement au programme du cycle d'études. Cependant, elles pourront figurer dans le supplément au diplôme à hauteur de 5 crédits maximum.

L'obligation de constituer un programme annuel d'au moins 60 crédits s'impose autant à l'étudiant qu'à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts).

ARTICLE 25 - DE LA SESSION D'EVALUATION DU PREMIER QUADRIMESTRE DE LA PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE

Pour être dispensé de représenter une matière à la session d'évaluation du deuxième quadrimestre, l'étudiant doit avoir obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 (50%) compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes de l'activité d'apprentissage visée.

ARTICLE 26 - DE LA SESSION D'EVALUATION DU PREMIER QUADRIMESTRE

Pour les étudiants ayant participé aux épreuves du premier quadrimestre, mais n'ayant pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations, l'école organise deux autres périodes d'évaluation correspondant à ces enseignements en fin des deux quadrimestres suivants de l'année académique. Cette mesure ne s'applique pas aux évaluations artistiques pour la session d'évaluation du troisième quadrimestre et pour les évaluations artistiques au-delà de la première année du premier cycle (sauf si la structure des cours le permet).

ARTICLE 27 - DE LA SESSION D'EVALUATION DU TROISIEME QUADRIMESTRE

Pour autant qu'il ait participé à toutes les évaluations artistiques et à tous les examens, hormis l'empêchement pour motif légitime, l'étudiant ajourné est dispensé de représenter à la session

d'évaluation du troisième quadrimestre les examens qu'il a réussis aux évaluations du premier et du deuxième quadrimestre avec 50% des points au moins.

La note attribuée aux évaluations artistiques du deuxième quadrimestre (et du premier quadrimestre pour les étudiants de première année du premier cycle d'un programme d'études), en ce compris les stages, est, pour la délibération des résultats de la session du troisième quadrimestre, reportée à ladite session.

Le droit pour l'étudiant de bénéficier de trois sessions ne s'applique qu'aux unités d'enseignement de la première année du premier cycle.

ARTICLE 28 - AU-DELA DE LA PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE

Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis (article 100 §2 du décret).

Si un étudiant au-delà de la première année du premier cycle choisit d'inscrire dans son programme de l'année académique des unités d'enseignement représentant plus de 60 crédits, il est délibéré sur l'ensemble de ces épreuves, sauf si la prise en compte de ces unités excédentaires conduit à une décision d'échec, alors qu'en leur absence, la réussite eût été prononcée. Dans ce cas, les unités excédentaires sont celles pour lesquelles l'étudiant a obtenu les notes les plus faibles (article 141 du décret).

L'étudiant peut opter pour un programme annuel qui comporte moins de 60 crédits lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel une unité d'enseignement de la catégorie des cours artistiques pour laquelle, soit l'étudiant n'a pas encore acquis les prérequis, soit les conditions organisationnelles ne peuvent être rencontrées.

ARTICLE 29 - DE LA FIN DE CYCLE

1. En fin de cycle, **l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits** du programme d'études de 1er cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle d'études suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées et moyennant l'accord du jury de ce cycle d'études. Il reste inscrit dans le 1er cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 2ème cycle, il est réputé être inscrit dans le 2ème cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du 1er cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du 2ème cycle.

Le jury du 1er cycle indique au jury du 2ème cycle le nombre maximum de crédits que l'étudiant peut suivre dans ce cycle, considérant que son programme annuel ne peut être supérieur à 60 crédits (réussite à 30 crédits).

S'il complète son programme d'unités d'enseignement du 2ème cycle, cet étudiant ne peut valoriser plus de 60 crédits du deuxième cycle pour les études de master en 120 crédits et plus de 30 crédits du deuxième cycle pour les études de master en 60 crédits, tant qu'il n'a pas obtenu le grade académique de premier cycle.

2. En fin de cycle, **l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus** du programme d'études de 1er cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle d'études suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées.

Il est inscrit dans le 2ème cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 1er cycle, il est réputé être inscrit dans le 1er cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du 2ème cycle et est dispensé de payer les droits d'inscription du 1er cycle.

Cet étudiant ne peut acquérir plus de 90 crédits du 2ème cycle tant qu'il n'a pas obtenu le grade académique du 1er cycle.

ARTICLE 30 - CLAUSE D'EXCLUSION

Tout étudiant ayant copié ou démarqué systématiquement tout ou partie d'une œuvre existante soumise ou non au dépôt légal et présentant celle-ci comme œuvre personnelle aux jurys artistiques organisés durant les cycles d'études, se verra attribuer la cotation 0 pour le jury artistique concerné et déclaré en échec à l'issue de la deuxième session.

L'exclusion est confirmée par envoi d'un courrier recommandé signé du directeur et de l'enseignant témoin du plagiat au plus tard trois jours ouvrables après le constat.

L'étudiant assumera tous les risques de poursuites judiciaires ou autres inhérentes à ce genre de pratique.

En cas de récidive avérée, un renvoi définitif pourra être prononcé.

ARTICLE 31 - MOTIVATION DES DECISIONS

Les enseignants sont personnellement maîtres et responsables de leurs appréciations et des notes qu'ils attribuent. Toutefois, les décisions finales sont nécessairement collégiales, ce qui oblige les membres du jury de délibération, une fois ces décisions arrêtées, à s'y rallier et à s'en montrer solidaires.

Les motifs de droit ou de fait qui conduisent le jury de délibération à prendre sa décision constituent les critères de motivation.

Critères de motivation des décisions prises en délibération :

Critères de motivation pour la réussite :

1. pertinence du travail artistique
2. qualité particulière du travail artistique
3. participation active et régulière aux activités d'apprentissage
4. caractère accidentel des échecs
5. échecs limités en qualité et en quantité
6. résultats des années d'études antérieures
7. pourcentage global et importance relative des échecs
8. progrès réalisés d'une session à l'autre.

Critères de motivation pour l'ajournement ou le refus en 2ème session :

1. importance et gravité des échecs;
2. faible pourcentage global;
3. échec dans une (ou plusieurs) matière(s) qui constitue(nt) les fondements essentiels des études;
4. profil global généralement faible de l'étudiant dans les sessions antérieures.

Conformément à la jurisprudence du conseil d'État, la note suffit à justifier l'échec. Néanmoins le jury de délibération sera attentif aux motivations lorsque pour des mêmes notes, il prend des décisions différentes.

ARTICLE 32 - DELIBERATION SOUS RESERVE

Sera délibéré sous réserve exclusivement, tout étudiant, qui, pour une raison indépendante de sa volonté, n'aura pu fournir soit le certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), soit l'équivalence définitive à ce certificat, soit tout autre document indispensable à la validation de son inscription (voir article 4, TITRE I du présent règlement des études), avant le début de l'épreuve ou avant la délibération.

ARTICLE 33 - DES MENTIONS

Une mention est attribuée à l'étudiant en fin de cycle.

Le jury de délibération détermine la mention éventuelle sur base de l'ensemble des enseignements suivis au cours d'un cycle. (article 132, alinéa 2 du décret)

Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction. Elles s'obtiennent généralement si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80, 90% du maximum des points.

Le jury de délibération apprécie si la mention distinction, grande distinction ou la plus grande distinction peut être attribuée lorsque l'étudiant a obtenu une note inférieure à 60% dans une ou plusieurs activités d'apprentissage ou si l'étudiant a obtenu des dispenses.

ARTICLE 34 - PUBLICITE DES DECISIONS

Le président du jury de délibération clôt la délibération dès qu'une décision a été prise au sujet de tous les étudiants d'une option.

Il proclame séance tenante et publiquement les décisions prises par le jury de délibération et les publie dans les vingt-quatre heures aux valves de l'académie en mentionnant les noms et prénoms des étudiants.

L'étudiant est tenu de se présenter en personne ou par mandataire au secrétariat de l'école afin de se voir notifier ses résultats et recevoir son relevé de notes, contre accusé de réception. A défaut, l'étudiant est présumé en avoir pris connaissance audit jour.

Après la délibération, les enseignants se tiennent à la disposition des étudiants. *Les copies d'examen corrigées peuvent être consultées par l'étudiant. Cette consultation se fera en présence du responsable de l'épreuve concernée* (article 137, alinéa 3 du décret). L'étudiant dispose de 30 jours ouvrables après la clôture de la session pour consulter les copies. L'étudiant peut, sur demande écrite motivée, obtenir une copie de ses copies d'examens.

ARTICLE 35 - LE PROCES-VERBAL

Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury de délibération et les résultats de la délibération.

Il mentionne, pour chaque étudiant, les motifs de la décision prise selon les critères de l'article 22 ci-dessus.

Le procès-verbal est signé par le président, le/les secrétaire(s) et au moins trois membres du jury de délibération.

Les procès-verbaux des délibérations sont transmis en copie certifiée conforme par le directeur au siège de l'administration générale de l'enseignement supérieur et de la recherche (ARES), aux délégués du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et conservés pendant trente ans au siège de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) à dater de la fin de l'année académique à laquelle ils se rapportent.

ARTICLE 36 - MODE D'INTRODUCTION ET DE RESOLUTION DES PLAINTES RELATIVES A DES IRREGULARITES DANS LE DEROULEMENT DES EPREUVES

Tout recours relatif à une quelconque irrégularité dans le déroulement des épreuves est adressé, sous pli recommandé, au(x) secrétaire(s) du jury de délibération, au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent la notification des résultats de l'épreuve. L'introduction du recours peut également être faite par la remise d'un écrit au secrétariat de l'école. Dans ce cas, un accusé de réception sera délivré.

Le(s) secrétaire(s) du jury de délibération instruit(sent) le recours et, au plus tard dans les deux jours ouvrables de sa réception, fait (font) rapport au président du jury de délibération.

Dans le jour ouvrable suivant la réception dudit rapport, le président du jury de délibération réunit un jury restreint, composé, outre lui-même, de deux membres du jury de délibération choisis parmi ceux non mis en cause dans l'irrégularité invoquée. Ce jury restreint statue séance tenante sur la régularité du déroulement des épreuves, par décision formellement motivée et notifiée au(x) plaignant(s) dans les deux jours ouvrables.

Attention : les autorités académiques de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) attirent l'attention des étudiants sur le fait qu'un recours ne peut porter que sur la forme (le déroulement des épreuves) et jamais sur le fond (l'évaluation où le jury de délibération est souverain et ses décisions motivées – article 28, TITRE III du présent règlement).

Au terme de cette procédure de recours, toute décision prise est susceptible d'un recours en annulation, dans les 60 jours de la notification, devant le conseil d'état, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

Section 3 : De la commission quadrimestrielle

ARTICLE 37

Au terme du premier quadrimestre, une commission quadrimestrielle valide l'acquisition des crédits obtenus par l'étudiant pour les unités d'enseignement organisées pendant le quadrimestre concerné.

ARTICLE 38

Seuls les crédits acquis d'office, conformément aux articles 18 et 19 ci-avant, sont validés par cette commission.

ARTICLE 39

La commission quadrimestrielle est composée d'un enseignant par unité d'enseignement organisée pendant le quadrimestre concerné. Lorsqu'une unité d'enseignement se compose de plusieurs activités d'apprentissage, le professeur représentant cette unité est désigné par le conseil d'option. Cette désignation intervient au plus tard le 31 octobre de l'année académique en cours.

ARTICLE 40

Le directeur préside la commission avec voix délibérative. Toute décision est prise à la majorité absolue. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission quadrimestrielle est assuré par un/des membre(s) qualifié(s) du personnel administratif de l'école.

Section 4 : De la commission d'inscription et des programmes

ARTICLE 41

En début d'année académique et au plus tard le 15 octobre, la commission d'inscription et des programmes valide le programme annuel de l'étudiant et confirme son inscription régulière.

ARTICLE 42

La commission est désignée par le directeur de l'école. Elle est composée du professeur responsable du cours artistique de l'option, d'un professeur de cours artistique de soutien à l'option, d'un professeur de cours généraux et d'un ou plusieurs membres du personnel administratif spécifiquement chargé de vérifier si l'étudiant remplit ses obligations administratives et financières. Au moins un des membres de ladite commission est membre effectif ou suppléant du conseil de gestion pédagogique de l'école.

ARTICLE 43

Le directeur préside la commission avec voix délibérative. Toute décision est prise à la majorité absolue. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission d'inscription et des programmes est assuré par un/des membre(s) qualifié(s) du personnel administratif de l'école.

ARTICLE 44

Conformément à l'article 100 §2 du décret, la commission veille au respect des prérequis et corequis et à ce que la charge annuelle de l'étudiant soit au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ou en cas d'étalement des études (article 151 du décret).

Le programme de l'étudiant comprend :

1. les unités d'enseignement du programme d'études auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités d'enseignement optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaisser;
2. des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle ou parmi des enseignements supplémentaires définis comme condition d'accès au cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequis;
3. éventuellement, en fin de cycle, des unités d'enseignement du cycle d'études suivant du même cursus pour lesquelles il remplit les conditions prérequis et avec l'accord de la commission.

ARTICLE 45

Quand un étudiant s'inscrit à un programme d'études au-delà du premier bloc, il fait une proposition écrite, à remettre au secrétariat de l'école contre accusé de réception, d'un programme respectant les points 1 à 3 de l'article 44 dans les 10 jours ouvrables suivant la publication de ses résultats de première année du premier cycle.

Pour la session d'évaluation du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours, la date limite est fixée au 30 juin ou au dernier jour ouvrable du mois de juin quand le 30 juin est un samedi ou un dimanche.

Pour la session d'évaluation du troisième quadrimestre de l'année en cours, la date limite est fixée au 20 septembre ou au dernier jour ouvrable précédent quand le 20 septembre est un samedi ou un dimanche.

ARTICLE 46

Quand un étudiant s'inscrit à une unité d'enseignement au-delà du premier bloc, en cas d'échec, il ne pourra pas l'abandonner. Elle fait définitivement partie de son programme.

Il n'est cependant pas obligé de représenter les unités optionnelles du programme qu'il avait choisies. Dans ce cas précis, l'étudiant peut modifier le choix de ses options.

ARTICLE 47

L'étudiant qui n'a pas rentré de proposition écrite d'un programme d'études dans le délai défini à l'article 45, se voit imposer par défaut, le programme décidé par le conseil d'option et la commission d'inscription et des programmes.

ARTICLE 48

Au-delà de la première année du premier cycle, l'inscription d'un étudiant sera refusée si l'étudiant n'a pas obtenu la validation de son programme d'études par la commission d'inscription et des programmes.

Section 5 : De la commission d'admission

Voir **TITRE IV : ÉPREUVE D'ADMISSION**

Section 6 : Des diplômes

ARTICLE 49

Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. (article 145 du décret)

Les diplômes sont signés par une autorité académique, par le directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), président du jury de délibération, et par le/les secrétaire(s) du jury (article 144 du décret).

Pour l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), par autorité académique, on entend le professeur responsable du cours finalisant du programme d'études auquel l'étudiant est inscrit.

Les diplômes sont rédigés en français. Le supplément au diplôme est rédigé en français et en anglais.

Le supplément au diplôme est signé par le/les secrétaire(s) du jury de délibération (article 146 du décret).

Les diplômes sont délivrés dans les trois mois qui suivent la proclamation au cours de laquelle le grade académique a été conféré. (article 142 du décret)

TITRE IV : EPREUVE D'ADMISSION

Règlement

Définitions :

ARTICLE 1

Par académie, il faut entendre l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Par session d'admission, il faut entendre la période de l'année académique pendant laquelle ont lieu les épreuves d'admission.

Par épreuve d'admission, il faut entendre l'opération d'évaluation, par une commission d'admission, de l'aptitude d'un candidat à suivre une formation artistique.

Par commission d'admission, il faut entendre l'ensemble des examinateurs participant à l'épreuve d'admission.

De l'épreuve d'admission :

ARTICLE 2

Pour toute inscription au sein d'une école supérieure des arts, l'étudiant présente une épreuve d'admission avant le 21 septembre. Sa participation à l'épreuve implique son adhésion au projet pédagogique et artistique de l'école supérieure des arts. Si un étudiant est inscrit après cette date, une épreuve d'admission doit être organisée dans des conditions similaires. (article 110 du décret)

ARTICLE 3

La commission d'admission, instituée par le directeur pour chaque programme d'études, comprend :

- le directeur de l'académie, président ou, en cas d'absence, un membre du personnel désigné par le pouvoir organisateur;
- au minimum, trois membres du personnel enseignant du programme d'études (option) dans lequel le candidat désire s'inscrire.

ARTICLE 4

Le secrétariat du jury d'admission est assuré par un membre du personnel administratif de l'académie, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

ARTICLE 5

L'épreuve d'admission vise à évaluer, dans le cadre du projet pédagogique et artistique de l'académie, l'aptitude du candidat à suivre de manière fructueuse les études pour lesquelles il demande l'inscription.

1. Les objectifs poursuivis par l'épreuve d'admission sont :

a) En option peinture : l'épreuve d'admission de l'option peinture a pour objectif d'évaluer les capacités artistiques, culturelles et intellectuelles du candidat dans le domaine des arts plastiques. De découvrir son tempérament créatif, ses motivations et son niveau de maturité afin d'évaluer son aptitude à suivre ces études.

b) En option dessin : l'épreuve d'admission de l'option dessin a comme objectif d'évaluer les capacités du candidat à développer un questionnement artistique, les acquis fondamentaux en matière de dessin et la motivation nécessaire pour entreprendre ces études.

c) En option design textile : l'épreuve d'admission de l'option design textile a pour but de découvrir le tempérament créatif et le niveau de maturité des candidats afin d'évaluer leur aptitude à suivre ces études en développant un point de vue personnel.

d) En option architecture d'intérieur : l'épreuve d'admission de l'option architecture d'intérieur a pour but de déterminer la sensibilité créative, les capacités artistiques, culturelles et intellectuelles du candidat, d'analyser sa vision en trois dimensions et ergonomiques, tout en respectant sa personnalité et son sens critique.

e) En option communication visuelle et graphique : l'épreuve d'admission de l'option communication visuelle consiste à évaluer les aptitudes générales du candidat (technique, créativité, motivation, culture générale) à suivre ces études.

f) En option publicité : l'épreuve d'admission de l'option publicité a pour but de cerner les motivations du candidat s'inscrivant dans l'option, de déterminer son niveau d'information aux plans quantitatif et qualitatif concernant le métier d'art qu'il souhaite exercer et enfin de découvrir ses pratiques culturelles, leurs fréquences et l'amener à se définir par rapport à celles-ci.

g) En option bande dessinée : l'épreuve d'admission de l'option bande dessinée a pour but de déterminer l'aptitude du candidat à développer une séquence narrative à partir du dessin et de ses différentes déclinaisons.

h) En option illustration : l'épreuve d'admission de l'option illustration a pour objectif de distinguer le caractère et les attentes du candidat. L'épreuve permettra d'évaluer l'aptitude du candidat à répondre aux exercices qu'il rencontrera durant ces études.

i) En option arts numériques : l'épreuve d'admission de l'option arts numériques doit permettre d'évaluer le niveau culturel, les motivations et les capacités, notamment en dessin, du candidat. Il est important de distinguer également les attentes du candidat face aux multiples possibilités que proposent les arts numériques.

2. La description du contenu de l'épreuve est :

a) En option peinture, l'épreuve comporte :

- la réalisation d'une série de dessins questionnant les notions d'espace, de format, de support, de mise en page segmentation et d'occupation de la page. Le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : culture générale, connaissances spécifiques et plus particulièrement connaissance de l'art contemporain, motivations. Critiques des travaux réalisés lors de la première épreuve. Présentation d'un dossier personnel.

b) En option dessin, l'épreuve comporte :

- des travaux de dessin d'observation et un travail de réflexion sur un sujet au choix du candidat (technique et matériaux libres);
- un travail écrit concernant les motivations du candidat; entretien avec les enseignants de l'atelier : culture générale, connaissances spécifiques et motivation. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

c) En option design textile, l'épreuve comporte :

- un travail pratique ayant un lien avec une expression textile. Le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : maturité et culture générale du candidat qui présentera un dossier personnel de travaux et approches artistiques déjà réalisés.

d) En option architecture d'intérieur, l'épreuve comporte :

- une épreuve de dessin spécifique à l'architecture d'intérieur (croquis à main levée suivant modèle avec perspective) et un travail de composition spatiale à partir d'éléments simples;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : évaluation des connaissances en art et en architecture en particulier, motivations. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

e) En option communication visuelle et graphique, l'épreuve comporte :

- une série de dessins ou d'études afin de relever les aptitudes au dessin et à la mise en page du candidat. Le sujet est imposé, la technique est libre. Une dictée graphique : le sujet est donné au candidat le jour de l'épreuve. L'épreuve permettra d'évaluer la capacité du candidat à mettre en adéquation l'idée et la réalisation;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;

- un entretien avec les enseignants de l'atelier : motivations, connaissances générales, maturité, cursus et débat autour des réalisations du candidat lors des deux premières épreuves.

f) En option publicité, l'épreuve comporte :

- deux dessins : un dessin d'observation à partir d'un modèle donné et une dictée graphique dont le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
- un travail écrit : culture générale, culture spécifique au média publicitaire et plus largement connaissance de l'art contemporain, pratiques culturelles et motivation;
- une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivation et critique des travaux réalisés lors des deux premières épreuves. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

g) En option bande dessinée, l'épreuve comporte :

- une épreuve de dessin : réaliser une planche BD sur un thème imposé;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- une entrevue avec les enseignants de l'atelier : il est demandé au candidat de présenter la planche réalisée. Au cours de l'entrevue, on évaluera les motivations du candidat et son aptitude à développer la narration. Il est demandé au candidat de présenter un dossier personnel de travaux et approches déjà réalisés.

h) En option illustration, l'épreuve comporte :

- des exercices pratiques de dessin : une vision objective d'un lieu et parcours visuel en une série de croquis; portrait de personnes que le candidat croisera dans les lieux; une vision subjective des mêmes sujets;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivation, culture générale et critiques des travaux réalisés lors des deux premières épreuves. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

i) En option arts numériques, l'épreuve comporte :

- épreuves de dessin : dictée graphique avec sujet imposé, technique libre. Un dessin d'observation au crayon;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivations, choix de l'atelier, connaissances générales, sensibilité, (peinture, cinéma, littérature, musique), parcours scolaire. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs à l'examen d'admission.

3. Les modalités d'organisation de l'épreuve sont :

a) En option peinture : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : papier dessin de différents formats et de différentes qualités allant du format A4 au format A1. Prévoir plusieurs matériaux permettant :

- des réalisations de facture plus ou moins précise (exemples : crayons de différentes gradations, crayons de couleur, feutres, plumes et encre, etc.)
- des réalisations plus gestuelles (ex : pinceaux de différents formats, gouaches, couleurs acryliques, chiffons, éponges, fusain, pastels gras et sec, etc.)

b) En option dessin : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. **Matériel requis :** papier dessin, crayons - matériel au choix : fusain, crayons de couleur, gouaches, aquarelles, pastels.

c) En option design textile : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : papier dessin, ciseaux, crayons et crayons de couleur, latte, cutter. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

d) En option architecture d'intérieur : l'épreuve se déroule de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : crayons, équerre, papier de format A3 minimum, divers (pastels, crayons de couleur, cutter, gomme,...).

e) En option communication visuelle et graphique : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. **Matériel requis :** crayons, encre de chine, pinceaux, pastels, gouaches, feutres, bloc de dessin A3.

f) En option publicité : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : crayons, encre de chine, pinceaux, pastels, gouaches, feutres, bloc de dessin A3.

g) En option bande dessinée : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : bloc de dessin A3, crayons, feutres, rotring, pastels, crayons de couleur,... Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

h) En option illustration : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et 14 à 18 heures.

Matériel requis : papier dessin, crayons – matériel au choix : fusains, crayons de couleur, gouaches, aquarelles, pastels, feutres. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

i) En option arts numériques : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et 14 à 18 heures.

Matériel requis : papier de dessin A3 ou A4, crayons de couleurs, feutre et petit matériel (gomme, cutter). Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

ARTICLE 6

Le président organise l'épreuve d'admission. Il reçoit les inscriptions, convoque les membres de la commission d'admission et les candidats, et prend toutes les dispositions utiles au bon déroulement de l'épreuve.

ARTICLE 7

Pour délibérer valablement, deux tiers des membres de la commission doivent être présents. La commission d'admission décide à la majorité des voix si un candidat est admis ou non. En cas d'égalité de voix, celle du président est prépondérante.

ARTICLE 8

L'épreuve comporte au minimum trois parties évaluées séparément. Le candidat devra obtenir au minimum 50% des points à chaque évaluation et 50% des points au total.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération.

Ce procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et les membres de la commission d'admission.

ARTICLE 9

Le candidat ayant réussi l'épreuve d'admission artistique est autorisé à s'inscrire à l'académie.

Attention : la validation de l'inscription ne sera définitive que si le candidat remplit toutes les conditions reprises au décret et au TITRE I du présent règlement.

ARTICLE 10

Le candidat ayant échoué à l'épreuve d'admission en est informé par affichage aux valves de l'Académie, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la clôture de cette épreuve. Il peut retirer au secrétariat une notification motivée contre accusé de réception. Cette notification l'informe également des modalités d'introduction d'un recours.

ARTICLE 11

Le candidat peut, dans les 3 jours ouvrables de l'affichage des résultats aux valves, introduire un recours relatif à une quelconque irrégularité dans le déroulement de l'épreuve par pli recommandé adressé au directeur de l'académie ou par dépôt au secrétariat de l'académie, contre accusé de réception.

ARTICLE 12

La commission chargée de recevoir les recours des candidats ayant échoué, comprend :

- le directeur de l'académie, président et, le cas échéant, le membre du personnel désigné pour l'épreuve d'admission au titre de président;
- trois membres du personnel enseignant de l'académie, siégeant au conseil de gestion pédagogique, désignés par le directeur.

Chacun à voix délibérative.

Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel de l'académie, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Dans les 5 jours ouvrables qui suivent l'expiration du délai d'introduction des recours, la commission examine les recours introduits. Si elle le juge nécessaire, elle reçoit le ou les candidats.

Cette commission peut invalider le résultat de l'épreuve.

Le directeur de l'académie est alors tenu d'organiser dans les quatre jours ouvrables une nouvelle épreuve ou partie d'épreuve suivant les modalités fixées par le présent règlement.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération de la commission. Ce procès-verbal est signé par le président, les autres membres de la commission et le secrétaire.

Le candidat ayant introduit un recours est informé de la décision de la commission par affichage aux valves de l'école, au plus tard le second jour ouvrable qui suit la délibération de la commission et par retrait d'une notification motivée contre accusé de réception.

TITRE V : RÈGLEMENT PARTICULIER DES ÉTUDES MENANT AU TITRE D'AGRÉGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SUPÉRIEUR (AESS)

ARTICLE 1 - ANNEE ACADEMIQUE

1. La formation (375 heures d'enseignement représentant 30 crédits) est organisée à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) en une seule année d'études. L'horaire des cours est précisé en début d'année académique, afin de répondre au mieux aux spécificités du public inscrit dans l'année académique concernée. Les cours et séminaires pourront ainsi être dispensés en semaine, selon les horaires affichés aux valves de l'école. Ils peuvent subir des modifications à tout moment de l'année académique. Les activités d'enseignement, à l'exception des sessions d'examens, sont réparties sur 30 semaines au moins.

2. Les activités d'enseignement commencent le 15 septembre.

3. Les activités d'enseignement sont suspendues pendant neuf semaines, à partir du 1er juillet.

4. Les autres périodes de vacances et congés sont définis par un calendrier publié aux valves de l'établissement en début d'année académique.

ARTICLE 2 - INSCRIPTION AUX ETUDES

1. L'étudiant, pour être régulièrement inscrit, doit être :

- soit titulaire d'un diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts;
- soit titulaire d'un diplôme de master en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts;
- soit être inscrit régulièrement en master au sein d'une école supérieure des arts délivrant le titre de master en arts plastiques, visuels et de l'espace.

2. L'inscription devient définitive après signature du document d'inscription et acquittement du minerval et/ou du droit d'inscription spécifique, et dès la remise de tous les documents relatifs à la régularité administrative des études, à savoir :

- une photocopie recto/verso d'un document d'identité belge ou étranger;
- un extrait d'acte de naissance original;
- pour les étudiants étrangers, une copie de la carte de séjour;
- deux photos d'identité;
- une copie du diplôme de licencié ou master en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts, ou à défaut une attestation d'inscription aux cours de master.

3. La date ultime d'inscription est fixée au 31 octobre.

Condition d'accès particulière aux études d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur :

Nul ne peut être admis aux études de master à finalité didactique ou menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS), s'il n'a fait preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française. (article 113 §1 du décret)

Une épreuve d'évaluation est organisée en début d'année académique et au plus tard le 31 octobre. Elle conditionne la régularité de l'inscription aux études d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur - AESS (article 9, TITRE I).

ARTICLE 3 - MONTANT DU DROIT D'INSCRIPTION

1. Le montant du droit d'inscription est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique considérée.
2. Un droit d'inscription spécifique pourra être exigé des étudiants qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ne sont pas ressortissants des états de l'Union européenne et dont les parents ou le tuteur légal non belges ne résident pas en Belgique. Ce montant est également communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES.
3. Au cas où l'entière du droit d'inscription n'est pas acquittée en début d'année académique, l'étudiant est inscrit sous réserve de versement du montant dû, la réserve étant levée à la date du paiement intégral du droit d'inscription, ce dernier devant être effectif pour le 1er décembre de l'année académique en cours.

L'étudiant dont la réserve n'est pas levée à la date voulue n'est plus inscrit à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Comme toute personne étrangère à l'école, il ne peut y suivre les cours ni participer aux évaluations et examens.

ARTICLE 4 - LE CONSEIL DES ETUDES

A l'initiative du conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), est constitué un conseil des études. Il est présidé par le directeur de l'école ou son suppléant. Ce conseil est composé des enseignants chargés des cours dans le cadre de l'agrégation et, s'il échet, d'enseignants de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) désignés par le conseil de gestion pédagogique. Ce conseil est chargé de veiller à la bonne marche de l'organisation des cours d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), dans le respect des règles dictées par le décret du 17 septembre 2003. Le conseil des études apportera une solution à tout problème relatif à l'organisation de ces études et, au besoin, dressera un rapport au conseil de gestion pédagogique de l'école.

ARTICLE 5 - LES STAGES

1. Les stages figurent à la grille horaire et feront l'objet d'une évaluation. Celle-ci s'opère selon le principe de l'évaluation continue. L'ensemble des stages fait l'objet d'une appréciation globale tenant compte de l'évolution des performances du candidat.
2. Des conventions de collaboration seront établies entre l'académie et les établissements accueillant les stagiaires.
3. Il sera établi un contrat entre le maître de stage (reprenant le rôle joué par celui-ci) et l'étudiant stagiaire (reprenant les obligations de ce dernier).
4. Un rapport d'évaluation rempli par l'enseignant et un rapport de stage obligatoire constitué par l'étudiant entreront en compte dans l'évaluation finale des stages. Pour les étudiants inscrits à l'agrégation et qui sont en fonction dans l'enseignement, les prestations effectuées dans le cadre de cette fonction peuvent être assimilées à des stages d'enseignement et à des stages d'activités scolaires pour autant qu'ils soient supervisés selon les modalités appliquées aux autres étudiants. Ces étudiants sont exemptés des stages d'observation.

ARTICLE 6 – CLAUSE PARTICULIERE AUX ETUDIANTS DU DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ARTISTIQUE

Le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) est lié au diplôme de master en 120 crédits de l'enseignement supérieur artistique du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace. Les étudiants inscrits en fin d'un cycle de master en 120 crédits (hors finalité didactique) peuvent s'inscrire simultanément aux études menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS). Toutefois, les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être proclamés avant d'avoir obtenu le grade académique de master nécessaire (article 113 §2 du décret).

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS GENERALES

Le règlement des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est d'application en toute matière non traitée dans le présent règlement.

TITRE VI : RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA BIBLIOTHÈQUE

La bibliothèque de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) peut être consultée par tous les étudiants de l'enseignement supérieur et les membres du personnel enseignant.

1. L'emprunt de matériel de tout support (livres, périodiques, appareil numérique,...) et l'accès à internet sont autorisés aux étudiants en règle de dossier administratif et ayant **acquitté les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants.**

Quand ces conditions sont réunies, la bibliothèque propose :

- la location du matériel numérique (appareil photo numérique, caméra,...);
- le prêt de livres et périodiques;
- l'accès à internet et impressions de documents;
- l'utilisation sur place du matériel informatique et de logiciels;
- la possibilité de visionner des documents audiovisuels;
- le prêt d'outillage à l'intérieur de l'établissement;
- la recherche de documentation;
- la suggestion de titres d'ouvrages ou autres pour le fonds de la bibliothèque.

2. **Toutefois, aucun livre ne pourra être emprunté avant le 1er octobre et après le 15 mai de l'année académique en cours (fin des cours théoriques).**

3. Le lecteur ne peut obtenir en prêt plus de **trois livres à la fois**. La durée du prêt est d'**une semaine** à dater du jour de l'emprunt. Suite à des retards réguliers et successifs, la bibliothèque se réserve le droit de suspendre le prêt de livres pendant la durée d'un mois.

4. Le lecteur est **responsable de la perte et des dégradations** du matériel emprunté. Dans ces cas, il remboursera le matériel au prix actualisé.

5. **La location du matériel numérique se limite à trois jours**. Exceptionnellement, la durée du prêt peut être prolongée sur avis des enseignants ainsi qu'en fonction de la nature des travaux (photographie de nuit, prise de son le week-end,...).

TITRE VII : ENSEIGNEMENT INCLUSIF

ARTICLE 1 - DE L'ETUDIANT BENEFICIANT D'UN ENSEIGNEMENT INCLUSIF

1. De l'introduction de la demande

Conformément au décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif, tout étudiant bénéficiaire, souhaitant un ou plusieurs aménagements de son cursus doit en faire la demande, par courrier électronique ou par courrier postal, au moyen du formulaire ad hoc disponible au secrétariat de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) ou sur son site internet (www.actournai.be). Sous peine d'irrecevabilité, la demande devra être introduite au moins un mois avant la date de la première évaluation de l'année académique visée; elle comprendra, notamment, les éléments suivants :

- soit la décision d'un organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap; soit un rapport circonstancié au niveau de l'autonomie de l'étudiant au sein de l'ESA établi par un spécialiste dans le domaine médical ou par une équipe pluridisciplinaire datant de moins d'un an au moment de la demande;

- les aménagements souhaités (aides techniques, aides humaines, majorations du temps, aménagement de l'examen écrit et oral, etc.);
- un avis de la médecine scolaire.

Dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de l'étudiant, le directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) notifie, par courrier électronique, sa décision sur les aménagements accordés, ces aménagements étant décidés après avis d'un service d'accompagnement pédagogique.

En cas de décision défavorable, l'étudiant peut introduire un recours, par courrier recommandé, auprès de la commission d'enseignement supérieur inclusif (rue Royale, 180 à 1000 Bruxelles) dans les 15 jours de la notification de la décision. Ladite commission statuera au plus tard le quinzième jour qui suit la réception du recours. Ce délai est suspendu pendant les congés scolaires.

2. Du plan d'accompagnement individualisé

En cas d'acceptation de la demande, le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) analyse les besoins matériels, pédagogiques, sociaux, culturels, médicaux et psychologiques de l'étudiant bénéficiaire, avec ce dernier mais aussi avec tout membre du personnel de l'ESA et toute autre personne ou institution compétente dans le domaine.

Ensuite, le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) établit, en concertation avec l'étudiant bénéficiaire, un plan d'accompagnement individualisé.

Le plan d'accompagnement individualisé est élaboré au plus tard dans les 3 mois qui suivent l'acceptation de la demande. Il est signé par tous les acteurs impliqués individuellement et est prévu pour une année académique, renouvelable pour chaque année du cursus de l'étudiant bénéficiaire. Complémentairement à ce plan d'accompagnement, une convention est établie entre le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) et l'étudiant bénéficiaire pour une année académique, renouvelable chaque année, à l'instar du plan d'accompagnement.

3. De la modification du plan d'accompagnement individualisé

Au cours de l'année académique, le plan d'accompagnement peut être modifié par courrier recommandé, de commun accord, à la demande du service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) ou de l'étudiant bénéficiaire.

A défaut d'accord, la Chambre de l'enseignement supérieur inclusif statue sur la demande de modification dans les 10 jours de sa saisine.

4. De la cessation du plan d'accompagnement individualisé

En cas de circonstances exceptionnelles, l'étudiant bénéficiaire et le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) peuvent, en cours d'année académique, mettre fin par courrier recommandé, de commun accord, au plan d'accompagnement individualisé.

Du recours interne

A défaut d'accord, l'étudiant bénéficiaire ou le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) peut introduire un recours auprès du directeur, dans les 7 jours ouvrables qui suivent la réception du courrier recommandé.

Le directeur statue dans les 15 jours de fonctionnement de l'ESA et notifie sa décision par courrier électronique ou à défaut, par courrier recommandé, à la partie requérante.

Une copie de ladite décision est transmise à l'autre partie, pour information.

Du recours externe

En cas de décision défavorable du directeur, un recours peut être introduit auprès de la commission d'enseignement supérieur inclusif selon les modalités fixées par le gouvernement.

ARTICLE 2 - REGLEMENT DES JURYS DES EXAMENS

Tout étudiant en situation de handicap, sollicitant un ou plusieurs aménagements portant uniquement sur les modalités d'organisation des examens, doit déposer un dossier auprès du directeur, un mois avant la date du premier examen.

Ce dossier comprend : un avis médical spécifiant le type de handicap et les difficultés engendrées, une demande précise des aménagements souhaités (aides techniques, aides humaines, majorations du temps, aménagement de l'examen écrit et oral).

Dans les 10 jours qui suivent la réception de la demande de l'étudiant, le directeur notifie par écrit sa décision sur les aménagements accordés à ce dernier, ces aménagements étant décidés après avis du service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS).

ARTICLE 3 - RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) s'engage à respecter la législation sur la protection de la vie privée en vigueur en Belgique : les traitements de données à caractère personnel relatifs à cette procédure sont soumis à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi qu'aux arrêtés royaux qui s'y rapportent.

Les textes légaux peuvent être consultés sur le site de la commission de la protection de la vie privée (<http://www.privacy.fgov.be/>).

SERVICES DIVERS :

- **Bourses et allocations d'études :**

Le secrétariat de l'école aide les étudiants désireux d'obtenir des renseignements utiles. Le cas échéant, le secrétariat peut aider l'étudiant à remplir les formulaires en ligne (voir www.allocations-etudes.cfwb.be).

- **Carte d'étudiant :**

La carte d'étudiant est validée à la bibliothèque de l'école après la mise en ordre du dossier administratif et le paiement des droits et frais d'inscription. La validité de la carte d'étudiant est limitée à une année académique.

- **Certificats :**

Les certificats destinés à l'obtention d'abonnements scolaires auprès des sociétés de transport en commun et toutes autres formes de certificats de fréquentation des études pour les mutuelles, l'Onem, etc. ne sont délivrés qu'aux étudiants régulièrement inscrits.

- **Service social :**

Conformément à l'article 6, TITRE I du présent règlement (voir fond social), des aides exceptionnelles peuvent être accordées à certains étudiants en difficulté qui en font la demande. Le secrétariat de l'école tient à disposition des étudiants, les dossiers nécessaires pour l'introduction de la demande d'aide auprès du service social.

- **Voyages d'étude :**

Tout acompte demandé à un étudiant dans le cadre de la participation à un voyage d'étude organisé par les enseignants de l'école ne sera pas remboursé en cas de désistement.

N'oubliez Pas !

Avant de quitter un local :

Fermer les portes et les fenêtres.

Éteindre les lumières.

Débrancher les appareils électriques.

Fermer les robinets.

Jeter vos déchets.

DISPOSITION TRANSITOIRE

ATTENTION :

Le présent règlement des études entrera en application progressivement et à partir de l'année académique 2014-2015.

Ce règlement concerne les étudiants inscrits à des études organisées selon le décret du 7 novembre 2013

Les études de premier cycle sont organisées selon les nouvelles dispositions progressivement durant trois années académiques dès l'année académique 2014-2015. Les études de deuxième cycle et les études complémentaires sont organisées selon les nouvelles dispositions au plus tard à partir de l'année académique 2017-2018.

Toutefois, les articles 139 à 141 s'appliquent immédiatement à toutes les évaluations finales organisées à partir de l'année académique 2014-2015 (fixant le seuil de réussite à 50%).

Article 172 du décret.

Les autres étudiants restent soumis à la législation antérieure.

Les règlements d'ordre intérieur (ROI) des différents conseils – conseil de gestion pédagogique, conseils d'option, conseil social, conseil des étudiants – font l'objet de publications distinctes remises aux membres élus.

La présente délibération sera transmise pour notification à l'autorité supérieure.

22. Site de Bongnie. Incorporation dans le domaine privé communal de la plaine de jeux et des annexes de la crèche «les Carabistouilles». Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le conseil communal du 27 juin 2016 a marqué son accord sur l'intégration dans le domaine public des voiries et espaces publics du site de Bongnie, y compris la plaine de jeux et les annexes de la crèche communale «Les carabistouilles»;

Considérant que des problèmes d'incivilité ont créé un certain désagrément sur la plaine de jeux de la crèche;

Considérant qu'afin de remédier à ce problème, il faudrait pouvoir contrôler l'accès de la plaine de jeux;

Considérant que, pour ce faire, il est nécessaire de remettre cette plaine de jeux et ses annexes dans le domaine privé de la Ville;

Considérant que cela ne change en rien la mobilité sur le site de Bongnie;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'extraire du domaine public la plaine de jeux et les annexes de la crèche communale "Les Carabistouilles" et de les transférer dans le domaine privé de la Ville selon le plan dressé par le géomètre communal le 15 novembre 2016.

23. Froyennes, rue des Déportés de Froyennes. Parc des Dominicaines. Convention de mise à disposition d'une partie de parcelle communale au profit de l'asbl Horizons Nouveaux. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Briec LAVALLEE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville est propriétaire de la parcelle sise à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, cadastrée ou l'ayant été 32ème division, section B, n°202 E, d'une contenance de 5ha 53a 28ca (parc des Dominicaines);

Considérant que le service environnement et le service espaces verts ont pour projet l'aménagement d'un jardin communautaire, en collaboration avec l'ASBL Horizons Nouveaux, sur une partie du parc communal dénommé "Parc des Dominicaines" actuellement en friche;

Considérant que, dans le cadre de ce projet, le collège communal en séance du 8 avril 2016, a décidé:

- d'autoriser l'ASBL Horizons Nouveaux à utiliser, au sein du parc des Dominicaines, l'espace d'environ 40 ares jouxtant le verger moyennant le respect de modalités suivantes:
 - à titre gratuit
 - à titre strictement précaire, la Ville pouvant mettre fin à l'autorisation :
 - à tout moment sans motif et sans indemnité moyennant un préavis d'un mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant
 - sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général
 - au cas où l'association ne respecterait pas les conditions de l'autorisation
 - uniquement en vue de l'aménagement d'un jardin "au naturel" (potager, pré fleuri) aux frais de l'association et moyennant obtention préalable par l'association de toutes les autorisations requises. En cas d'encadrement par l'ASBL Palette Nature, le coût incombera exclusivement à l'ASBL Les Horizons Nouveaux.
 - la Ville ne prend en charge que :
 - l'entretien des zones hors potagers (taille des arbres, fauchage, entretien des haies)
 - l'acquisition du matériel (bacs de compostage, plants, bacs à potager)
 - l'association utilise l'espace en bon père de famille et doit le maintenir à ses frais en bon état d'entretien et en parfait état de propreté (absence d'utilisation de produits phytopharmaceutiques, absence de taille drastique des arbres...)
 - en contrepartie de l'aménagement et de l'entretien, la totalité des produits des récoltes reviendra à l'association
 - l'association doit laisser en permanence le libre accès à l'espace :
 - à la Ville afin qu'elle puisse s'assurer du respect par l'association des conditions de l'autorisation
 - au public (pas de mise à disposition exclusive au profit de l'association)
 - des activités peuvent être organisées sur le site par des tiers (ateliers "land art", ateliers d'apprentissage du compostage organisés par IPALLE, itinéraires didactiques et thématiques avec organisation d'activités de découvertes tout public...)
 - l'autorisation est personnelle: l'association ne peut accorder aucun droit à des tiers portant sur l'espace
 - l'association utilise la surface sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.
 - la Ville n'est pas responsable :
 - en cas de vol au préjudice de l'association
 - des dommages causés aux plantations, aux aménagements... réalisés par l'association
 - des dommages subis par quiconque du fait de l'utilisation de l'espace

- l'association a l'obligation de souscrire une couverture assurance en responsabilité civile et d'en fournir la preuve à la première demande de la Ville
- l'association est tenue de garantir la Ville contre toute action en dommages qui trouverait son origine dans les activités d'aménagement et de maintenance qu'elle exerce en application de la présente autorisation
- l'association doit prendre toutes mesures utiles afin que l'utilisation de l'espace ne génère pas de trouble pour le voisinage
- de charger le service environnement et le service espaces verts de prévoir les crédits pour l'acquisition du matériel nécessaire à la réalisation du projet (bacs de compostage, plants, bacs à potager) et d'assurer le suivi de la collaboration entre la Ville et l'ASBL Horizons Nouveaux;

Considérant qu'en séance du 27 mai 2016, le collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur le projet de convention de mise à disposition au profit de l'ASBL Les Horizons Nouveaux portant sur l'espace jouxtant le verger situé dans le parc des Dominicaines à Froyennes reprenant les modalités reprises ci-dessus;

Considérant que ledit projet a été envoyé à ladite ASBL afin qu'elle communique son accord ou ses remarques éventuelles à ce sujet;

Considérant qu'au termes de sa correspondance du 25 juillet 2016, l'ASBL Horizons Nouveaux souhaite que l'administration communale lui apporte des précisions concernant sa responsabilité quant aux dégradations éventuelles occasionnées au bien mis à disposition si elles sont occasionnées par le public ou des tiers auxquels l'ASBL doit laisser en permanence libre accès;

Considérant qu'en sa séance du 30 septembre 2016, le collège communal a décidé de marquer son accord de principe sur la modification de l'article 8 « Responsabilités » (apparaissant en gras) du projet de mise à disposition au profit de l'ASBL Horizons Nouveaux portant sur l'espace jouxtant le verger situé dans le parc des Dominicaines à Froyennes rédigé comme suit : *« Pendant la période d'occupation, le bien mis à disposition de l'occupante est utilisé sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.*

*Elle sera rendue responsable des dégradations éventuelles occasionnées au bien mis à disposition **sauf si elle apporte la preuve que les dégradations sont imputables à des tiers** (1).*

L'occupante décharge la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque du fait de l'occupation ou en cas de dommages causés aux plantations, aux aménagements... réalisés par l'occupante.

La Ville décline toute responsabilité en cas de vol au préjudice de l'occupante.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du bien occupé, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait se produire soit dans le chef de l'occupante soit dans le chef de tiers.

L'occupante déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou de ses préposés dans le dommage ou accident serait directement engagée par suite d'une faute grave.

L'occupante est tenue de garantir la Ville contre toute action en dommages qui trouverait son origine dans les activités d'aménagement et de maintenance qu'elle exerce en application de la présente convention.»

(1) Ne sont pas considérées comme des tiers les personnes ayant un lien avec l'association (membres, personnel, résidents du home pour personnes handicapées, personnes auxquelles l'association fait visiter l'espace mis à disposition...);

Considérant enfin que le plan de mesurage levé et dressé par le géomètre communal le 18 octobre 2016 et fixant à 20 ares (au lieu de +/- 40ares) la superficie de la parcelle mise à disposition, a été approuvé par le collège communal en séance du 10 novembre 2016;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 janvier 2017 rendu conformément à l'article L1124-40,
§1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

de marquer son accord sur les termes du projet de convention de mise à disposition au profit de l'association sans but lucratif "Horizons Nouveaux" portant sur une partie de la parcelle communale située dans le parc dit "Parc des Dominicaines" sis à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, cadastré ou l'ayant été 32 ème division, section B, n°202 E afin de permettre la réalisation du projet "Parc au naturel" en collaboration avec les services communaux (superficie de 20 ares jouxtant le verger):

" CONVENTION DE MISE A DISPOSITION "

Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132-3 et L1123-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général, agissant en outre, en vertu d'une délibération du conseil communal du 30 janvier 2017,

Ci-après dénommée «la Ville»,

ET

L'association sans but lucratif Les Horizons Nouveaux dont le siège social est établi à 7503 Froyennes, rue des Déportés, 2, Ici représentée par Madame Annie DUMONT, présidente, et Monsieur Thierry LIETARD, secrétaire - trésorier, conformément aux statuts modifiés suite à une décision de l'assemblée générale du 18 novembre 2010 et publiés pour la dernière fois aux annexes au Moniteur belge le 15 juin 2011,

Ci-après dénommée «l'occupante»

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Suite au projet de partenariat entre la Ville et l'asbl Les Horizons Nouveaux, le collège communal, lors de sa séance du 8 avril 2016, a décidé d'autoriser ladite association à utiliser l'espace jouxtant le verger du parc des Dominicaines pour la mise en place d'un jardin au naturel.

L'objet de la présente convention est de définir les modalités contractuelles de la mise à disposition de ladite parcelle communale.

Article 1 : objet du contrat

Description du bien mis à disposition :

La Ville met à disposition de l'occupante le bien suivant : la parcelle communale cadastrée ou l'ayant été 32ème division, section B, n°202 E pie sise à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes d'une contenance cadastrale de 20 a 00 ca telle que reprise entre les points L1, L2, L3, L4, L5 et L1 au plan de mesurage levé et dressé par le géomètre communal, en date du 18 octobre 2016 et approuvé par le collège communal lors de sa séance du 10 novembre 2016.

Ce bien est parfaitement connu de l'occupante.
La Ville ne fournit pas le personnel nécessaire à la réalisation du projet.
Le bien n'est raccordé ni à l'eau ni à l'électricité.

Article 2 : destination du bien immobilier mis à disposition

Le bien immobilier est mis à disposition de l'occupante à l'usage exclusif de jardin et de potager.
Plus précisément, l'occupante aménagera, à ses frais, sur le terrain communal un potager et un pré fleuri.

Toute autre destination est proscrite.

Sont notamment strictement interdits :

- les fouilles, déplacements, enlèvements de terre de nature à modifier le niveau du sol ou à nuire à la stabilité des câbles et conduites qui sont ou seraient posés dans le terrain;
- de manière générale, tout ce qui pourrait nuire de quelque façon que ce soit aux câbles et canalisations qui sont ou seraient installés en sous-sol ainsi qu'à leur stabilité;
- toute construction et tout aménagement de nature durable (par exemple : macadam) quels qu'ils soient;
- l'accès et le stationnement de véhicules;
- toute activité commerciale ou publicitaire;
- toute activité susceptible de polluer le sol;
- toute activité nocturne;
- tout départ de feu;
- l'organisation de barbecue ou de festivités;
- la plantation d'arbres et arbustes à grand développement.

Pour tous les aménagements, l'occupante doit se conformer aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière et se munir des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes. Elle en fera de même pour tout autre aménagement futur qu'elle souhaiterait réaliser.
En cas d'encadrement par l'ASBL Palette Nature, le coût incombera exclusivement à l'occupante.

Article 3 : durée du contrat - résiliation

L'occupation est consentie à titre strictement précaire prenant cours à la date de signature de la convention.

Chacune des parties pourra mettre fin à la présente convention à tout moment, sans motif et sans indemnité, moyennant un préavis d'un mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois suivant.

En outre, la Ville pourra résilier la convention sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général.

L'occupante s'engage à libérer le bien à la première demande que la Ville fera dans les formes et délais précités et ce, sans réclamer une indemnité quelconque du fait de la mise en culture dudit bien (potager, pré fleuri) ou d'une amélioration apportée au bien.

Tout manquement de l'occupante à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention entraînera la résolution de la convention de plein droit et sans sommation, ce sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

A l'expiration du présent contrat pour quelque cause que ce soit, l'occupante devra restituer le bien dans son pristin état et libre de toute culture.

Article 4 : gratuité

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Article 5 : aménagement - entretien

L'occupante s'engage à aménager et à occuper le bien mis à sa disposition en bon père de famille et à le maintenir, à ses frais, en parfait état d'entretien et de propreté. Les déchets doivent être évacués. L'utilisation des produits phytopharmaceutiques, la plantation des plantes invasives et la taille drastique des arbres sont totalement interdites.

La liste des plantes invasives est disponible sur le site : <http://www.alterias.be/fr/liste-des-plantes-invasives-et-des-plantes-alternatives/les-plantes-invasives>.

Seules les méthodes alternatives seront acceptées, désherbage mécanique ou thermique.

La Ville se chargera de l'entretien des zones situées hors du potager (taille des arbres, fauchage, entretien des haies,...).

En contrepartie de l'aménagement et de l'entretien du bien mis à disposition, la totalité des produits des récoltes reviendra à l'occupante.

Article 6 : engagements de la Ville

A. Pour la Ville, les référents sont le conseiller en environnement et le responsable du service des espaces verts. Ces derniers se chargeront du suivi et de la bonne exécution de la présente convention. A cet effet, ils communiqueront tous les renseignements utiles à l'occupante.

B. La Ville s'engage à acquérir une partie du matériel nécessaire à la réalisation du projet, à savoir (uniquement) les plants, les bacs de compostage et les bacs à potager.

Article 7 : accès au bien

Le bien tel que décrit à l'article 1 de la présente convention n'est pas mis à la disposition exclusive de l'occupante.

L'occupante doit laisser en permanence le libre accès au bien :

- au public
- à la Ville afin qu'elle puisse s'assurer que l'occupante n'a pas outrepassé ou modifié les droits qui lui ont été accordés et de ce qu'elle s'acquitte correctement et pleinement des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.
- à des tiers pour l'organisation d'activités (ateliers «land art», ateliers d'apprentissage du compostage organisés par l'intercommunale de propreté publique (IPALLE), itinéraires didactiques et thématiques avec organisation d'activités de découverte tout public,...).

En outre, l'occupante autorise la Ville et tout autre organisme compétent à accéder en tout temps et pour cause d'utilité publique au bien mis à disposition (par exemple : entretien et réparation des câbles, conduites et canalisations).

Article 8 : responsabilité

Pendant la période d'occupation, le bien mis à disposition de l'occupante est utilisé sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

Elle serait rendue responsable des dégradations éventuelles occasionnées au bien mis à disposition, sauf si elle apporte la preuve que les dégradations sont imputables à des tiers [1].

L'occupante décharge la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque du fait de l'occupation ou en cas de dommages causés aux plantations, aux aménagements... réalisés par l'occupante.

La Ville décline toute responsabilité en cas de vol au préjudice de l'occupante.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du bien occupé, du chef de tout accident

ou de tout dommage qui pourrait se produire soit dans le chef de l'occupante soit dans le chef de tiers.

L'occupante déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou de ses préposés dans le dommage ou accident serait directement engagée par suite d'une faute grave.

L'occupante est tenue de garantir la Ville contre toute action en dommages qui trouverait son origine dans les activités d'aménagement et de maintenance qu'elle exerce en application de la présente convention.

Article 9 : assurances

L'occupante assurera sa responsabilité résultant de ce qui est prévu à l'article 7. Elle s'engage à justifier du paiement des primes à toute demande de la Ville.

Article 10 : incessibilité – caractère intuitu personae – résiliation de plein droit

L'occupante ne peut ni céder ses droits résultant de la présente convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur les espaces mis à disposition.

La convention présente un caractère «intuitu personae» dans le chef de l'occupante de sorte qu'elle prendra fin de plein droit en cas de dissolution de l'association.

La convention est également résiliée de plein droit :

- en cas de modification de l'objet social de l'association;
- au cas où l'association devrait être considérée comme inactive (parce qu'elle n'a pas respecté son obligation de déposer ses comptes annuels pour trois exercices sociaux consécutifs);
- sans sommation en cas de manquement de l'occupante à l'une des obligations qui résultent pour elle des dispositions de celle-ci, sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

Article 11 : droits des voisins

L'occupante veillera particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin que l'occupation ne génère pas de trouble pour le voisinage.

Article 12 : droit d'enregistrement

Les droits d'enregistrement et autres éventuels frais résultant de la présente convention sont à charge de l'occupante.

Article 13 : litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – division Tournai.

[1] Ne sont pas considérées comme des tiers les personnes ayant un lien avec l'association (membres, personnel, résidents du home pour personnes handicapées, personnes auxquelles l'association fait visiter l'espace mis à disposition...).".

24. Tournai, rue Saint-Piat. Convention de mise à disposition d'un terrain (propriété du Centre public d'action sociale de Tournai) au profit de la Ville. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la démolition du bâtiment où étaient installés les bains/douches publics;
Considérant la décision du 19 août 2016 du collège communal de solliciter le Centre public d'action sociale de Tournai pour l'occupation provisoire du terrain sis à Tournai, rue Saint-Piat, dit «Fondation des bons bourgeois», afin d'y installer des conteneurs sanitaires, installations transitoires et ce, durant la période des travaux de démolition et de reconstruction de bains/douches publics;
Considérant qu'en séance du 28 octobre 2016, le collège communal a marqué son accord, sous réserve de la décision du conseil communal, sur le projet de convention portant sur la mise à disposition précitée;

Considérant que les modalités principales de cette occupation sont :

- à titre gratuit
- à durée indéterminée
- chacune des parties pourra mettre fin unilatéralement à la convention et sans avoir à justifier de motif quelconque, moyennant un préavis de trois mois donné par lettre recommandée à la poste
- destination : installation de conteneurs sanitaires pour l'implantation provisoire des bains douches
- résiliation de plein droit dès que les bains/douches publics seront reconstruits et opérationnels
- mise à disposition depuis le 29 août 2016
- travaux à charge de la Ville
- remise en pristin état du terrain par la Ville à l'expiration de la convention;

Considérant qu'en séance du 22 décembre 2016, le conseil de l'action sociale a marqué son accord sur ledit projet;

Considérant l'extrait du plan cadastral et la matrice;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 janvier 2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention entre la Ville et le Centre public d'action sociale, relatif à la mise à disposition d'un terrain sis à Tournai, rue Saint-Piat, afin d'y installer des conteneurs sanitaires, installations transitoires et ce, durant la période des travaux de démolition et de reconstruction de bains/douches publics:

Entre d'une part,

Le CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE TOURNAI, en abrégé «CPAS»,

Ici, représenté par Monsieur Luc LEROY, directeur général et Madame Rita LECLERCQ-DESENCLOS, présidente,

Agissant en outre, en vertu d'une délibération du conseil de l'action sociale du 22 décembre 2016, dont un extrait conforme demeurera annexé aux présentes,

Dénommé ci-après "le CPAS" ou "propriétaire",

Et d'autre part,

La Ville de Tournai,

Ici représentée, conformément aux articles L1132-3 et L1123-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

1) Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale

2) Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général,

Agissant en outre, en vertu d'une délibération du conseil communal du 30 janvier 2017 et dont un extrait conforme demeurera annexé aux présentes,

Dénommée ci-après "la Ville",

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1. OBJET

Le CPAS déclare mettre à disposition de la Ville de Tournai qui accepte, le terrain lui appartenant sis à Tournai, rue Saint-Piat, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section H, n°323 P, d'une contenance de 5a 34ca tel que repris au plan qui demeurera annexé aux présentes.

ARTICLE 2. DURÉE

La mise à disposition a pris cours le 29 août 2016.

Elle est consentie pour une durée indéterminée, chacune des parties pouvant y mettre fin unilatéralement et sans avoir à justifier de motif quelconque, moyennant un préavis de trois mois donné par lettre recommandée à la poste prenant cours le premier jour du mois suivant l'envoi de la lettre recommandée.

ARTICLE 3. DESTINATION

La Ville ne pourra se servir du bien que dans le cadre de l'installation de containers-sanitaires pour l'implantation provisoire des bains/douches publics. Le terrain ne pourra être utilisé à d'autres fins.

ARTICLE 4. GRATUITE

La mise à disposition est absolument gratuite.

ARTICLE 5. FRAIS ÉNERGÉTIQUES

La Ville prend à sa charge le coût des abonnements aux distributions d'eau, gaz, électricité, téléphone, chauffage,..., ainsi que tous les frais y relatifs, tels que la location des compteurs et le coût des consommations.

ARTICLE 6. CESSION - SOUS-LOCATION

La Ville ne pourra céder en tout ou en partie les droits résultant de la présente convention, ni octroyer aucun droit à des tiers portant sur le bien mis à disposition.

ARTICLE 7. TRAVAUX D'AMENAGEMENT – CONDITIONS PARTICULIÈRES

Le propriétaire a autorisé la Ville à effectuer les travaux nécessaires à l'installation de containers-sanitaires pour l'implantation provisoire des bains/douches publics (débroussaillage, terrassement, apport d'un stabilisé et installation d'un coffret d'alimentation électrique triphasé de chantier, ouverture d'un compteur d'alimentation en eau de distribution, raccordement en eau, en électricité et au réseau d'égouttage...).

Ces frais sont à la charge exclusive de la Ville et ne donneront lieu à aucune indemnité en cas de rupture.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'oblige de son côté, à peine de tous dommages et intérêts, s'il y a lieu :

- a) à veiller en bon père de famille à la garde, l'entretien et la conservation du bien mis à disposition;
- b) à ne s'en servir que pour l'usage déterminé par la présente convention;
- c) à rendre le bien au propriétaire à la première demande que celui-ci lui en fera dans les formes et les délais fixés à l'article 2 ci-dessus.

La Ville sera tenue de jouir des lieux loués "en bon père de famille".

La Ville sera tenue d'effectuer à ses frais toutes les réparations qui seraient rendues nécessaires pour l'usage du bien ou sa conservation.

La Ville s'engage à remettre les lieux dans leur pristin état à l'expiration de la convention (enlèvement des containers-sanitaires et remise en état du bien à ses frais exclusifs et ce, dans un délai d'un mois après la rupture de la convention).

ARTICLE 9. ASSURANCE

La Ville déclare qu'elle a souscrit auprès de la compagnie d'assurances Ethias :

- une police «responsabilité civile générale» couvrant, selon les conditions prévues au contrat, les dommages causés à des tiers du fait de ses activités
- une police d'assurance couvrant les containers-sanitaires contre l'incendie et les périls connexes.

Elle s'engage à fournir, à toute demande du propriétaire, les justificatifs y afférents.

ARTICLE 10. FRAIS

Tous les frais (dont l'enregistrement), droits et honoraires des présentes sont à charge de la Ville.

ARTICLE 11. LITIGES

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut, division de Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation du présent contrat.

Fait à TOURNAI, en trois exemplaires, le

25. Gaurain-Ramecroix, rue Joncquerelle, 19. Ancien bâtiment scolaire. Vente de gré à gré sur base d'appel d'offres. Modalités de vente et projet d'acte authentique. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville est propriétaire du bien sis à Gaurain-Ramecroix, rue Joncquerelle, 19, cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C, n°155G (d'une contenance de 4a 40ca) correspondant à l'ancien bâtiment scolaire avec le terrain le jouxtant cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C, n°155 F2 (d'une contenance de 4a 77ca);

Considérant qu'en date du 5 septembre 2014, le collège communal a décidé de solliciter l'estimation du bâtiment;

Considérant que, suite à la lettre de demande adressée à l'administration de l'enregistrement le 22 septembre 2014 (et rappel le 4 décembre 2014), la Ville a été informée le 28 janvier 2015 que les estimations pour compte de tiers ne font désormais plus partie de ses compétences depuis la mise en place de nouvelles structures au sein de l'enregistrement au 1er janvier 2015;

Considérant la décision du collège communal du 13 février 2015 de solliciter l'estimation des biens précités auprès de Maître BOUQUELLE, notaire de résidence à Tournai et que, dès lors, celui-ci a été chargé du suivi du dossier;

Considérant le rapport d'expertise dressé le 24 août 2015 par Maître BOUQUELLE fixant de 130.000,00€ à 140.000,00€ la valeur des biens en question;

Considérant qu'en séance du 18 septembre 2015, le collège communal a décidé la mise en vente de gré à gré sur base d'appel d'offres des biens et a fixé à 140.000,00€ le montant du prix minimum et à 5.000,00€ le montant des surenchères;

Considérant que Monsieur l'Echevin Armand BOITE a été désigné, par décision du 25 septembre 2015, pour la clôture de l'enquête de commodo et incommodo qui s'est tenue du 1er octobre 2015 au 16 octobre 2015;

Considérant que celle-ci n'a donné lieu à aucune observation;

Considérant les quatre pièces de l'enquête:

- l'avis d'enquête;
- le procès-verbal d'ouverture;
- le procès-verbal de clôture;
- le certificat de publication;

Considérant le projet d'acte authentique de vente transmis par courriel le 2 février 2016 par l'étude de Maître BOUQUELLE, qui a envoyé également par courriel les modalités de vente le 6 avril 2016;

Considérant la dernière version émanant de l'étude précitée, en date du 4 août 2016, incluant les modifications sollicitées par le service patrimoine;

Considérant qu'en séance du 9 septembre 2016, le collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur les termes du projet d'acte authentique et les modalités de vente;

Considérant qu'en même séance, il a été décidé :

- de solliciter la réactualisation du rapport d'expertise portant sur ces biens auprès de l'étude de Maître BOUQUELLE et ce, afin d'être conforme à la circulaire du 23 février 2016 relative aux opérations immobilières des pouvoirs locaux, selon laquelle l'estimation d'un bien doit dater de moins d'un an;
- de prévoir :
 - à l'article 104/123-48 du budget ordinaire 2016 "Autres frais administratifs divers" la somme estimée de 1.000,00€ correspondant aux frais de publicité et d'affichage relatifs à la mise en vente desdits biens. Crédit initial : 14.000,00€ - solde avant imputation : 13.558,65€;
 - à l'article 104/122-48 du budget ordinaire 2016 "Indemnités pour autres prestations" la somme estimée à 6.000,00€ correspondant aux frais de négociation dus à Maître BOUQUELLE. Cette somme sera exigible à la signature de l'acte authentique. Crédit initial : 28.000,00€ - solde avant imputation : 28.000,00€;

Considérant la réactualisation du rapport d'expertise en date du 28 octobre 2016 fixant la valeur des biens concernés entre 120.000,00€ et 130.000,00€;

Considérant la décision du collège communal du 2 décembre 2016 de modifier le prix de vente minimum, à savoir de le fixer à 120.000,00€ en lieu et place de 140.000,00€ initialement prévus;

Considérant que les fonds à provenir de cette vente seront affectés à l'article 722/762-52 du budget extraordinaire 2017;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

1. de procéder à la vente de gré à gré sur base d'appel d'offres du bien sis à Gaurain-Ramecroix, rue Joncquerelle, 19, cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C, n°155G (d'une contenance de 4a 40ca) correspondant à l'ancien bâtiment scolaire avec le terrain le jouxtant cadastré ou l'ayant été 16ème division, section C, n°155 F2 (d'une contenance de 4a 77ca) et ce, moyennant le prix minimum de 120.000,00€ hors frais à l'intervention de Maître BOUQUELLE;

2. de marquer son accord sur les modalités de mise en vente de gré à gré suivantes :

Objet de la vente

TOURNAI – 16ème Division – GAURAIN-RAMECROIX

a) Un immeuble situé rue Joncquerelle, 19, cadastré en nature de bâtiments scolaires, section C, numéro 0155G P0000, pour une contenance de quatre ares quarante centiares. (revenu cadastral : 562,00€)

b) Une parcelle de terrain située à l'arrière de l'immeuble sous a), cadastrée en nature de plaine de jeux, section C, numéro 0155F2 P0000, pour une contenance de quatre ares septante-sept centiares. (RC : 3,00€)

Situation urbanistique

Ce bien est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en «zone d'habitat» sur 50 mètres à front de voirie, le reste en «zone d'espace vert».

Il est situé aux termes du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) approuvé par arrêté du gouvernement wallon du 10 novembre 2005, en zone d'assainissement collectif, égout existant.

Il n'est pas situé dans le périmètre d'un lotissement non périmé.

Il n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme de moins de deux ans, ni d'un permis de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1983, à tout le moins au nom du propriétaire actuel.

Il est à noter qu'un permis unique a été octroyé à la Société «compagnie des ciments belges (CCB)» pour exploiter la carrière de Barry et ses installations. Celle-ci se situe à proximité du bien en question.

Le gouvernement wallon a approuvé une cartographie pour les sous-bassins hydrographiques de la Wallonie des aléas d'inondation par débordement «naturel» de cours d'eau ou par ruissellement «naturel» des eaux de pluie (axes d'écoulement préférentiel) : pour le susdit bien, il y a été défini un axe d'aléa élevé d'inondation par ruissellement.

Mise à prix

CENT VINGT MILLE EUROS (120.000,00€).

Enchères

Minimum par tranches de cinq mille euros (5.000,00€).

Publicité – Honoraires de négociation

A. Suite à la mise en vente du bien par l'étude, la «Ville de Tournai» paiera :

- Entrevues avec le vendeur, visite des lieux, photographie, préparation du dossier, examen du titre de propriété et description du bien avec ses charges et servitudes éventuelles, rédaction des annonces : septante-cinq euros (75,00€), à majorer de la TVA à 21%.

- Inscription de ce bien dans le réseau informatique de la compagnie des notaires du Hainaut : quarante euros (40,00€), à majorer de la TVA à 21%.
- Coût des annonces dans les journaux d'un montant approximatif de six cents euros (600,00€) en fonction des factures envoyées par les journaux et toutes-boîtes.

La Ville de Tournai précise que la publicité portant sur la vente de l'immeuble est faite :

- par des affiches de vente de gré à gré apposées sur le bien
- par une photo et un descriptif apposés sur un panneau à l'intérieur de l'étude.
- par voie d'insertions dans les journaux et toutes-boîtes ci-après :
 - la gazette notariale du Proximag
 - le Courrier de l'Escaut
 - le cahier notarial

B. Par ailleurs, en rémunération de la conclusion de la vente dudit bien, il sera dû par la «Ville de Tournai», au notaire, un salaire de négociation s'élevant à 2% du prix de la vente, majoré de la TVA à 21%.

Ce salaire et ce remboursement seront payables au plus tard le jour de la passation de l'acte notarié de vente dudit bien, date à laquelle le contrat sera parfait.

Modalités concernant les offres

Les candidats acquéreurs signent une offre irrévocable d'achat valable 4 semaines.

L'offre est directement soumise à l'examen du collège communal. Le cas échéant le collège communal accepte l'offre sous réserve d'une offre supérieure notifiée dans un délai de deux semaines à compter de la décision du collège. Les candidats acquéreurs sont informés par lettre recommandée envoyée par l'étude conformément à la décision du collège communal. La lettre recommandée peut être remplacée par lettre simple moyennant accusé de réception.

En cas de notification d'une offre supérieure, le candidat, qui a fait une offre, sera informé par le notaire et disposera, à compter de cette information d'un délai de 8 jours calendrier pour déposer une nouvelle offre. A défaut de l'avoir fait dans ledit délai il devra être considéré comme ayant renoncé à son acquisition. S'il fait une offre supérieure, l'autre candidat acquéreur sera informé et disposera à son tour de la possibilité de déposer une nouvelle offre supérieure dans les conditions ci-dessus définies.

Dès que la vente est définitive :

- un acompte de 10% est versé dans les 8 jours sur l'un des comptes de l'étude.
- pas de compromis, la vente étant parfaite par l'acceptation de l'offre par le collège communal.
- l'acte authentique est signé dans les 4 mois de l'acceptation de l'offre par le collège communal, tous frais à charge de l'acquéreur.

Les honoraires de négociation de 2% du prix de vente qui sera obtenu, sont pris en charge par la «Ville de Tournai», outre le remboursement des frais de publicité.

Responsabilité civile

1) En aucun cas, le notaire ne pourra être considéré comme gardien dudit bien, la «Ville de Tournai» demeurant seule responsable de cet immeuble, notamment en cas de vol, de gel ou d'incendie.

2) La «Ville de Tournai» autorise le notaire à remettre ces clés à tout amateur qui se présenterait en son étude et elle décharge expressément le notaire de toute responsabilité en cas de vol, dégradation ou incendie qui résulterait de ces visites.

3. de marquer son accord sur les termes de l'acte authentique suivants :

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT,

Le

Par-devant nous, maître Olivette MIKOLAJCZAK, notaire associé, membre de la société civile sous forme de société privée à responsabilité limitée «BOUQUELLE & MIKOLAJCZAK, notaires associés», à la résidence de Tournai.

A COMPARU :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0207.354.920,

Ici représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et par Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général, en vertu des articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, agissant en exécution de la délibération du conseil communal datée du 30 janvier 2017, dont un extrait restera ci-annexé.

Ladite délibération a été notifiée à l'autorité de tutelle, laquelle n'a pas émis d'objection à la présente vente, le délai imparti ayant été écoulé,

Ci-après dénommée «LE VENDEUR»,

Laquelle comparante a, par les présentes, déclaré vendre sous toutes les garanties ordinaires de fait et de droit et notamment pour quitte et libre de toutes dettes et charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques, ainsi que de toutes inscriptions et transcriptions,

Au profit de

Ci-après dénommé(s) «L'ACQUEREUR»,

Ici présent(s), comparaissant et déclarant accepter,

Le bien dont suit la désignation :

TOURNAI – 16ème Division – GAURAIN-RAMECROIX

a) Un immeuble situé rue Joncquerelle, 19, cadastré en nature de bâtiments scolaires, section C, numéro 0155G P0000, pour une contenance de quatre ares quarante centiares. (RC : 562,00€)

b) Une parcelle de terrain située à l'arrière de l'immeuble sous a), cadastrée en nature de plaine de jeux, section C, numéro 0155F2 P0000, pour une contenance de quatre ares septante-sept centiares. (RC : 3,00€)

ORIGINE DE PROPRIETE

a) L'immeuble de la rue Joncquerelle, 19, appartient à la VILLE DE TOURNAI depuis des temps immémoriaux.

b) La parcelle de terrain située à l'arrière, cadastrée d'après titre section C, numéro 155C2, pour la même contenance, appartient à la VILLE DE TOURNAI pour l'avoir acquise de 1) Madame Françoise BRAQUENIER, veuve de Monsieur Carl CARRIERE, à Gaurain-Ramecroix, 2) Monsieur Jean-Claude CARRIERE, époux de Madame Martine Drumont, à Havinnes, et 3) Monsieur Guy François Dominique Nicolas Ghislain CARRIERE, célibataire, à Havinnes, aux termes d'un acte reçu par les notaires Gaëtan Quenon, à Templeuve, et Paul-Emile Genin, à Tournai, le dix-neuf octobre deux mille dix, transcrit au Bureau des Hypothèques à Tournai sous la référence 42-T-25.10.2010-16360.

Madame Françoise BRAQUENIER, Monsieur Jean-Claude CARRIERE et Monsieur Guy CARRIERE en étaient propriétaires pour l'avoir recueillie, sous plus grande contenance, dans la succession de Mademoiselle Jeanne BRAQUENIER, décédée le vingt et un août deux mille six, en vertu de son testament olographe en date du deux août deux mille six, déposé au rang des minutes du notaire Defévrinmont, à Péruwelz, le sept septembre deux mille six.

Mademoiselle Jeanne BRAQUENIER en était propriétaire depuis plus de trente ans.

CONDITIONS

La présente vente est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

1. Etat du bien – Contenance

Le bien est vendu tel qu'il se trouve et s'étend dans son état à ce jour, bien connu de l'acquéreur, qui déclare l'avoir visité et avoir pris et reçu toute information quant à sa situation, son état et son affectation sans garantie de l'état du bâtiment ni de la contenance ci-dessus indiquée, toute différence en plus ou en moins entre la superficie indiquée et la superficie réelle, excédât-elle un vingtième, devant faire son profit ou sa perte.

Le vendeur n'est pas responsable des défauts et vices qui sont apparents et que l'acquéreur a pu lui-même constater.

L'acquéreur sera sans recours contre le vendeur pour raison de vices cachés, mais uniquement dans la mesure où le vendeur ne les connaissait pas. Sans que cette affirmation puisse entraîner un quelconque recours de la part de l'acquéreur envers le vendeur compte tenu de l'ancienneté éventuelle du bâtiment et de l'absence de connaissances techniques du vendeur en ces domaines, le vendeur déclare ne pas avoir connaissance de l'existence de vices cachés.

2. Servitudes – Conditions spéciales

L'acquéreur prendra le bien qui lui est vendu avec ses mitoyennetés et avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, qui peuvent y être attachées, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, comme il avisera, à ses frais, risques et périls, sans recours contre le vendeur, et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits, soit en vertu de la loi. A cet égard, le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu, qu'à sa connaissance il n'en existe pas.

3. Propriété – Jouissance

L'acquéreur aura dès ce jour la propriété du bien vendu de même que la jouissance par la prise de possession effective, le bien étant vendu libre d'occupation ainsi que le déclare le vendeur.

4. Impôts

L'acquéreur supportera à partir d'aujourd'hui et proportionnellement pour l'exercice en cours, toutes taxes, contributions et impositions quelconques mises ou à mettre sur le bien vendu.

L'acquéreur rembourse présentement au vendeur le prorata du précompte immobilier pour l'année en cours, soit euros (..... euros); dont quittance.

Le vendeur déclare qu'aucune taxe de recouvrement ne reste due.

5. Assurances

L'acquéreur fera à compter de ce jour son affaire personnelle de l'assurance incendie relative au bien vendu, sans intervention du vendeur à cet égard.

6. Eau-Gaz-Electricité

L'acquéreur sera subrogé dans les droits et obligations du vendeur quant aux abonnements aux eaux, au gaz, à l'électricité, résultant des contrats qui auraient été faits à cet égard.

Ne sont pas compris dans la vente : les compteurs, conduites, canalisations, appareils et autres installations généralement quelconques placés dans le bien vendu par les administrations publiques ou privées quelconques, à titre de location.

Règlement de fourniture d'eau

Les parties reconnaissent expressément que le notaire instrumentant a attiré leur attention sur le règlement de fourniture d'eau, imposé par la société wallonne des eaux, qui stipule qu'en cas de mutation de propriété de l'immeuble raccordé, les parties sont tenues de le signaler dans les huit jours calendrier suivant la date de l'acte notarié.

A défaut d'avoir fait relever l'index du compteur par un agent du distributeur ou de l'avoir relevé contradictoirement eux-mêmes, le vendeur et l'acquéreur seront solidairement et indivisiblement tenus du paiement des sommes dues depuis le dernier relevé d'index ayant donné lieu à facturation.

7. Réservoir à mazout

Le notaire instrumentant a attiré l'attention des parties sur la réglementation applicable en Région wallonne à tout immeuble contenant un réservoir à mazout d'une contenance de trois mille litres ou plus.

Dans ce cas :

- tout réservoir doit être équipé depuis le premier janvier deux mille cinq d'un système antidébordement;
- un réservoir aérien doit subir un contrôle visuel effectué par un technicien agréé par la Région wallonne;
- un réservoir enfoui ou non accessible doit avoir fait l'objet d'un test d'étanchéité au plus tard le premier janvier deux mille cinq, sauf si le réservoir est placé depuis moins de dix ans, auquel cas il doit subir un contrôle au plus tard dix ans après sa mise en service. Lors du contrôle aérien ou du test d'étanchéité d'un réservoir enfoui ou non accessible, une plaquette de contrôle verte est scellée au réservoir et une attestation de conformité est délivrée.

Le vendeur déclare qu'il y a dans le bien vendu un réservoir à mazout aérien de deux mille cinq cents litres (2.500L).

8. Contrôle des chaudières

L'acquéreur déclare avoir connaissance de l'arrêté du gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique. Il déclare avoir reçu toutes informations utiles à ce sujet.

Cet arrêté impose :

- une réception par un technicien agréé avant la première mise en service d'une nouvelle installation de chauffage (depuis le 29 mai 2009);
- un contrôle périodique de l'installation de chauffage dont la fréquence varie selon le type de combustible utilisé (article 10, 4°, et article 13, §1) :
 - * combustibles solides (pellet, bois, charbon) : tous les ans;
 - * combustibles liquides (mazout) : tous les ans;
 - * combustibles gazeux (gaz naturel) :
 - . tous les trois ans lorsque la puissance utile est inférieure ou égale à 100 kw;
 - . tous les deux ans lorsque la puissance utile est supérieure à 100 kw.

Le contrôle est indépendant de l'entretien de la chaudière. Il doit avoir lieu dans les trois mois de la date d'anniversaire de la première mise en service de la chaudière et/ou du brûleur.

Une installation non conforme doit être mise en conformité endéans les cinq mois et, pour autant qu'elle desserve une habitation et qu'il n'y ait pas de danger pour les occupants, ne peut être maintenue en fonction que durant une période maximale de trois mois, entre septembre et avril.

Les chaudières fonctionnant au gaz doivent être contrôlées pour la première fois au plus tard pour le 29 mai 2013 (article 65).

L'acquéreur fera son affaire personnelle de ladite législation.

9. Détecteur d'incendie

L'acquéreur déclare avoir été informé par le notaire instrumentant des dispositions de l'arrêté du gouvernement wallon du vingt et un octobre deux mille quatre imposant l'installation de détecteur de fumée dans tout logement individuel ou collectif existant ou à construire à y placer à compter du premier juillet deux mille six pour tout logement existant.

10. Installation électrique

Le bien vendu étant une école et non pas une unité d'habitation, la législation en matière de contrôle d'installation électrique n'est pas d'application.

11. Certificat de performance énergétique

Le bien vendu étant une école et non pas une unité d'habitation, la législation en matière d'établissement d'un certificat de performance énergétique n'est pas d'application.

12. Assurance contre les catastrophes naturelles – Aléa d'inondation par débordements de cours d'eau

L'attention de l'acquéreur a été attirée sur le contenu de l'article 129 § 4 de la loi du quatre avril deux mille quatorze sur le contrat d'assurance terrestre.

Les parties reconnaissent avoir pu consulter la cartographie des zones inondables sur le site :

<http://geoapps.wallonie.be/inondations/#CTX=alea#BBOX>.

Le vendeur a attiré l'attention de l'acquéreur sur le fait que, pour le susdit bien, il y a été défini un axe d'aléa élevé d'inondation par ruissellement.

DECLARATIONS URBANISTIQUES

L'acquéreur reconnaît que son attention a été attirée sur les dispositions du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP) et avoir été plus particulièrement informé que, conformément à l'article 84 §1er, 6°, dudit code, la création d'un nouveau logement dans une construction existante, nécessite l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme.

STATUT ADMINISTRATIF

I. Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du CWATUP

A. Information circonstanciée :

- le bien en cause est situé dans le schéma de développement de l'espace régional.
- il est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1981, en «zone d'habitat» sur 50m à front de voirie, le reste en «zone d'espace vert», laquelle est régie par les articles 26 et 37 du nouveau code wallon.
- il est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le conseil communal du 28 avril 2008 avec, sur la carte de structure spatiale, une affectation de «zone résidentielle villageoise en zone d'habitat» et de «zone d'espaces verts».
- il est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude tout étant qu'à ce jour les dispositions du règlement général de police sur les bâtisses du 15 mai 1946 sont maintenues (cfr. article 244 du règlement général de police du 1er juillet 2002), uniquement pour l'ancien territoire de la Ville de Tournai dès lors que ce règlement a été adopté bien avant les fusions.
- il est situé aux termes du PASH approuvé par arrêté du gouvernement wallon du 10 novembre 2005, en zone d'assainissement collectif, égout existant.
- il n'est pas situé dans le périmètre d'un lotissement non périmé.
- il n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme de moins de deux ans, ni d'un permis de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1983, à tout le moins au nom du propriétaire actuel.
- il est à noter qu'un permis unique a été octroyé à la société «CCB» pour exploiter la carrière de Barry et ses installations. Celle-ci se situe à proximité du bien en question.
- en ce qui concerne l'accès du bien à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante : ces renseignements ne seront fournis qu'après consultation des impétrants et des services «Voirie» sur base d'un dossier de certificat d'urbanisme n°

2.

- le gouvernement wallon a approuvé une cartographie pour les sous-bassins hydrographiques de la Wallonie des aléas d'inondation par débordement «naturel» de cours d'eau ou par ruissellement «naturel» des eaux de pluie (axes d'écoulement préférentiel) : pour le susdit bien, il y a été défini un axe d'aléa élevé d'inondation par ruissellement.

- il est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme modérée sur la carte géologique établie en janvier 2004 par la faculté polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne.

2. Le notaire instrumentant réitère cette information au vu de la lettre reçue de l'administration communale de Tournai et datée du quinze janvier deux mille seize, après l'envoi de la demande de renseignements notariaux adressée par ses soins le deux décembre deux mille quinze.

L'acquéreur reconnaît avoir reçu, antérieurement à ce jour, une copie de cette lettre du quinze janvier deux mille seize, relatant les renseignements urbanistiques en ce compris les renseignements repris dans un certificat d'urbanisme numéro 1.

B. Absence d'engagement :

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1, et le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa 1, du susdit code wallon. Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, et que l'ensemble des actes, travaux et constructions réalisés ou maintenus à son initiative est conforme aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

C. Information générale :

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1, et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa 1, ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

II. Mentions prévues par le règlement général sur la protection de l'environnement

Le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement, anciennement permis d'exploiter, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du règlement général sur la protection de l'environnement.

III. Le vendeur déclare que le bien vendu n'est :

- ni classé, ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année;
- ni inscrit sur la liste de sauvegarde;
- ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- ni situé dans une zone de protection ou dans un site archéologique, tels qu'ils sont définis dans le code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

IV. Il déclare par ailleurs n'avoir pas connaissance que le bien vendu :

- soit soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants du code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et du patrimoine et de l'énergie;
- ait fait ou fasse l'objet d'un arrêté d'expropriation;
- soit concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- soit repris dans le périmètre d'un remembrement légal.

CODE WALLON DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT DURABLE

L'acquéreur reconnaît que le notaire a attiré son attention sur les dispositions du code wallon du

logement et de l'habitat durable, institué par le décret du vingt-neuf octobre mil neuf cent nonante-huit et en particulier :

- Sur l'exigence d'un permis de location, régie aux articles 9 à 13bis, à obtenir auprès du collège communal, pour les catégories de logement suivantes :

1) les logements collectifs dont au moins une pièce d'habitation ou un local sanitaire est utilisé par plusieurs ménages;

2) les petits logements individuels dont la superficie habitable ne dépasse pas vingt-huit mètres carrés (28 m²);

Dans ces deux cas, pour peu qu'ils soient loués ou mis en location à titre de résidence principale.

3) les logements collectifs et les petits logements individuels loués ou mis en location et dont la vocation principale est l'hébergement d'étudiants.

Toutefois, les dispositions, qui précèdent, ne s'appliquent pas aux logements situés dans le bâtiment où le bailleur a établi sa résidence principale et qui sont loués ou mis en location à deux ménages au plus, pour autant que le nombre total d'occupants des biens loués ne dépasse pas quatre personnes.

- Sur les sanctions applicables en cas de manquement à ces dispositions et notamment, la faculté concédée à l'autorité d'interdire l'accès ou l'occupation des logements concernés.

ETAT DES SOLS - ASSAINISSEMENT DU SOL EN REGION WALLONNE

Décret wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets

L'attention des parties a été attirée sur le fait que la présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution, peut être constitutive de déchets. A ce titre, le détenteur de déchets est tenu d'un ensemble d'obligations allant d'une obligation de gestion à une obligation d'assainissement, voire de réhabilitation.

Décret wallon du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, publié aux annexes du Moniteur belge du 18 février 2009, (les annexes audit décret ayant été publiées au Moniteur belge du 6 mars 2009), entré en vigueur le 6 juin 2009 (à l'exception de l'article 21 dont la date d'entrée en vigueur sera fixée par un arrêté d'exécution).

En l'état du droit :

* En vertu de l'article 85 du CWATUPE amendé par le décret susdit du cinq décembre deux mille huit, le vendeur est tenu de mentionner à l'acquéreur les données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret. A ce jour cette banque de données est en voie de constitution de sorte que le vendeur est dans l'impossibilité de produire un extrait de celle-ci.

* Il n'existe pas de norme qui prescrive à charge du cédant les obligations d'investigations d'assainissement ou de sécurité en cas de mutation de sol.

* De même, est discutée la question de savoir si l'exigence classique de bonne foi oblige le vendeur non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol avant toute mutation.

Dans ce contexte, le vendeur déclare qu'à sa connaissance, après des années de jouissance paisible (sans troubles) et utile (sans vices), sans pour autant que l'acquéreur exige de lui des investigations complémentaires dans le terrain (analyse de sols par un bureau agréé) :

1. ne pas avoir exercé ou laissé s'exercer sur le bien présentement vendu, ni actes ni activités pouvant engendrer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination future du bien.

2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien, d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne.

3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols, n'a

été effectuée sur le bien présentement vendu et que par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur, de toute charge relative à une éventuelle pollution du sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien vendu.

Sous cette réserve, l'acquéreur libère le vendeur de toutes obligations dans les rapports entre parties sans préjudice aux droits des tiers et notamment des autorités publiques.

En pareil cas, les parties conviennent que le vendeur mis en cause par les autorités publiques ne pourrait se retourner contre l'acquéreur ou l'appeler en garantie.

SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE LIEE A LA PRESENCE D'UNE CANALISATION DE GAZ NATUREL DE FLUXYS

Le dix-huit novembre deux mille huit, la société FLUXYS a adressé aux notaires un courrier imposant aux notaires chargés de transactions immobilières, de vérifier si des canalisations de FLUXYS passent à proximité du bien vendu.

Le deux décembre deux mille quinze, le notaire instrumentant a consulté le site CICC. En réponse à la demande d'informations concernant le bien, objet des présentes, le CICC a répondu : «Propriétaires d'installations concernées par l'annonce : PROXIMUS, ORES, SPGE, SWDE».

CHANTIERS TEMPORAIRES OU MOBILES

Après avoir été interrogé par le notaire instrumentant sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure, le vendeur a déclaré qu'il n'a pas effectué sur le bien vendu des actes qui rentrent dans le champ d'application de l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

PRIX

Lecture est donnée par le notaire instrumentant de l'article 203, premier alinéa, du code des droits d'enregistrement, rédigé comme suit : "En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû individuellement par chacune des parties contractantes une amende égale au droit éludé. Celui-ci est dû indivisiblement par toutes les parties".

Les parties ont déclaré la présente vente consentie et acceptée moyennant le prix de EUROS (..... euros), sur lequel prix la somme de euros (..... euros) a été payée antérieurement aux présentes, et dont le solde, soit la somme de euros (..... euros), a été payé par virement comme dit ci-après.

Quittance :

Est ici intervenu Monsieur Eddy MOULIN, Directeur financier de la Ville de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro 091-0004076-31 du bureau des recettes de la Ville de Tournai, et donner quittance entière et définitive.

Conformément à la décision du conseil communal, Monsieur Eddy MOULIN et la VILLE DE TOURNAI, dûment représentée, requièrent la dispense d'inscription d'office comme dit ci-après.

DISPOSITIONS SUR LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Le notaire instrumentant atteste que :

- le paiement de l'acompte a été effectué
- le paiement du solde du prix, qu'il a personnellement constaté, a été effectué par

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Monsieur le conservateur des hypothèques est expressément dispensé de prendre inscription d'office en vertu des présentes pour quelque motif que ce soit.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires résultant des présentes sont à charge de l'acquéreur.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Interpellé par le notaire instrumentant qui l'a éclairé sur la portée des articles 53 et suivants du code

des droits d'enregistrement, l'acquéreur déclare ne pas remplir les conditions pour bénéficier de la réduction des droits d'enregistrement prévue par lesdits articles.

DECLARATION RELATIVE A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Le notaire instrumentant a donné lecture des articles 62 paragraphe 2, et 73, du code de la taxe sur la valeur ajoutée, et interpellé par lui, le vendeur a déclaré ne pas être assujéti à ladite taxe.

TAXATION DES PLUS-VALUES

Les parties déclarent être informées de l'arrêté royal du vingt décembre mil neuf cent nonante-six portant des mesures fiscales diverses et contenant notamment taxation des plus-values réalisées à l'occasion d'une cession à titre onéreux d'immeubles bâtis, dans les cinq ans de la date d'acquisition.

DECLARATION DU VENDEUR

Le vendeur déclare avoir été informé par le notaire instrumentant des dispositions de l'article 212 du code des droits d'enregistrement relatif à la restitution partielle des droits d'enregistrement. Il déclare ne pas pouvoir bénéficier de cette restitution.

INFORMATIONS

En outre, les parties reconnaissent que le notaire instrumentant les a informées de l'existence en Région wallonne de primes en matière d'aide au logement et en matière énergétique ainsi que de l'octroi de réductions d'impôts par l'Etat fédéral et les a renvoyées à ce sujet aux sites internet de la Région wallonne et de l'Etat fédéral, et notamment aux sites suivants :

http://minécofgov.be:energy-rational_energy_lise:tax_reductions:home_fr.htm

<http://energie.wallonie.be>

<http://spw.wallonie.be>

DECLARATIONS FINALES

Chaque comparant déclare :

- que son identité est conforme à ce qui est précisé ci-avant.
- qu'il n'a à ce jour déposé aucune requête en règlement collectif de dettes et s'engage à ne pas en faire la demande endéans les deux mois des présentes.
- qu'il n'est pas pourvu d'un administrateur provisoire ou d'un conseil judiciaire.
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire.
- qu'il n'est pas pourvu d'un administrateur provisoire désigné par le tribunal de commerce.
- qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour.
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de l'administration de ses biens.

Le vendeur déclare :

- n'avoir pas bénéficié d'une prime de la Région wallonne pour des travaux effectués à l'immeuble objet des présentes.
- qu'il n'a été effectué aucune visite de fonctionnaires de l'administration du cadastre à l'effet de modifier le revenu cadastral suite à des transformations améliorations ou ajoutes éventuellement réalisées au bien vendu.
- que le bien vendu n'a pas fait l'objet de travaux à ce point importants que le maximum du revenu cadastral du bien retenu par la loi pour que l'immeuble soit considéré comme modeste pourrait être dépassé.

IDENTITE

Conformément à la loi organique du notariat, les comparants ont été identifiés au vu des extraits du Moniteur belge et/ou de leur carte d'identité.

Chacun des acquéreurs marque son accord sur la mention dans l'acte, de son numéro d'immatriculation au registre national.

Conformément à la loi hypothécaire, le(s) notaire(s) soussigné(s) certifie(nt) l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance de l'acquéreur au vu du registre national.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en l'étude du notaire soussigné.

TUTELLE

La présente convention ainsi que la délibération du conseil communal de la VILLE DE TOURNAI autorisant la vente, ont été présentées le au gouvernement de la Région wallonne dans le cadre de la tutelle d'annulation prévue par le décret du premier avril mil neuf cent nonante-neuf organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne.

La présente vente peut être définitivement conclue en l'absence d'annulation, dans les trente jours de sa notification, par le gouvernement de la Région wallonne, de la délibération du conseil communal autorisant la présente vente.

INTERETS CONTRADICTOIRES - ENGAGEMENTS DISPROPORTIONNES

Les comparants reconnaissent avoir été éclairés par le notaire instrumentant sur la portée de l'article 9, paragraphe 1er, alinéa 2, de la loi contenant organisation du notariat, qui dispose : "Lorsqu'il constate l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés, le notaire attire l'attention des parties et les avise qu'il est loisible à chacune d'elles de désigner un autre notaire ou de se faire assister par un conseil. Le notaire en fait mention dans l'acte".

DROIT D'ECRITURE

Droit d'écriture, sur déclaration du notaire instrumentant : cinquante euros (50,00 euros).

DONT ACTE

Fait et passé à Tournai, en l'étude, date que dessus.

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du présent projet d'acte au moins cinq jours ouvrables avant la signature des présentes et que ce délai leur a été suffisant pour l'examiner utilement.

Après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi et partiellement des autres dispositions, ce que les parties reconnaissent, celles-ci ont signé l'acte ainsi que nous, notaire.

26. Bibliothèque. Retrait et dépôt de livres à la bibliothèque provinciale. Convention avec la Province. Approbation.

Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"La proposition reconnaît en quelque sorte que le stade Luc Varenne pour héberger temporairement la bibliothèque n'est pas le choix le plus pratique pour beaucoup de Tournaisiens.

Nous voterons ce point mais nous voudrions ajouter que les demandes de prêts puissent se faire aussi par internet et pas uniquement par téléphone."

Le **président** d'assemblée propose qu'une modification soit apportée au texte en incorporant, comme le suggère la conseillère communale Coralie LADAVID, les e-mails.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le conseil communal, en séance du 21 mai 2012, a approuvé les termes d'une convention qui règle, conformément au décret du 30 avril 2009, l'avenir du réseau des bibliothèques publiques de la Ville, dont les trois pouvoirs organisateurs sont : l'association des bibliothèques publiques chrétiennes de Tournai (ABPCT), le centre d'étude, de recherche et d'informations scientifiques et technologiques (CERIST) et la Ville de Tournai;

Considérant que la convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2013 suite à la reconnaissance du réseau de la bibliothèque locale de Tournai par le gouvernement de la fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que cette convention stipulait en son article 4 : *"Les parties s'engagent à établir un plan quinquennal de développement unique intégrant tous les opérateurs du service public de la lecture intervenant sur le territoire de la Ville de Tournai et ayant pour axes majeurs les points suivants : [...]"*

4. Soutenir l'action de la bibliothèque encyclopédique : [...] b) en participant au prêt inter-bibliothèques" et toujours à son article 4 : *"Les parties conviennent d'adopter le règlement intérieur, qui constitue l'annexe 1 de la présente et qui en fait partie intégrante, qui organise l'accès au réseau des bibliothèques publiques conventionnées de la Ville de Tournai (conditions d'inscription au réseau de la bibliothèque locale, modalités de prêt et de consultation des ressources)"*;

Considérant que le bâtiment de la maison de la culture abritant la bibliothèque communale fait l'objet d'un important chantier de rénovation;

Considérant qu'en raison de ce chantier, les services de la bibliothèque communale ont été transférés au 1er étage du stade Luc Varenne (Kain);

Considérant qu'afin de faciliter la vie des lecteurs de la bibliothèque communale, la bibliothèque provinciale de Tournai, qui se situe en centre urbain (boulevard des Combattants), accepte de servir de point-relais pour le dépôt et le retrait des livres faisant l'objet d'un emprunt auprès de la bibliothèque communale;

Considérant la décision du collège communal du 24 juin 2016 d'autoriser la mise en place d'un service de prêt sur réservation par téléphone et de retour de documents avec la bibliothèque provinciale du CERIST;

Considérant qu'il convient également de permettre la réservation de documents par courrier électronique;

Considérant le souhait du collège provincial de voir cette collaboration concrétisée par une convention entre la Province et la Ville;

Considérant que, dans cette perspective, une réunion a eu lieu le mardi 4 octobre 2016 à l'hôtel de ville de Tournai en présence de Monsieur l'Echevin de la culture, du chef de cabinet du président du collège provincial, de la responsable de la bibliothèque provinciale du CERIST et du directeur fons de la bibliothèque, afin de fixer les modalités d'une convention concernant le retrait et le dépôt de livres communaux à la bibliothèque provinciale;

Considérant la délibération du collège du 23 décembre 2016;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention avec la Province de Hainaut relatif au retrait et au dépôt de livres communaux à la bibliothèque provinciale par les lecteurs du réseau de la bibliothèque locale de Tournai :

"La ville de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général, Thierry LESPLINGART, en exécution d'une délibération du conseil communal du 30 janvier 2017,

Ci-après dénommée "la bibliothèque communale"

ET

La province de Hainaut, avenue Général de Gaulle, 102 à 7000 Mons, représentée par le président du collège provincial, Monsieur Serge HUSTACHE, et par le directeur général provincial, Monsieur Patrick MELIS, en exécution d'une délibération du collège provincial du ...,

Ci-après dénommée "la bibliothèque provinciale".

PREAMBULE

La bibliothèque provinciale de Tournai, service public, est ouverte à l'ensemble de la population de la Ville et des environs. Conformément à la convention et au règlement du 30 mai 2012, elle fait partie intégrante, avec la bibliothèque communale de Tournai, du réseau de la bibliothèque locale de Tournai.

Le bâtiment de la maison de la culture de Tournai, qui abrite la bibliothèque communale, fait l'objet d'un important chantier de rénovation dont la durée est estimée à deux ans minimum. En raison de ce chantier, les services de la bibliothèque communale ont été transférés au 1er étage du stade Luc Varenne, rue du Follet, 2 à 7540 Tournai (Kain).

Dans le souci de faciliter la vie des lecteurs de la bibliothèque communale qui ne savent pas se rendre facilement dans ses nouveaux locaux, en raison de leur situation excentrée, la bibliothèque provinciale de Tournai, qui se situe en centre urbain (boulevard des Combattants), accepte de servir de point-relais pour le dépôt et le retrait des livres faisant l'objet d'un emprunt auprès de la bibliothèque communale.

Dans le souci de formaliser les modalités de cette relation de prêts inter-bibliothèques,
IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

Cette convention a pour but de fixer les engagements convenus dans le cadre de la relation de prêts inter-bibliothèques instaurée dans les circonstances exposées dans le préambule.

La bibliothèque provinciale s'engage à servir de point-relais pour le dépôt et le retrait des ouvrages faisant l'objet d'un emprunt auprès de la bibliothèque communale et à accueillir les clients de la précitée à cet effet.

La bibliothèque communale s'engage à assurer la logistique et le transport des ouvrages visés à l'alinéa précité et ce, au moins une fois par jour du mardi au vendredi inclus et à l'exclusion des jours de fermeture.

Article 2. Dans le cadre des emprunts visés à l'article 1

La bibliothèque provinciale s'engage à appliquer au client les tarifs d'inscription, de prêt ou d'amende stipulés dans le règlement du réseau de la bibliothèque locale de Tournai.

Les recettes provenant de l'application des tarifs précités resteront la propriété de la bibliothèque provinciale, les parties renonçant mutuellement à réclamer une rétribution à quelque titre que ce soit.

Article 3. Responsabilité

La bibliothèque provinciale de Tournai décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'un ou plusieurs ouvrages empruntés dans le cadre de cette convention.

Article 4. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, chacune des parties pouvant y mettre fin à tout moment moyennant un préavis d'un mois notifié par écrit.

Article 5. Litiges

En cas de litige à soumettre aux tribunaux, seules les juridictions de l'arrondissement judiciaire de Mons-division Tournai seront compétentes.

Fait en 4 exemplaires originaux de 3 pages chacun, chaque partie déclarant en avoir reçu deux exemplaires,
à Tournai, le

Pour la ville de Tournai,
L'Echevin délégué à la fonction maïorale, Le Directeur général,
Paul-Olivier DELANNOIS Thierry LESPLINGART

Pour la province de Hainaut,
Le Président du collège provincial, Le Directeur général provincial,
Serge HUSTACHE Patrick MELIS".

27. Bibliothèque. Subvention pour acquisitions et subside pour frais de fonctionnement des bibliothèques conventionnées. Exercice 2017. Approbation

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le conseil communal, en séance du 21 mai 2012, a approuvé les termes d'une convention qui règle, conformément au décret du 30 avril 2009, l'avenir du réseau des bibliothèques publiques de la Ville, dont les trois pouvoirs organisateurs sont : l'association des bibliothèques publiques chrétiennes (ABPCT), le centre d'étude, de recherche et d'informations scientifiques et technologiques (CERIST) et la Ville de Tournai;

Considérant que, dans cette convention indispensable pour obtenir la reconnaissance de la bibliothèque communale au titre de "locale", la Ville s'engageait à :

1. prendre en charge les frais d'acquisition des livres et des périodiques utiles au respect des exigences de l'arrêté du 20 juillet 2011 et du plan quinquennal de développement de la lecture dudit réseau;
2. rétrocéder 13,30% de la subvention forfaitaire liée aux frais de fonctionnement de l'ensemble du réseau octroyée par la Fédération Wallonie-Bruxelles;
3. prendre en charge, au profit de l'ABPCT, un subside lié aux frais de fonctionnement de ses bibliothèques d'un montant global de 10.621,00€, eu égard au nombre de petites bibliothèques dont l'ABPCT assure le fonctionnement;

Considérant que la convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2013 suite à la reconnaissance du réseau de la bibliothèque locale de Tournai par le gouvernement de la fédération Wallonie-Bruxelles;
Considérant que, l'année passée, un montant global de 27.079,00€ a été attribué par la Ville aux bibliothèques conventionnées du réseau des bibliothèques publiques de Tournai en vue de réaliser des acquisitions et que ce montant a été réparti de la manière suivante :

- association des bibliothèques publiques chrétiennes (ABPCT) : 19.522,00€

- centre d'étude, de recherche et d'informations scientifiques et technologiques (CERIST) : 7.557,00€;

Considérant que, suivant l'article 7 de la convention, ce montant peut être réévalué en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation;

Considérant qu'entre novembre 2015 et novembre 2016, l'indice des prix à la consommation est passé de l'indice 101,61 à l'indice 103,41, soit une augmentation de 1,77%;

Considérant que le montant global de 27.079,00€ prévu en 2016 pour les acquisitions des bibliothèques partenaires, doit donc passer à 27.559,00€ en 2017 afin de suivre cette évolution des prix à la consommation et être réparti de la manière suivante :

- association des bibliothèques publiques chrétiennes (ABPCT) : 19.868,00€
- centre d'étude, de recherche et d'informations scientifiques et technologiques (CERIST) : 7.691,00€;

Considérant que les montants à distribuer entre les différentes bibliothèques se décident au sein même de l'ABPCT selon des critères objectifs, tels que l'importance des collections, le nombre d'heures d'ouverture et l'activité de chacune d'entre elles;

Considérant que, suivant l'article 12 de la même convention, le subside lié aux frais de fonctionnement (10.621,00€) des bibliothèques de l'ABPCT peut être réévalué pour sa seule partie de 3.955,00€ sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation de l'année précédente;

Considérant qu'en 2016, le montant total pour cette seule partie avait été porté à 4.064,00€ (réévaluation calculée suivant l'indice de l'année 2015) et que, comme l'indice de l'année 2016 a augmenté de 1,77%, ce montant doit donc passer en 2017 à 4.136,00€ portant le total à 10.802,00€; Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE :

1. Le montant global de 27.559,00€ attribué par la Ville aux bibliothèques conventionnées du réseau des bibliothèques publiques de Tournai, en vue de réaliser diverses acquisitions (livres, périodiques, documents,...).

La répartition du montant de 27.559,00€ est établie comme suit selon la convention liant les trois pouvoirs organisateurs :

- association des bibliothèques publiques chrétiennes de Tournai (ABPCT) : 19.868,00€.
- centre d'études, de recherches et d'informations scientifiques et technologiques (CERIST) : 7.691,00€.

2. L'octroi à l'ABPCT d'un subside lié aux frais de fonctionnement d'un montant global de 10.802,00€, en plus des 13,30% de la subvention forfaitaire de fonctionnement octroyés pour 2017 par la Fédération Wallonie-Bruxelles et rétrocédés à cette même association.

28. Tournai Expo. Programmation Feder (fonds européen de développement régional) 2014-2020. Mission d'études et de suivi des travaux de restructuration. Désignation d'un auteur de projet. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Messieurs les Conseillers communaux Claude MICHEZ et Briec LAVALLÉE rentrent en séance.

Madame l'Echevine **Laetitia LIENARD** confirme que les montants inscrits sont corrects.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'en séance du 31 mars 2014, le conseil communal a approuvé la convention avec l'agence intercommunale de développement (IDETA) relative à la programmation des fonds Feder (fonds européen de développement régional) 2014-2020 et ayant pour objet de définir les obligations, droits, devoirs et responsabilités de chacune des parties dans le cadre de l'exécution des prestations à mettre en œuvre pour cette programmation;

Considérant qu'en séance du 21 mai 2015, le gouvernement wallon a approuvé le portefeuille de projets «SmarTournai» comprenant le volet relatif à la restructuration de l'infrastructure de Tournai Expo;

Considérant que, dans le cadre de sa mission relative à la mise en œuvre et au suivi du projet SmarTournai, IDETA, en sa qualité d'aide à maîtrise d'ouvrage (AMO), a déposé les documents du marché relatif à la désignation d'un auteur de projet pour une mission d'études et de suivi des travaux de restructuration de l'infrastructure de Tournai Expo, dont le coût est estimé à 540.000,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget extraordinaire sous l'article 521/733-60, à concurrence des montants prévus dans la fiche projet approuvée par le gouvernement wallon pour 2015 et 2016;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16 septembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1: d'approuver les documents du marché de services ayant pour objet la désignation d'un auteur de projet pour une mission d'études et de suivi des travaux de restructuration de l'infrastructure de Tournai Expo dans le cadre du portefeuille de projet SmarTournai, programmation Feder 2014-2020, dont le coût est estimé à 540.000,00€ TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2: le marché, dont il est question à l'article 1, sera passé par appel d'offres ouvert conformément aux articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3: les clauses contractuelles administratives générales et particulières seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4: les critères de sélection qualitative sont arrêtés comme suit:

1. Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 20§1er et 1/1 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services et articles 61 à 66 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

2. Une déclaration bancaire appropriée établie conformément au modèle figurant à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

3. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du candidat ou soumissionnaire, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

* 1 attestation prouvant les bonnes relations entre la banque et le soumissionnaire

* 1 déclaration du chiffre d'affaires annuel de l'ensemble des membres de l'équipe, en 2015, supérieur à 500.000,00€.

4. Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente.

5. Une brève note reprenant la liste des noms et qualifications professionnelles appropriées des personnes chargées de l'exécution du marché.

Cette note mettra notamment en évidence les relations contractuelles liant les intervenants ainsi que les éventuelles références communes de collaboration dans les 3 dernières années. Le curriculum vitae de chaque intervenant sera joint en annexe à la note.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

* au minimum, 1 référence de bâtiments réalisés avec de grandes portances (minimum 5.000 m²) durant les 3 dernières années, dont au moins un a été conçu par l'architecte membre de l'équipe. Ces bâtiments de grandes portances pourront être de types halls d'expositions, halls commerciaux, halls industriels.

* l'équipe sera composée (sous peine d'exclusion) à minima de:

- 1 architecte inscrit à l'ordre des architectes
- 1 ingénieur en stabilité
- 1 ingénieur en techniques spéciales
- 1 acousticien
- 1 spécialiste en signalétique/communication.

Article 5: les critères d'attribution sont arrêtés comme suit:

1. Prix - pondération: 50
2. Parti pris architectural - pondération: 20
3. Faisabilité et respect du budget d'investissement - pondération: 10
4. Fonctionnalité, modularité, polyvalence, scénographie et ambiances - pondération: 10
5. Durabilité, gestion et entretien - pondération: 10

Article 6: un crédit de 435.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2017. Des crédits complémentaires seront inscrits en temps opportun par voie de modification budgétaire.

Article 7: la présente délibération sera transmise aux ministères subsidiaires [Feder et direction générale opérationnelle 1 (DG01) - infrastructures subsidiées - bâtiments et infrastructures sportives] ainsi qu'à l'autorité de tutelle.

29. Crèche Clos des Poussins. Remplacement des têtes de détection du gaz et des filtres carbone. Travaux en urgence. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §1er 1° c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique, notamment les articles 105 et 110;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment son article L1222-3;

Considérant que l'alarme de détection du gaz à la crèche Clos des Poussins est défectueuse depuis plusieurs mois et que plusieurs déclenchements dus au dysfonctionnement se sont produits ces dernières semaines;

Considérant que les détecteurs défectueux ont été déconnectés et que, dès lors, certaines zones ne sont plus sécurisées;

Considérant qu'il y va de la sécurité des utilisateurs de la crèche;

Considérant le rapport des services techniques dont les termes suivent :

"Ces derniers temps, les responsables de la crèche ont été rappelés plusieurs fois (cinq fois en une semaine) pour des alertes de l'alarme de détection du gaz par le connexcenter de HELP SECURITY. Il est nécessaire et urgent que les têtes de détection du gaz équipant la crèche soient remplacées pour garantir le bon fonctionnement de la centrale et ainsi placer les enfants et le personnel dans les meilleures conditions de sécurité.

Pour ce faire, nous avons demandé à la firme HELP SECURITY qui a déjà installé les têtes existantes, de nous fournir un devis pour le remplacement des têtes de détection du gaz et des filtres carbone. Le montant de l'offre est de 4.574,00 € hors TVA, soit 5.534,54 € TVA comprise. La firme HELP SECURITY s'engage également, dès accord, à procéder au remplacement des têtes dans un délai de moins d'une semaine.";

Considérant que, sur cette base, le collège communal a décidé, en séance du 16 décembre 2016, de passer un marché par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° c de la loi du 15 juin 2006, auprès de la firme HELP SECURITY, zoning industriel de Tournai Ouest, rue de la Grande Couture, 8 à 7501 Tournai, dont le devis s'élève à 5.534,54 € TVA comprise;

Considérant que des crédits sont disponibles au budget extraordinaire 2016 sous l'article 8441/724-60;

Considérant qu'il revient au conseil communal de prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 16 décembre 2016;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le collège communal en séance du 16 décembre 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché public de travaux ayant pour objet le remplacement des têtes de détection du gaz et des filtres carbone à la crèche Clos des Poussins auprès de la firme HELP SECURITY, Zoning industriel de Tournai Ouest, rue de la Grande Couture, 8 à 7501 Tournai au montant de son devis s'élevant à 4.574,00 € hors TVA soit 5.534,54 € TVA comprise. La TVA au taux de 21 %, soit 960,54 €, sera payée au service public fédéral finances.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : l'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise.

Article 4 : ce marché sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 §1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 6 : les crédits seront prévus au budget extraordinaire 2016 sous l'article 8441/724-60.

30. Etang de Froyennes. Travaux d'étanchéité. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.
--

Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE rentre en séance et Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE sort de séance.

Pour le Conseiller communal MR, **Jean-Louis CLAUX**, il s'agit d'une excellente mesure. Il suggère néanmoins d'être vigilant aux branches des marronniers jouxtant l'étang et souligne l'état déplorable de la rue Abbé Nestor Frère.

Des doutes sont également émis au sujet de la technique utilisée pour colmater la brèche.

L'Echevin des travaux, **Armand BOITE**, signale qu'une réunion est prévue sur place le lendemain pour examiner ce problème.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment les articles 6, §2, 2° et 26, §1er 1°c;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant le problème de fuite rencontré sur l'une des berges de l'étang de Froyennes, côté rue du Moulin;

Vu le rapport de l'auteur de projet stipulant textuellement ce qui suit :

"En avril 2014, des travaux d'étanchéité de la berge ont été effectués. Courant du mois d'août 2016, un suintement d'eau est réapparu et s'est amplifié.

L'ampleur de la fuite est de plus en plus importante et il faut remédier à cette situation dans les plus brefs délais.

Le problème d'étanchéité à longue échéance est dû au frêne en bordure de berge dont les racines ont probablement créé une voie d'eau.

Une fissure est apparue au niveau du sol, à la jonction entre l'ancienne berge et la nouvelle réalisée en 2014.

Une solution provisoire est proposée pour colmater cette fuite.

Un carottage à différents endroits de la berge devra être effectué en recherche afin de localiser la voie d'eau.

Lorsque la fuite sera localisée, l'injection de composants expansibles d'étanchéité au contact de l'eau sera effectuée.

Deux firmes ont été contactées pour constater la fuite et transmettre un devis pour la réparation de cette dernière de façon provisoire, à savoir :

- SRS, chaussée de Bruxelles 110, 6211 Mellet

- HYDROCKX, rue du Bosquet, 50-52 à 6181 Gouy-lez-Piétons.

Seule la firme HYDROCKX a transmis un devis.

Comme la durée des travaux en recherche est imprévisible, que la quantité de composants expansibles d'étanchéité est imprévisible, la susdite firme a remis prix en régie concernant la main-d'œuvre, et au poids pour les composants, ainsi que la location de matériel de chantier, à savoir :

Equipe de 2 ouvriers spécialisés, y compris déplacements et matériel d'injection : 1.180,00€/jour.

Location d'un groupe électrogène, carburant compris : 115,00€/jour.

Soit coût journalier de 1.295,00€/jour hors TVA.

Résines d'injections moussantes polyuréthane : 21,65€/kg hors TVA.

Accélérateur pour dito : 26,40€/kg hors TVA.

L'urgence et l'impérieuse nécessité de remédier à l'étanchéité de la berge, côté rue du Moulin à Froyennes, sont justifiées par le risque d'effondrement de la berge et les risques d'inondation qui s'ensuivraient.

L'auteur de projet propose de désigner la firme HYDROCKX pour effectuer les travaux de colmatage de la fuite à l'étang de Froyennes.

Afin d'éviter que ce problème ne se représente à l'avenir, la seule solution sera de procéder à l'abattage de l'arbre et au dessouchage ainsi qu'à l'abattage d'un autre arbre à une extrémité de l'étang.

La reconstruction partielle ou totale de la berge après enlèvement des arbres devra faire l'objet d'un autre projet.";

Considérant que, vu l'urgence démontrée ci-dessus, il est fait application des articles L1222-3 et L 1311-5 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Considérant que le collège communal a décidé en séance du 9 décembre 2016 de faire appel à la société HYDROCKX pour rechercher et colmater la fuite;

Considérant que le marché pouvait être passé, conformément à l'article 26, §1^{er} et l'article 6, §2 de la loi sur les marchés publics, par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'aucun crédit n'étant prévu pour couvrir la dépense, la régularisation se fera par voie de modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire 2017 sous l'article 766/725-60/2016;

Considérant qu'il revient au conseil communal de prendre connaissance de la décision prise par le collège communal du 9 décembre 2016 et d'admettre ou non la dépense;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 9 décembre 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché public de travaux ayant pour objet l'étanchéité de la berge de l'étang côté rue du Moulin à Froyennes.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services auprès de la firme HYDROCKX, rue du Bosquet, 50-52 à 6181 Gouy-lez-Piétons.

Article 3 : l'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise.

Article 4 : le présent marché est un marché de travaux en régie et sera constaté par une facture dûment détaillée de la firme.

Article 5 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 6 : DE POURVOIR à la dépense et DE PREVOIR les crédits lors de la modification budgétaire n°1 de 2017 sous l'article 766/725-60/2016;

Article 7 : le conseil communal prendra acte et admettra ou non la dépense, lors de sa prochaine séance, comme prévu aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

31. Académie des Beaux-Arts (cours du soir). Travaux de chauffage en urgence. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1222-3 et 4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment les articles 6, §2, 2° et 26, §1er 1° c;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant que des fuites sur deux circuits de chauffage qui alimentent les classes de poterie, de dessin et de tapisserie à l'Académie des Beaux-Arts (cours du soir) ont été détectées dernièrement;

Considérant que le service chauffage a isolé ces deux circuits afin que les autres locaux puissent continuer à être chauffés;

Considérant qu'en application de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de décentralisation, vu l'urgence découlant de circonstances imprévues et la nécessité de rétablir très rapidement le chauffage dans les classes concernées, le collège communal a décidé, en séance du 23 décembre 2016, conformément à l'article 26, §1, 1er, c) de la loi sur les marchés publics, de passer un

marché par procédure négociée sans publicité auprès de la firme CFA, à laquelle l'ordre de commencer a été donné immédiatement;

Considérant que ce marché de travaux est estimé à 6.466,85 € hors TVA, qu'aucun crédit n'est prévu pour couvrir la dépense et que la régularisation des crédits se fera par voie de modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire 2017;

Considérant qu'il revient au conseil communal de prendre connaissance de la décision prise par le collège communal du 23 décembre 2016 et d'admettre ou non la dépense en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le collège communal en séance du 23 décembre 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché public de travaux ayant pour objet le remplacement des circuits de chauffage dans les classes de poterie, de dessin et de tapisserie à l'Académie des Beaux-Arts (cours du soir), dont le montant est estimé à 6.466,85 € hors TVA.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services auprès de la firme CFA, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes.

Article 3 : l'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise.

Article 4 : le présent marché est un marché de travaux en régie et sera constaté par une facture dûment détaillée de la firme.

Article 5 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics.

Article 6 : de pourvoir à la dépense et de prévoir les crédits lors de la modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire 2017;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

32. Service des sanctions administratives communales. Acquisition de matériel pour la constatation et le traitement des sanctions administratives communales. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE rentre en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Nous n'allons pas nous opposer, car il faut contrôler le stationnement. Mais vous savez que nous avons toujours été réticents sur le fait que le contrôle du stationnement ne soit pas réalisé par la police. Pour nous, cela doit rester une matière policière. Par contre, ce qui me perturbe dans le dossier, c'est qu'on dit qu'on va acheter des logiciels et qu'ils vont servir à la fois aux policiers et aux

constatateurs communaux. Cela signifie qu'il y aura deux sortes de constatateurs ? Il y aura des constatateurs policiers et des constatateurs communaux, c'est ça ?
C'est donc la ville qui va les acheter pour les constatateurs communaux et pour les constatateurs policiers. Il n'y a pas d'intervention de la zone de police ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond par la négative.
"Les recettes seront versées à la caisse communale" dit-il.

Concernant les modalités pratiques, il renvoie vers le conseil de police.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant les législations suivantes :

- loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;
- arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement;
- décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement;
- décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;
- règlement général de police de la Ville de Tournai et les ordonnances de police assorties d'amendes administratives;

Considérant le protocole d'accord du 17 novembre 2014 relatif aux sanctions administratives en cas d'infractions mixtes entre la Ville et le procureur du Roi de Mons;

Considérant que depuis le 1er janvier 2017, la procédure administrative sanctionnant les infractions en matière d'arrêt et de stationnement relève de la compétence stricte de l'administration communale;

Considérant que le nombre annuel d'infractions en matière d'arrêt et de stationnement dans l'entité de Tournai est estimé par la zone de police du Tournaisis à environ 3.500 procès-verbaux;

Considérant qu'actuellement, environ 1.200 dossiers par an en matière de sanctions administratives sont traités par l'administration communale;

Considérant l'article 135 §2 de la nouvelle loi communale;

Considérant que les moyens actuels en matière de constat d'infractions et de suivi administratif sont fort limités;

Considérant que le nouveau service «sanctions administratives communales» dispose de trois agents constatateurs et d'un seul agent administratif et qu'un équipement de constatation et de traitement administratif électronique permettrait une optimisation de ce service;

Considérant la nécessité de coordination entre le service SAC et les services de police;

Considérant qu'il serait, par conséquent, opportun de disposer d'un logiciel de traitement automatique et spécifique tant pour la constatation que pour la gestion administrative des dossiers et que, pour ce faire, il est proposé d'équiper la Ville et la zone de police de, respectivement, 4 et 8 appareils de constatation;

Considérant que ce matériel (voir inventaire en annexe) destiné au nouveau service "sanctions administratives communales" et à la zone de police est estimé à 84.960,00€ hors TVA soit 102.801,60€ TVA comprise;

Considérant que les frais fixes (41.672,40€ TVA comprise) comprennent, notamment, l'acquisition des appareils et des logiciels et que les frais récurrents (61.129,20€) prévus sur 3 années comprennent, eux, la location des licences d'utilisation des logiciels, la maintenance des appareils ainsi qu'une assurance omnium;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, §1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel pour la constatation et le traitement des sanctions administratives communales destiné au nouveau service communal «SAC» et à la zone de police pour un montant estimé à 84.960,00€ hors TVA soit 102.801,60€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus. Les frais fixes (acquisition et installation) se montent à 41.672,40€ et les frais récurrents sur trois ans à 61.129,20€.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics, conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et par le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : les crédits sont prévus aux budgets ordinaire et extraordinaire 2017, sous les articles budgétaires 104/123-13 et 104/742-53.

33. Fabrique d'église. Eglise protestante unie de Belgique à Tournai-Estaimpuis. Modification budgétaire 2016 n°1. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 29 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 octobre 2016, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement culturel protestant uni de Belgique à Tournai-Estaimpuis arrête sa 1^{ère} modification budgétaire de l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé, au conseil communal d'Estaimpuis et au gouverneur de la province de Hainaut;
 Considérant que l'organe représentatif du culte agréé n'a pas répondu dans le délai prescrit de 20 jours et que sa décision est donc réputée favorable;
 Considérant qu'en date du 28 novembre 2016, le conseil communal d'Estaimpuis a approuvé sans remarque la 1ère modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église;
 Considérant que tous les avis pour exercer la tutelle ont été rendus et que cette 1ère modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 29 août 2016 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant uni de Belgique à Tournai-Estaimpuis arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	22.071,56€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	18.921,56€
Recettes totales extraordinaires	8.318,44€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	8.318,44€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	7.868,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	14.522,00€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	8.000,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	30.390,00€
Dépenses totales	30.390,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai-Estaimpuis
- à l'organe représentatif du culte agréé (conseil consultatif du culte protestant et évangélique)
- au conseil communal d'Estaimpuis
- au gouverneur de la province de Hainaut.

34. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon. Modification budgétaire 2016 n° 1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 °, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 novembre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement Saint-Pierre à Vezon arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 22 novembre 2016 réceptionnée le 24 novembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon et approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice;

Considérant qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 7 novembre 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est approuvée comme suit :

Recettes totales ordinaires	22.419,72 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	20.165,72 €
Recettes totales extraordinaires	4.318,18 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	1.722,41 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.425,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	21.928,50 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	2.595,77 €
- dont un mali comptable de l'exercice 2016 de :	0,00 €

Recettes totales	26.949,27 €
Dépenses totales	26.949,27 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

35. Fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 ° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la circulaire ministérielle du 30 juin 2016 relative à la liquidation des subsides extraordinaires communaux aux fabriques d'église au fur et à mesure de la production d'une facture relative à la dépense concernée;

Vu la délibération du 1er août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 2 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 23 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription par le conseil de fabrique de 350.000,00€ à l'article 56 des dépenses extraordinaires et 200.000,00€ à l'article 25 des recettes extraordinaires;

Considérant que, compte tenu des contraintes budgétaires du budget extraordinaire 2017 de la Ville, 100.000,00€ ne pourront être inscrits au budget extraordinaire 2017 de la Ville et qu'il y a donc lieu d'adapter le montant inscrit à l'article 25 des recettes extraordinaires à 100.000,00€ et le montant inscrit à l'article 56 des dépenses extraordinaires à 250.000,00€;

Considérant que le budget 2017, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 1er août 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	200.000,00€	100.000,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	350.000,00€	250.000,00€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur le point suivant : "Suivant la circulaire ministérielle du 30 juin 2016 relative aux budgets 2017 des fabriques d'église, il ne sera procédé au versement du subside extraordinaire que sur production d'une facture relative à la dépense concernée".

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1er, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales à l'ordinaire	55.595,00€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	38.800,00€
Recettes totales à l'extraordinaire	257.224,18€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	100.000,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	2.080,18€
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre I	7.520,00€
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre II	50.155,18€
Dépenses totales à l'extraordinaire du chapitre II	255.144,00€
- dont un mali comptable de l'exercice 2016 de :	0,00€
Recettes totales	312.819,18€
Dépenses totales	312.819,18€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain;
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

36. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 2 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 5 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 2 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales à l'ordinaire	18.554,99 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	15.422,99 €
Recettes totales à l'extraordinaire	11.990,61 €

- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	11.990,61 €
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre I	5.743,00 €
Dépenses totales à l'ordinaire du chapitre II	24.802,60 €
Dépenses totales à extraordinaire du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice 2016 de :	0,00 €
Recettes totales	30.545,60 €
Dépenses totales	30.545,60 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

37. Finances communales. Taxation des intercommunales. Principe de substitution pour la mise en centre d'enfouissement technique des encombrants non incinérables. Approbation.

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, explique le mécanisme faisant l'objet de ce point à l'ordre du jour. Pour la Ville, il permet de réaliser une économie de 72.270,00€.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et, notamment, l'alinéa 2 des articles 3 et 8;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la Ville est affiliée à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Vu les statuts d'IPALLE et sa soumission à l'impôt des sociétés pour les revenus perçus à partir du 1er janvier 2015;

Considérant que, compte tenu de la non-déductibilité des taxes environnementales à l'impôt des sociétés, cette modification du régime fiscal de l'intercommunale a pour conséquence un surcoût pour la commune de l'ordre de 51,50 % du montant de la taxe mise en centre d'enfouissement technique (CET) de déchets (non incinérables et non valorisables);

Vu les articles 3 et 8 du décret fiscal du 22 mars 2007 prévoyant la possibilité pour la Ville de se substituer au redevable de la taxe en vue de sa déclaration et de son paiement;

Attendu que le mécanisme de substitution est admis en matière fiscale et qu'il n'y a ni simulation prohibée à l'égard du fisc, ni fraude fiscale lorsque, en vue de bénéficier d'un régime plus favorable,

les parties usant de la liberté des conventions, sans toutefois violer aucune obligation légale, établissent des actes dont elles acceptent toutes les conséquences, même si ces actes sont accomplis à seule fin de réduire la charge fiscale;

Attendu que l'arrêt BREPOELS du 6 juin 1961 de la cour de cassation consacre le principe du choix licite de la voie la moins imposée et que le décret fiscal du 22 mars 2007 autorise explicitement les communes à recourir à ce mécanisme;

Considérant qu'en procédant de la sorte, la Ville évite de devoir prendre en charge le surcoût fiscal lié à la non-déductibilité de la taxe environnementale régionale à l'impôt des sociétés;

Considérant qu'en vertu des articles 3 et 8 du décret fiscal du 22 mars 2007, l'intercommunale est solidairement responsable du paiement de la taxe;

Considérant qu'il est proposé, compte tenu notamment de la mission déléguée à l'intercommunale en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, de confier à cette dernière les démarches administratives de déclaration de la taxe ainsi que son paiement;

Considérant l'appel d'offres référencé IPALLE/FRO/PAC/2013 lancé par IPALLE le 25 avril 2013, qui attribue l'élimination des encombrants non incinérables à la société CETB, sise rue de Trazegnies, 520 à Monceau-sur-Sambre;

Attendu que la présente délibération n'a pas d'incidence financière dans la mesure où le mécanisme de substitution n'entraîne aucune majoration des sommes déjà versées à l'intercommunale et, qu'en conséquence, conformément à l'article L1124-40, l'avis du directeur financier n'a pas été sollicité;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

de marquer son accord pour :

- demander, conformément à l'alinéa 2 de l'article 3 du décret fiscal du 22 mars 2007, à l'office wallon des déchets de pouvoir se substituer, pour les déchets non incinérables, à la société CETB redevable de la taxe de la mise en centre d'enfouissement technique, en sa qualité d'exploitant du centre d'enfouissement technique (CET);
- mandater IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) afin de procéder, pour la Ville, à la déclaration de la taxe ainsi qu'à son paiement, au regard du principe de solidarité prévu par le décret fiscal du 22 mars 2007. La mission déléguée vise également les obligations générales des redevables aux taxes wallonnes prévues par le décret du 6 mai 1999.

38. Finances communales. Taxe de répartition sur les carrières. Compensation de la Région wallonne. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient d'emblée :

"J'ai lu dans les périodiques locaux qu'à Antoing, si pour une raison ou une autre, l'Europe ou une autre instance supprimait cette compensation résultant d'une mesure prise par la Région wallonne, le bourgmestre a assuré que les carriers paieraient cette taxe quand même. C'est un cadeau qui leur est fait par rapport à l'instauration de la taxe kilométrique des camions. Je voulais savoir si vous aviez reçu un pareil engagement de la part des trois carriers pour pouvoir disposer de ce montant si on devait le rembourser à la Région wallonne ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, poursuit :

"J'ai lu que c'était une "faveur" faite aux carriers, en compensation de la taxe kilométrique sur les camions. Je me demandais si le gouvernement wallon avait accordé une faveur particulière aux carriers. Ceci risque de poser problème, car il y a distorsion de concurrence. Dans ce cas, c'est assez risqué. Si d'autres secteurs d'activités déposent réclamation contre cette disposition, la décision du gouvernement wallon risque d'être cassée, ce qui posera problème par rapport à la recette fiscale."

Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, répond à ces deux interventions :

"Nous avons eu des contacts avec notre tutelle. L'assurance nous a été donnée que le mécanisme était fiable. Je ne peux pas deviner s'il y aura une action en justice ou pas. Mais si ce mécanisme de compensation était annulé, nous aurions toujours la possibilité de lever la taxe jusqu'au 31 décembre 2017.

J'ajoute que ce n'est pas parce qu'on prend la décision cette année d'opter pour la compensation qu'on devra faire la même chose les années suivantes."

Elle ajoute que la décision du conseil communal doit être transmise à la Wallonie le lendemain pour un paiement de la compensation avant le 15 avril 2017.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, à l'exception des communes de la communauté germanophone, pour l'année 2017, laquelle mentionne le principe de la compensation régionale;

Vu la circulaire du 24 octobre 2016 complétée par la circulaire du 12 décembre 2016 exposant les modalités à respecter pour obtenir ladite compensation;

Attendu que la Région wallonne propose une compensation pour les communes qui, en 2017, ne lèveront pas la taxe sur les carrières; le montant de cette compensation étant égal au montant des droits constatés bruts de 2015, en l'occurrence, pour la Ville de Tournai, la somme de 717.000,00 €;

Attendu qu'il est toutefois permis à la Ville, s'il apparaît que le montant de l'estimation de l'enrôlement pour 2017 s'avère supérieur aux droits constatés bruts de 2015, de lever une taxe complémentaire, pour la différence entre le montant de la compensation et les montants qui auraient été promérités pour 2017, sur base des modalités et taux établis pour l'exercice 2015 ou 2016, mais en tenant compte de l'indexation si celle-ci était prévue dans le règlement-taxi;

Attendu que le montant du rôle, pour l'exercice 2016, s'élevait à 610.000,00 €;

Attendu que le règlement-taxi est voté chaque année et qu'en conséquence, il ne prévoit pas d'indexation;

Attendu qu'aucune taxe de répartition, pour l'exercice 2017, n'a encore été votée;

Considérant les informations transmises par les sociétés CBR S.A. - SAGREX Lemay et SCT, relativement au tonnage de la production de 2016.

Considérant que le tonnage total s'élève à 5.532.304 tonnes et qu'en conséquence, le montant promérité pour 2017 s'élèverait à 550.000,00 €.

Attendu que le paiement de la compensation ne pourra être réalisé pour le 15 avril 2017 que si le dossier complet (formulaire ad hoc et délibération du conseil communal) parvient à la Région wallonne pour le 31 janvier 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 janvier 2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

de ne pas lever la taxe sur les carrières en 2017, en contrepartie de la compensation qui sera versée par la Région wallonne et qui correspond aux droits bruts constatés de l'exercice 2015, soit la somme de 717.000,00€.

39. Questions

A l'issue des points figurant à l'ordre du jour, le **président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question :

1) Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, à propos de la commission cycliste :

"Ma question concerne le fonctionnement de la commission cycliste dont je suis membre. Cette commission a pour but, de manière générale, de promouvoir l'usage du vélo et de faire des propositions en ce sens (sensibilisation, aménagements de la voirie, entretien du réseau cyclable, installation de matériel urbain pour les vélos, développement de l'intermodalité vélo-train etc.). Un règlement d'ordre intérieur de cette commission a été approuvé par le conseil communal du 16 septembre 2013.

Je reprendrai deux articles de ce règlement :

Article 7 : la commission cycliste se réunira trimestriellement avec une fréquence minimale de 2 fois par an.

Article 8 : les avis de la commission cycliste sont motivés et inscrits dans un procès-verbal signé par le président et le secrétaire de la commission (...). Il est soumis à l'approbation de la commission cycliste (...). Il est ensuite porté à la connaissance du collège communal.

Que constatons-nous après 4 années de fonctionnement ?

- concernant la fréquence des réunions : la commission s'est réunie 2 fois en 2013 (le 3 juillet et le 13 novembre), aucune réunion en 2014, 1 fois en 2015 (le 15 octobre), 1 fois en 2016 (le 19 octobre) : soit 4 fois en 4 ans. On est bien loin de ce qui était prévu !

- concernant le procès-verbal de réunion : seules les 2 premières réunions ont fait l'objet d'un procès-verbal. Plus rien depuis 2013 donc...

Je ne pose pas ma question pour le plaisir. J'ai interpellé plusieurs fois à ce sujet (difficile à prouver puisqu'il n'y a pas de procès-verbal...). Ainsi, suite à une interpellation lors de la dernière réunion (19 octobre 2016), il avait été convenu qu'un procès-verbal allait être rédigé rapidement afin de pouvoir assurer un meilleur suivi : il n'en fut rien.

Le 15 novembre 2016, j'ai envoyé à Monsieur l'Echevin Armand BOITE un mail pour rappeler ma demande concernant les 2 derniers procès-verbaux. J'ai eu une réponse très rapide disant que cela serait fait.

Au conseil communal de décembre, je rappelais à Monsieur l'Echevin Armand BOITE, oralement cette fois, ma demande (qui est aussi celle de la commission, rappelons-le...). Avec sa courtoisie habituelle et un large sourire, Monsieur l'Echevin me répondit : «Je m'attendais à ce que tu me relances, ce sera fait». A ce jour, toujours rien.

J'espère que la démarche plus officielle de ce jour aura plus d'écho. La question de ce jour va, d'ailleurs, dans le sens de mon intervention au conseil communal du 26 juin 2015 lors de l'étude du plan communal de mobilité.

Si j'insiste sur le fonctionnement correct de cette commission, c'est parce que je la crois utile. Elle est composée partiellement par des non-politiques dont beaucoup sont des pratiquants du vélo au quotidien. Ils émettent souvent des remarques judicieuses et font des propositions intéressantes. Mais pour que cela fonctionne, il faut un nombre suffisant de rencontres et un suivi possible par des procès-verbaux.

Vu ce que j'ai rappelé, j'ai l'impression que cette commission est parfois perçue par l'autorité comme une contrainte pesante plutôt que comme un outil intéressant.

Chacun connaît les problèmes de mobilité que vit Tournai. De ce point de vue aussi, l'apport de la commission cycliste est intéressant (voir par exemple l'avis du GRACQ en février 2015 sur le plan communal de mobilité).

Je n'attends pas aujourd'hui qu'on fasse le bilan de ce qui a été fait pour la pratique du vélo, ni sur ce qui est envisagé dans ce domaine. Ma question porte bien sur le fonctionnement de la commission cycliste.

Comment expliquer le constat que je viens de faire ? Pourquoi le règlement d'ordre intérieur n'a-t-il pas été respecté ? Pourquoi n'y-a-t-il pas eu de suite à mes interpellations ? Comment redynamiser cette commission ?"

Monsieur l'Echevin **Armand BOITE** répond en ces termes :

"Monsieur le Conseiller communal,

Vos différents commentaires sur le fonctionnement de la commission cycliste n'ont pas manqué de retenir toute mon attention et, surtout, celle des membres du personnel communal qui composent la cellule mobilité de la Ville de Tournai.

Pour votre parfaite information, ladite cellule est composée, pour l'instant, de deux conseillers en mobilité (un chef de bureau et un agent technique en chef) qui y fonctionnent depuis de nombreuses années. Ces deux habitués de la mobilité ont été rejoints, il y a quelques mois, par un agent administratif qui est en pleine formation puisqu'elle ne possède, à la base, aucune expérience ni connaissance dans le domaine.

Il est vrai que j'essaye la plupart du temps d'afficher un sourire, mais je l'ai totalement perdu à la lecture de votre question. En effet, je peux admettre que l'on interpelle un échevin sur ses compétences, mais j'ai beaucoup de mal à supporter que l'on mette le personnel communal en défaut et ce, d'autant plus que je sais qu'il fait tout son possible pour assurer sa mission. C'est peut-être mon ancien mandat de syndicaliste qui m'y pousse...

Je m'explique : les missions exercées par la cellule mobilité sont très variées et diverses. Elles touchent aussi bien la remise d'avis sur les permis d'urbanisme, la gestion des différents avis de police, l'application des divers plans de mobilité, l'élaboration d'un plan communal cyclable ou la cartographie. Et j'en passe... Au vu de cette liste non exhaustive, je peux affirmer que leur temps est bien occupé.

Je me permettrai également de vous rappeler que le personnel communal est placé sous la direction du directeur général et n'a aucun ordre à recevoir d'un échevin.

Pour en revenir à l'essentiel de votre constat et à vos inquiétudes, je ne peux que confirmer les différents articles du règlement de la commission cycliste. Celle-ci est nécessaire dans les conseils à donner au collège en matière de circulation du cycliste. Vous devez également savoir que certains membres de cette commission n'attendent pas une réunion pour m'adresser des commentaires et/ou conseils. Ceux-ci sont évidemment les bienvenus et je les invite à continuer de la sorte.

Dire que le règlement n'a pas été respecté me paraît exagéré, car, même si je n'ai pas envie de polémiquer, il n'est inscrit nulle part que le procès-verbal doit être transmis dans un certain délai. Pour faciliter l'élaboration et l'écriture des procès-verbaux à l'avenir, je proposerai qu'un membre de la commission en assure le secrétariat. Peut-être serez-vous volontaire ?

Il faut également savoir que le fonctionnement de la commission cycliste ne va pas aller en s'améliorant car des modifications prévues « en interne » sont prévues au sein de ladite cellule mais vous pouvez être convaincu que nous ferons toujours le maximum avec les moyens mis à notre disposition pour apporter toute l'attention nécessaire aux cyclistes qui fréquentent Tournai. Pour en revenir au procès-verbal de la réunion du 19 octobre, je vous en remets, en primeur, un exemplaire. Ce document sera transmis cette semaine aux autres membres avant son approbation lors de la prochaine réunion.

Je remercie le secrétaire de la commission d'avoir fait diligence à vos différents appels malgré son emploi du temps surchargé. La critique l'a d'ailleurs atteint au plus haut point.

Je vous remercie de m'avoir écouté."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, réplique en ces termes :

"Vous me dites que vous n'avez aucun pouvoir sur le personnel communal, d'accord. Mais qui dois-je interpellier ? Certainement pas le personnel communal. Vous êtes le président de la commission. Alors qui est responsable du bon fonctionnement de cette commission ? Vous avez botté en touche. Ce n'est pas correct."

2) Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Simon LECONTE, à propos de l'avenir de la caserne Ruquoy :

"Lors du conseil communal du 28 novembre dernier, notre conseil a adopté à l'unanimité une motion sur la présence militaire belge dans le Hainaut. Lors des discussions sur ce point, nous étions intervenus avec les propos suivants :

"Nous adhérons aussi à l'esprit de cette motion. Mais il faut aller plus loin, selon nous. Je voudrais qu'on imagine un plan B. Gouverner c'est prévoir.

J'ai une proposition qui pourrait être intéressante. L'Europe a, il y a peu, prolongé le plan Juncker 2. Ce plan doit permettre de dégager 630 milliards d'euros pour revaloriser certains sites. Au départ, il portait quasi exclusivement sur la revalorisation d'anciens sites industriels. Au mois de septembre, le président de la commission européenne JUNKER a élargi son plan à l'agriculture et à la défense. Je propose que, parallèlement à la motion, nous montions un dossier portant sur une reconversion éventuelle du site militaire de Tournai. Cela me semble intéressant. Les dossiers doivent être introduits avant 2022."

A la suite de cette intervention qui, si je me souviens bien, faisait l'assentiment des autres groupes de notre assemblée, notre échevin délégué à la fonction maïorale s'était engagé à analyser cette possibilité.

Je souhaite savoir, à l'heure d'aujourd'hui, quelque deux mois plus tard :

- avez-vous pris de plus amples informations sur ce sujet ?
- quels ont été vos contacts ?
- quelles sont les réflexions qui ont été faites à ce sujet au sein du cabinet du bourgmestre et du collège ?
- quelles sont les démarches entreprises par le collège ?

Nous ne souhaitons en aucun cas ces fermetures, mais, vu l'incertitude qui plane, nous trouvons qu'un plan B serait nécessaire et envisageable."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond en ces termes :

"Monsieur le Conseiller communal,

Votre proposition d'utiliser les moyens d'investissement dégagés par le Plan Juncker 2 pour financer un projet de reconversion de la caserne Ruquoy a retenu toute notre attention.

Il convient, tout d'abord, de revenir plus en détail sur ce que propose le Plan Juncker 2 ou fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Ce fonds vise à mobiliser les financements privés en faveur d'investissements stratégiques à hauteur de 500 milliards d'euros d'ici à 2020. Il ne s'agit donc pas de subventions au sens classique du terme, mais bien de garanties financières (à hauteur de 16 milliards d'euros) ainsi que de prêts à taux avantageux (à hauteur de 5 milliards d'euros) pour le financement partiel de projets menés par des organismes publics, des entreprises privées ou via des partenariats public-privé, ce qui permettrait de mobiliser par effet de levier, selon la commission européenne, le montant précité de 500 milliards d'euros en investissements.

L'utilisation d'un tel mécanisme pour financer un éventuel projet de reconversion du site militaire, outre le fait qu'il serait entièrement à charge de la Ville (en bénéficiant, certes, de conditions financières avantageuses), nécessite l'introduction d'un dossier extrêmement précis et dont la viabilité financière est prouvée. A l'heure actuelle, nous ne disposons d'aucune information sur les intentions du gouvernement fédéral et en particulier du ministre de la défense quant à l'avenir de la caserne Ruquoy, ce qui rend l'élaboration d'un éventuel projet de reconversion extrêmement difficile, voire impossible.

Par ailleurs, dans l'hypothèse catastrophique d'une fermeture, mais nous comptons bien évidemment sur nos relais au sein du gouvernement fédéral pour éviter pareil scénario, rien ne garantit que les bâtiments seront cédés ou revendus (cfr la situation de la caserne Saint-Jean).

En tout état de cause, la position du collège reste de défendre absolument le maintien de la présence militaire à Tournai."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Simon LECONTE**, réplique en ces termes :

"Nous espérons également ne jamais avoir recours à ce plan B !"

3) Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos de la situation actuelle du dossier du plateau de la gare et de la rue Royale :

"Pouvez-vous faire le point sur la situation actuelle du dossier "Plateau de la gare et rue Royale" ?"

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère communale,

Le 30 mai 2016, notre assemblée a décidé de lancer un concours via l'intermédiaire de la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette procédure vise à désigner une équipe d'auteurs de projet en vue de l'étude et du suivi de l'exécution des travaux pour le réaménagement du site du plateau de la gare, de la place et du parc Crombez, et de la rue Royale. C'est un projet qui s'inscrit dans le cadre d'un masterplan commandité par la SNCB et réalisé en collaboration avec la SRWT, la Région wallonne et la Ville de Tournai.

Les travaux incluent principalement :

- le réaménagement, la réorganisation et la refonte des espaces publics;
- le mobilier urbain;
- la construction d'une gare de bus et, sur le site de la gare ferroviaire, d'un parking;
- l'intégration de l'infrastructure nécessaire à l'implémentation ultérieure d'équipements « connectés » (bornes d'information, parking intelligent, e-logistique, wi-fi,...).

Il est également important de souligner que la mission de l'auteur de projet comprend également un volet participatif visant les usagers des lieux.

Suite à l'avis de marché lancé, 14 équipes ont déposé leur candidature.

Un jury composé de représentants des différents partenaires (Ville, SRWT, Région wallonne, SNCB), de représentants de la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'experts académiques, a été constitué afin de procéder à la sélection des candidats.

Ce jury s'est réuni une première fois le 26 octobre 2016. Cinq équipes ont été sélectionnées sur base de leurs motivations, de leur composition et de leurs références.

Ces 5 équipes devront présenter une pré-esquisse pour avril/mai 2017. La sélection par le jury se fera dans la foulée.

L'équipe désignée devra fournir son esquisse pour le mois de décembre 2017. Une fois cette esquisse validée par l'ensemble des intervenants, chacune des parties reprendra la main sur son projet.

Le début des travaux pour la partie Ville (rue Royale et place Crombez) est prévu, quant à lui, en 2019.

Une commission se réunira le jeudi 16 février prochain pour exposer l'intégralité du suivi des projets européens conformément à l'engagement pris en décembre dernier."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique en ces termes :

"Effectivement c'est encore un peu flou. Les travaux commenceraient donc en 2019. Les bureaux de la rue Royale seront ouverts quand ?"

Madame l'Echevine **Laetitia LIENARD** précise que ces bureaux seront ouverts en septembre 2017.

4) Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, à propos de la liquidation de la coopérative Tournai Expo :

"Il y a de nombreuses années, le hall Tournai Expo était, entre autres, animé et utilisé par la coopérative Tournai Expo qui y organisait manifestations et salons. Parmi les coopérateurs de Tournai Expo, société coopérative constituée en 1988, se trouvaient associées plusieurs ASBL et la Ville de Tournai.

Le contrat de concession du hall d'expo octroyé à cette coopérative a été dénoncé le 31/10/2005 et faisant suite, l'assemblée générale de la coopérative a décidé en novembre 2005 la dissolution de la société.

A ce jour, soit 10 ans plus tard, la liquidation de cette coopérative n'est pas encore terminée alors que le liquidateur annonçait lors de l'assemblée générale du 7 octobre 2005 un délai entre 4 et 5 mois ! J'ai déjà, à plusieurs reprises, interpellé certains membres du cabinet et du collège à ce sujet, mais je constate que rien ne bouge.

Depuis 4 ans, plus aucun bilan de cette coopérative n'a été publié au Moniteur et aucun document la concernant déposé au greffe du tribunal de commerce.

Les derniers bilans (exercices 2013-2014-2015 et 2016) n'ont donc pas été déposés en violation des articles 92 et 193 du Code des sociétés.

- Pourquoi, contrairement aux règles comptables et de bonne gouvernance, les bilans de cette coopérative, si tant est qu'ils ont été réalisés, n'ont pas été publiés ?

- Que fait le liquidateur ? Quels sont les émoluments qui lui ont été versés depuis la mise en liquidation ? Quels sont les motifs de l'absence de clôture ?

- Que reste-t-il à faire pour clôturer cette liquidation ?

- Pourrais-je obtenir copie des procès-verbaux des assemblées générales et conseil d'administration qui, normalement, ont dû être tenus ces dernières années ?

- Le boni de liquidation de cette coopérative doit être versé à chaque coopérateur. Quel montant cela représente pour notre ville à l'heure d'aujourd'hui ? Je précise que le dernier bilan déposé est celui de l'exercice 2012 qui laisse apparaître un actif de 78.661,00€ et, apparemment, un disponible de 76.154,00€. Donc plus de 70.000,00€ pourraient revenir à la Ville de Tournai."

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, répond en ces termes :

"Monsieur le Conseiller communal,

La liquidation de la SCRL Tournai Expo a effectivement été décidée en 2005.

A l'heure actuelle, l'ensemble des coopérateurs ont été remboursés de leur part (depuis 2009). La Ville de Tournai a, notamment, récupéré (en 2006) la somme de 7.436,81€ correspondant à sa propre part.

Entre 2006 et 2015, le liquidateur a géré les réclamations fiscales ainsi que le contentieux : créances impayées entre Tournai Expo et Orga Expo, problématique du personnel, du mobilier...

Pour ce qui concerne la non-publication des comptes, le liquidateur nous a informés que l'administration fiscale lui avait fait part que cela n'était plus nécessaire étant donné qu'il n'y avait plus de rentrées, les comptes étant figés. Seul restait à percevoir un remboursement d'impôt de 361,39 € et pour lequel une réclamation a été déposée. Ce remboursement est intervenu en 2015. Les opérations comptables sont donc en cours de clôture et un boni de liquidation de 70.351,16€ devrait être perçu par la Ville.

Les émoluments du liquidateur s'élèvent, quant à eux, à 4.500,00€ majorés d'une provision de 1.500,00€ pour les débours.

La clôture de la liquidation est envisagée pour avril 2017.

Les bureaux du liquidateur sis boulevard Albert vous accueillent si vous souhaitez consulter les comptes."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, réplique en ces termes :

"Je souhaiterais recevoir une copie du courrier que le fisc a envoyé au liquidateur."

5) Madame la Conseillère communale cdH, Monique WILLOCQ, à propos de la demande de permis d'urbanisme pour un mât de 120m :

"Quid de la réalité de la demande de permis d'urbanisme pour un mât de 120m ?

En lisant la presse de ce jour, je suis interpellée d'abord par le titre : «Un mât de 120 m. pour étudier... les chauves-souris», ensuite par le contenu.

En effet, la demande de permis de bâtir déposée stipule que c'est pour «ériger un mât qui servira à identifier et répertorier les populations de chauves-souris sur le site ainsi qu'à connaître le profil venteux de la région».

Pourriez-vous, dès lors, répondre à ces différentes questions :

- N'est-ce pas la deuxième raison qui prime : en vue d'y implanter un champ éolien ? *
- En prétextant une étude sur la nature, n'est-ce pas pour amadouer la Région wallonne qui recommande plus d'informations à ce sujet ?
- Les conclusions concernant les chauves-souris seront-elles étudiées par le bureau d'étude CSD agréé (c'est-à-dire un bureau de Namur qui réalise des expertises en énergie éolienne avec différentes études entre autres dans le domaine de l'avifaune et des chauves-souris ?). De plus, cette enquête porte sur une dérogation au plan de secteur, car ces travaux sont réalisés en zone agricole, ça je l'ai vu sur l'avis et non dans la lettre.

C'est pourquoi, il serait juste de dire la vérité à la population."

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère,

La société STORM MANAGEMENT a effectivement introduit une demande de permis d'urbanisme ayant trait à un bien situé Chemin Royal et chaussée de Frasnes pour l'implantation temporaire (soit 2 ans) d'un mât de mesure de vent et de l'activité chiroptérologique. La hauteur de ce mât est de 120m. Ce projet est en dérogation au plan de secteur puisqu'il est situé en zone agricole. La procédure d'enquête publique est en cours et se clôturera le 7 février prochain. Cette demande de permis d'urbanisme ne concerne que cet objet.

Toutefois, vous avez évidemment raison sur le fait qu'il s'agit ici d'une étape préalable et indispensable, imposée par une étude d'incidences sur l'environnement (EIE), visant l'implantation de nouvelles éoliennes. Permis non encore déposé, je le précise, et dont on ne connaît pas encore, vous le comprendrez, tous les détails techniques. On parlerait ici de 4 éoliennes (2 à Mourcourt et 2 à Rumillies).

Dans le cadre de cette étude préalable, il convient d'étudier les vents et les chiroptères. Cela implique le placement d'un mât; ce qui nécessite un permis d'urbanisme. Nous en sommes à ce stade.

Notons que dans l'hypothèse où le permis d'urbanisme de ce mât serait octroyé, cela ne veut pas dire non plus que le permis qui serait déposé ultérieurement pour les éoliennes serait obtenu.

Je tiens à rappeler aussi qu'avant tout dépôt d'une demande de permis avec études d'incidences sur l'environnement, il y a de toute façon une réunion d'information préalable (RIP) obligatoire avec les riverains. Un affichage et des publications dans la presse sont d'ailleurs prévus en vue d'informer le plus grand nombre de citoyens. Il n'y a donc nullement intention de cacher les choses. Chaque chose en son temps, aurais-je envie de dire !

Aussi, récemment, le collège communal a considéré opportun le fait d'établir un état des lieux précis des projets existants et futurs sur le territoire de Tournai ainsi que dans les communes limitrophes. Nous en sommes arrivés à la conclusion que la commune est susceptible d'accueillir à terme, et après expurgation des recours, 21 éoliennes.

Le collège communal estime, eu égard à leur impact visuel (en effet, la hauteur d'une éolienne oscille entre 150 et 180m et elle est donc perceptible de très loin malgré la distance), qu'un seuil a été atteint et cela amplifié par le fait que le territoire tournaisien présente une structuration de plaines."

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, réplique en ces termes :

"Je pense que ce dossier est similaire à celui des éoliennes refusées à Melles et à Mourcourt étant donné que des administrateurs de l'ancienne société le sont à présent dans la société qui porte ce projet.

Par contre, je suis étonnée que, dans la lettre remise aux riverains, il y ait une différence par rapport à l'avis affiché de la Ville. Je ne comprends pas pourquoi. Dans l'avis pour le permis d'urbanisme, on précise bien que le projet déroge au plan de secteur, que des travaux sont à effectuer sur un bien repris au plan de secteur en zone agricole. Et de l'autre côté, on parle directement d'un parc éolien."

6) Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, à propos de la maison de village de Thimougies :

"Nous avons tous lu dans la presse que le projet de maison de village à Thimougies ne faisait pas que des heureux. Sur 250 habitants, une centaine a, via deux pétitions, manifesté son opposition à ce projet. En résumé, ils ne s'opposent pas du tout au principe d'une maison de village chez eux, mais ils craignent, à juste titre, des nuisances importantes en termes de bruit et de parking notamment. En cause, une salle de fêtes pouvant contenir 150 personnes, située en plein cœur de l'entité et qui pourrait accueillir des festivités chaque week-end.

Il y a donc à craindre des nuisances sonores régulières, mais aussi les nuisances liées au parking anarchique au vu du faible nombre de places disponibles.

Aujourd'hui, beaucoup d'habitants ont choisi d'habiter dans les villages pour la tranquillité; c'est leur choix, ils y ont investi dans une maison, ça mérite d'être respecté.

Que s'est-il passé?

Ce projet a été concocté par la commission de développement rural, où se trouvent des élus et des personnes venant du village. Mais, visiblement, ces personnes ne sont pas nécessairement représentatives de l'ensemble des habitants, loin de là. La commission n'a donc pas été valablement informée de la réalité locale.

Nous avons rencontré certains de ces opposants. Il en ressort que les habitants n'ont pas été véritablement consultés. Tout au plus a-t-on organisé une séance d'information, à laquelle d'ailleurs tous les habitants n'ont pas été invités, en juillet dernier. Séance lors de laquelle il est apparu que tout était pratiquement décidé. Ces habitants n'ont, en tout cas, pas le sentiment d'avoir été entendus.

Ca ne va pas. Pour nous, une maison de village doit être un outil favorisant la convivialité et la rencontre, le bien vivre ensemble. Or, ici, c'est devenu une source de conflits. Ce projet aurait dû être co-construit avec les habitants. Nous savons que tout projet provoque des nuisances et peut faire l'objet d'oppositions. Mais nous savons aussi que lorsqu'on implique les personnes concernées dans la construction d'un projet, il est possible de rapprocher les points de vue et trouver des compromis acceptables. Nous l'avons vu récemment dans d'autres dossiers.

Cela n'a pas été fait et doit être fait, tant qu'il est encore temps.

Ce projet va coûter 600.000,00€. Une telle somme pour créer des problèmes, ce n'est pas acceptable. Nous avons toujours été favorables à une maison de village à Thimougies et le sommes toujours, mais pas de cette manière. Que proposez-vous pour sortir de cette impasse ?"

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, répond en ces termes :

"Cette salle est polyvalente et constituée d'un espace principal de 150,44m².

On estime la capacité de la salle en places debout entre 150 et maximum 225 personnes, soit une densité de 1 à 1,5 personne par m². En places assises, ce ne sera pas plus de 70 personnes pour un spectacle ou une conférence et cette capacité devient encore plus faible pour un éventuel repas, car il faudra tenir compte des tables.

Les nuisances sonores et le parking

Dans le cadre de l'élaboration du projet, une pré-étude acoustique a été sollicitée par le maître d'ouvrage à l'auteur de projet. Le document (repris en annexe) rappelle que « d'un point de vue strict, les normes belges d'application dans le cas présent sont les normes NB S01-400 (1977) «Critères de l'isolation acoustique» et la norme NBN S01-401 (1987) «Valeurs limites des niveaux de bruit en vue d'éviter l'inconfort dans les bâtiments». Néanmoins, afin de permettre d'appréhender au mieux les aspects étudiés, la norme belge NBN S-01-400-2 (2012) est utilisée à titre d'objectif. Bien que portant sur les bâtiments à vocation scolaire, cette norme permet d'appréhender l'ensemble des thématiques acoustiques avec des critères acoustiques actualisés. Ces critères sont plus contraignants que ceux des normes de référence».

Le rapport préconise notamment la pose de vitrages asymétriques et l'équipement d'un limiteur sonore associé aux ouvertures et fermetures des portes d'accès à l'espace polyvalent.

Le projet a été pensé de telle sorte qu'il minimise les nuisances vis-à-vis du voisinage : l'entrée dans la salle se fera principalement par l'arrière avec un hall d'accueil (entrée par un sas). Le bâtiment est orienté parallèlement à la voirie tournant le dos au lotissement situé le long de la rue Saucelle. La placette est fermée, c'est-à-dire qu'on ne peut pas y accéder par cette rue, mais par la place. Le mur

mitoyen à la voirie sera habillé avec un traitement paysager. L'environnement s'en trouvera qualitativement nettement amélioré.

La consultation

C'est le décret du 6 juin 1991 qui est d'application pour l'opération de la Ville de Tournai, mais la nouvelle législation rappelle qu'«une opération de développement rural est un processus participatif, mené par une commune, au service du milieu rural. Par ce processus, les mandataires, la population, les associations, les acteurs économiques, sociaux, culturels et environnementaux élaborent et mettent en œuvre une stratégie pour leur territoire. L'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie se basent sur un diagnostic partagé».

L'opération est décrite dans un document appelé programme communal de développement rural. L'opération aboutit à un ensemble coordonné d'actions et de projets de développement global et intégré, dans le respect des caractères propres de la commune, avec pour but l'amélioration des conditions de vie des habitants du point de vue économique, social, environnemental et culturel. Cet ensemble d'actions est repris dans le programme.

La participation de la population commence par une étape préliminaire d'information de toute la population.

La participation est au minimum assurée par une réunion dans chaque village. Au total, 25 réunions ont été organisées pour un nombre de participants de +/-700 personnes. A Thimougies, elle s'est déroulée le jeudi 5 février 2004. 33 personnes y ont participé. Parmi les points abordés, il a été question du projet d'aménagement d'une maison de village. Afin d'étayer leurs propos, les représentants de l'asbl «Moulin à Van» ont à cette occasion remis un dossier rédigé en 1994 et intitulé «THIMOUGIES dans tous ses états» et un second, «THIMOUGIES et le développement rural», édité en octobre 1998 et actualisé en 2004. Les différents points développés dans ces deux documents ont été passés en revue. Le premier point est relatif à la création d'une maison de village. Le procès-verbal retranscrit les termes employés, à savoir : que «sa destination aura pour but d'assurer un rôle touristique, d'accueil, d'information, de rencontre, de promotion des produits du terroir, d'activités socioculturelles, de départ de randonnées». Il n'est nullement question d'une salle des fêtes. Le second point de la réunion parle des problèmes de sécurité, notamment pour les enfants, sur le terrain de tennis. Il est demandé que la Ville intervienne, afin de sécuriser les deux terrains, voire de les réaménager en véritable terrain de sport. On n'évoque donc pas à ce moment la construction d'une maison de village sur le terrain. En effet, initialement, le projet prévoyait de restaurer l'ancienne maison communale.

A ce stade, l'ensemble des documents ainsi que les procès-verbaux des réunions étaient téléchargeables sur le site internet de la Ville.

Au terme des réunions d'information, 5 groupes thématiques ont été mis en place pour un total de 17 réunions organisées.

Le 20 février 2006, la commission locale a validé les objectifs opérationnels des axes 1 et 2 du programme. Elle a examiné en cette même séance les propositions de projets émis lors des réunions d'information.

Le lundi 22 mai 2006, la commission débat sur les premières conventions-exécution à mettre en œuvre. Il est décidé de proposer un projet par bassin de vie. Concernant le bassin de vie des collines tournaisiennes, il est suggéré par l'équipe technique la rénovation du centre socioculturel de Maulde. Plusieurs personnes s'accordent à faire remarquer que s'engager dans un tel projet risque d'être trop onéreux au regard des subsides disponibles en PCDR.

Une pétition rassemblant plus de 700 signatures est déposée à la commune en faveur de la réalisation d'une maison de village à Thimougies. La commission validera cette volonté. Ce choix sera entériné par le collège communal.

Le mercredi 13 février 2008 est présentée en commission l'esquisse d'aménagement de la maison de village. Celle-ci a été réalisée et présentée par l'équipe d'architectes du bureau 36°8. Il est précisé que les deux architectes ont rencontré les représentants des différentes associations actives dans les collines tournaisiennes pour établir leur projet.

Le document de programmation a ensuite été validé en CRAT, en ce inclus l'esquisse de la maison de village. La validation du PCDR a fait l'objet d'une large diffusion auprès de la presse et le document est téléchargeable sur le site internet de la Ville.

Le programme est éligible pour 10 ans, c'est-à-dire que la Région wallonne arrête les projets pour cette période. La consultation populaire, telle qu'elle est organisée par le décret, est renouvelée à la reconduite de l'opération au terme du délai d'éligibilité.

L'activation de cette nouvelle fiche-projet a ensuite suivi les règles en place en matière d'information du public avec :

- une information largement diffusée sur l'octroi du subside par la Région wallonne
- un passage au conseil communal pour arrêter les mode et conditions de passation de marché de service pour la désignation d'un auteur de projet pour la conception et le suivi d'exécution de la construction de la maison de village
- une présentation publique de l'avant-projet le 5 juillet dernier

La procédure de dépôt de permis respectera également les règles en matière d'information du public, conformément aux dispositions du livre 1er du code de l'environnement relatif à l'information du public.

Comme le rappelle fort justement l'association "Moulin à Van" lors du dépôt des signatures en juillet 2006, la structure concourra à la sauvegarde de la mémoire locale, à la pérennité et au développement des initiatives associatives locales, à la valorisation du patrimoine, un lieu pour mettre en œuvre des projets à vocation pédagogique. Cette dernière notion est un formidable atout pour un village qui recense un grand nombre d'enfants."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, réplique en ces termes :

"Je constate que vous n'avez pas répondu à ma question.

J'ai entendu, en effet un rappel historique du projet, mais pas une proposition de solution. Le PCDR prévoit la construction d'une maison de village. Vous rappelez qu'une pétition de 700 signatures a été déposée pour qu'elle se fasse à Thimougies. Certaines personnes, qui s'inquiètent aujourd'hui du projet, m'ont dit avoir signé cette pétition à l'époque, car elles voulaient une maison de village à Thimougies. Et aujourd'hui, elles ont des craintes.

Vous dites que le projet a été construit avec les associations actives du village. C'est peut-être cela le souci. Tous les habitants ne sont pas membres d'une association. On peut très bien vivre dans un village et avoir son mot à dire sur ce qu'on veut pour sa maison de village, sans être membre d'une association active.

Je pense que, pour rassurer, il faut prévoir dès maintenant ce qui se fera, ce qu'on va autoriser ou non dans cette maison de village et ne pas attendre qu'elle soit construite, que la situation s'envenime, avant d'établir vraiment un règlement et de dire ce qui pourra se faire ou pas dans cette maison."

Le **président** d'assemblée rappelle que le collège peut être interrogé sur des faits, mais pas sur des intentions.

Le conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, se défend de vouloir faire un procès d'intention au collège.

Points complémentaires

90. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, les procès-verbaux des séances publiques du 28 novembre et du 19 décembre 2016 sont adoptés conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 21, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 20 février 2017. Il signale qu'une réception sera organisée à l'issue de ce conseil, à l'occasion de la nouvelle année. Le public et la presse y sont invités.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS